

Abdesselam MEDJOUBI

# S · C · F

*Système Comptable Financier*

- Notions & pratique
- Exercices corrigés & commentés

**NB : il s'agit de l'avant dernière version (non corrigée)**

# Préface

Le comptable n'est plus confiné dans sa cage, en faisant des additions de chiffres insipides, à longueur d'année. La routine et l'ennui l'étouffaient.

Ce sommeil est fini et la comptabilité n'est plus une routine. Elle est sans cesse sollicitée par les chefs d'entreprises pour leur permettre de prendre les décisions qu'il faut et au moment qu'il faut.

Pour cela et pour répondre aux impératifs d'une gestion moderne des entreprises, la technique comptable a évolué rapidement.

Cette évolution a nécessité la réforme permanente des principaux concepts comptables au fur et à mesure que leurs limites apparaissent face aux exigences – sans cesse renouvelées – d'une gestion rationnelle de l'entreprise.

L'auteur de cet ouvrage a tenu qu'il ne soit pas seulement un traité scolaire. Il a voulu aussi qu'il soit un guide pratique, clair et complet, dans lequel les professionnels peuvent trouver des réponses précises aux soucis que leur posent les problèmes d'une gestion rationnelle de l'économie moderne.

Ils y trouveront, sans doute, la réponse à certaines de leurs préoccupations au travers des exemples chiffrés et des modèles de schémas inspirés de cas réels, que nous propose l'auteur.

Les normes IAS/IFRS et tous les concepts qu'elles ont introduit dans la confection du nouveau système comptable ont été simplement et objectivement décrites dans cet ouvrage, afin de permettre aux lecteurs, qu'ils soient professionnels de la comptabilité ou tout simplement des gens désireux de parfaire leur culture, de les comprendre.

L'auteur de cet ouvrage l'a donc consacré à l'intérêt particulier des professionnels et à l'intérêt général. Il les croit conciliables et veut les concilier.

Mokhtar AKHROUF

## INTRODUCTION

La conception du présent ouvrage ne se veut pas purement didactique ou pédagogique. Il a été réalisé dans l'esprit d'une lecture critique de la nouvelle réglementation comptable en espérant qu'il puisse répondre à un besoin immédiat de prise en charge des dispositions du SCF.

Ce recueil est donc essentiellement destiné aux professionnels de la comptabilité et nous espérons qu'il permettra l'instauration de débats et critiques constructifs.

Bien sûr, nous souhaitons également que les autres lecteurs (ou plutôt, utilisateurs) trouveront réponses à certaines de leurs questions.

Nous avons tenté de présenter les différents concepts de la façon la plus « légère » que possible et essayé de démystifier le SCF (et avant tout de le comprendre). Nous souhaitons que :

- Les praticiens (déjà rompus aux travaux de la comptabilité) ne seront pas lassés en ayant le sentiment de revoir ce qu'ils savent déjà.
- Les étudiants n'auront pas l'impression de lire un « charabia » incompréhensible destiné aux seuls professionnels. Ils disposent d'explications simples leur permettant d'appréhender facilement certains aspects de la comptabilité.

Devant la richesse des textes, nous n'avons pas pu traiter tous les aspects. Nous avons été contraints de procéder à une sélection des principales innovations (qui seront le plus sollicitées lors de la transition PCN/SCF).

Une prochaine édition reprendra ces mêmes exercices et en contiendra d'autres. De plus, toutes les prescriptions du SCF seront revues. Une telle édition se voudra être « un cours de comptabilité par les exercices ».

La matière (bases légales) nécessaire à la réalisation du présent ouvrage n'ayant été disponible qu'en avril 2009, et par devant l'imminence de l'application du SCF, nous n'avons pas disposé de suffisamment de temps pour étayer davantage nos commentaires

Nous remercions les utilisateurs pour leur indulgence et leur promettons de plus amples détails lors de la prochaine édition. Pour cela, vos avis et critiques nous aideront grandement (email : medjoubia@yahoo.com).

## **Structuration des corrigés :**

### Rappel des notions du SCF :

Avant la proposition de corrigé, un encadré reprend les dispositions du SCF concernées par l'exercice. Souvent le texte est repris sous forme de « lecture dirigée » pour en faciliter la compréhension

### Points de vue :

A caractère strictement personnel, ils sont fournis en vue de favoriser l'instauration de réflexions et de débats. Les points de vue sont formulés :

- Par devant certains silences de la réglementation, ou
- Pour afficher une position par rapport à certains aspects réglementés

### Proposition de corrigés (commentés, en cas de besoin)

# Remerciements

**A** mes élèves qui m'ont tarabusté de questions m'obligeant ainsi à créer des exemples dont le recueil a permis la confection du présent ouvrage de la manière la plus didactique que possible.

Mes pensées vont particulièrement à un groupe d'apprenants de Dar El Beïda dont la composition était tellement hétérogène (tant sur le plan de la formation de base que du niveau des responsabilités professionnelles) que ce fut pour moi un véritable exercice de trapéziste voltigeant d'une manière de penser à une autre tout en gardant le cap sur l'objectif final : répondre à la question « quoi de neuf ? »

**Aux** cadres d'entreprises (tant publiques que privées) qui, quoique n'étant pas comptables ou financiers de formation m'ont contraint (lors de la tenue de journées de sensibilisation et de vulgarisation) à utiliser un langage qui, tout en restant technique et professionnel, puisse permettre une démystification, non pas du SCF uniquement, mais également des IAS IFRS.

Ces dernières, au demeurant, demandent un énorme labeur en raison de la diversité des connaissances requises : en économie, en industrie, en commerce, en fiscalité, en process de production, en informatique en....culture générale et.....enfin en comptabilité.

Mon plus grand remerciement va vers toutes ces personnes surtout par le fait qu'en me forçant à répondre à leurs attentes, j'ai tellement fouiné dans un fonds documentaire si important (voir bibliographie) que j'ai moi-même beaucoup appris avec elles.

**A** mes confrères et, surtout, amis que je n'oublierai pas de remercier qui n'ont eu de cesse de me harceler pour l'achèvement cet ouvrage commencé dès 2005 (lorsque je fus en possession du projet de révision du PCN et qui a donné naissance au SCF). Je nommerai

- Mokhtar AKHROUF – qui a eu l'amabilité de préfacer le présent
- Lamri DJOUIMAA – le booster qui m'a exhorté à ne pas être trop exigeant envers moi-même mais qui cherche la parfaite pour ses deux ouvrages dont le chantier est en veilleuse (faites ce que je dis ; mais pas ce que je fais)
- Mohamed SETTERAHMANE – vétéran (et non moins toujours jeune) de la comptabilité à Sétif et enfin
- Zaïdi SAKHRAOUI – pas le lanceur de chaussures, le lanceur d'incitations au travail

**Et** à un confrère et ami lointain Mohamed BARKI (auteur de l'ouvrage Comptabilité Fiscale de l'Entreprise) qui n'a eu de cesse de me répéter que je devais achever les manuscrits rangés au bas d'une armoire.

**A** deux nouvelles connaissances. Lors d'une formation sur les normes internationales d'audit (ISA de l'IFAC) initiée par l'Ordre des Experts Comptables, des Commissaires aux Comptes et des Comptables Agréés sur la normalisation internationale relative à l'audit (normes ISA de l'IFAC) j'ai eu plaisir à connaître deux confrères français.

Ils ont été, non pas seulement de bons animateurs, mais surtout des confrères qui voulaient nous aider à éviter les bouleversements qu'ils ont connu lors de la mise en œuvre des IFRS en Europe. Ils insistaient tellement qu'on aurait cru leur algérianité.

- Maria SKARZINSKA, consœur française
- Michael FONTAINE, confrère français

**A** mes trois enfants aînés (Sarah *la sauveuse de l'Humanité*, Beldjoudi Amine *le pragmatique* et Karim *le physicien*) car je me suis senti forcé de ne pas les frustrer : ils voulaient tellement être fiers de leur père (sentiment puéril pour une obligation naturelle d'écrire et de transmettre). Surtout que les deux premiers ont emprunté le chemin de leur père et poursuivent des études universitaires en.....comptabilité.

**Aux** deux derniers de mes enfants (Hatem et Lyna). Ils ne le savent pas encore, mais plus tard ils m'en auraient voulu si je n'avais pas achevé cet ouvrage.

**Enfin** et surtout, à mon épouse Ferial qui ne doit pas rater cette page sentimentale.

- Sa confiance en ma capacité de transmettre simplement (j'espère qu'elle pense vrai, les lecteurs apprécieront).
- Son désir de me voir laisser aux enfants un capital (se sentir obligé de réaliser des choses et tout tenter pour les réaliser).
- Sa joie de me voir travailler tard (mais pas très tard) à la maison au lieu de prendre mon bâton de pèlerin et de vadrouiller à travers notre vaste pays à l'occasion de mes occupations professionnelles.

Sont autant d'arguments qui m'ont pousser à faire.....ce que je devais faire !

*(PS : cet ouvrage à peine achevé et non encore imprimé, qu'elle me susurre déjà la finalisation d'un ouvrage sur le comparatif des différentes formes de sociétés)*

## **A tous ceux-là et aux autres, MERCI !**

Mes remerciements vont aussi aux utilisateurs du présent ouvrage pour leur courage d'affronter mes commentaires. J'espère que chacun trouvera réponse, au moins, pour une partie de ses questionnements.

Mes vœux de patience et de persévérance vont

- Vers mes consœurs et confrères qui auront la lourde tâche d'orchestrer la transition tout en continuant à être les gardes fous de l'économie
- Vers les autres professionnels de la comptabilité qui exercent à titre de salariés et qui devront sacrifier de leur temps personnel surtout durant les quatre ou cinq premières années du changement
- Vers les autres artisans de l'information financière (producteurs, commerciaux, fiscalistes, chargés de la stratégie d'entreprise...) qui devront allier leurs préoccupations anciennes et les nouvelles exigences

Mais vont aussi, et surtout, à l'intention des décideurs (personnes formant le gouvernement d'entreprise) qui auront à apprécier la nature de la décision à prendre en fonction de l'option comptable retenue.

Ce livre est dédié

A mon défunt père qui a toujours cru en moi

A ma mère qui a toujours su se taire lorsque je faisais des bêtises (ce silence, quel châtement et guide !)

A mes frères et sœurs qui supporté pendant l'enfance mes incessantes et innombrables questions

(Feu Samir, Sabéha, Wahiba, Mohamed Tewfik, Chakib et Farès)

Et également à mes professeurs qui ont su me faire découvrir que j'aimais sans le savoir l'économie, la comptabilité, le droit, ...

Maitre SELOUAN Nehmé

Docteurs

AIKARI

ALAMEDDINE

Messieurs

BILEK Belkacem

CHEMAOUNE

DEABES Georges Mounir

DERICHE Dahmane

RASSI Charles

RIVOIL

VIOLET



## SOMMAIRE

Exercices		Pages
N°	Thèmes	
1	Immobilisations corporelles - Evaluation initiale - Approche par composants - Coûts d'emprunts	1
2	Approche par composants - discernement	7
3	Approche par composants - calculs	11
4	Immobilisations corporelles – perte de valeur	15
5	Immobilisations corporelles – reprise sur perte de valeur	23
6	Immobilisations incorporelles – perte de valeur	29
7	Valeurs incorporelles - licences d'exploitation - construction de propres logiciels - réalisation de logiciel pour autrui	33
8	Réévaluation d'immobilisation	43
9	Réévaluation des terrains (suivi pluriannuel)	53
10	Réévaluation lors de la transition du PCN au SCF	59
11	Subventions d'équipement (non inscription au bilan)	66
12	Subventions d'équipement (inscription au bilan)	72
13	Subventions d'équipement I (choix de l'équipement)	78
14	Subventions d'équipement II (choix de l'équipement)	81
15	Actifs biologiques	86
16	Emprunts – taux d'intérêt effectif	92
17	Emprunts – coût amorti	101
18	Actifs financiers – obligations	104
19	Contrats à long terme – comptabilisation à l'avancement	110
20	Contrats à long terme – révision du contrat	117
21	Contrats à long terme – comparatif : - avancement financier / avancement physique - méthode à l'avancement / méthode à l'achèvement	122

Exercices		Pages
N°	Thèmes	
22	Immobilisations corporelles - Subventions - Dépenses ultérieures (activables ou non) - Récupération d'organes - Frais de formation	129
23	Impôts différés – IBS I (reports fiscaux consommés)	139

24	Impôts différés – IBS II (limite de reports)	145
25	Impôts différés – décalage temporaire (amortissements)	147
26	Consolidation (pourcentage de contrôle et pourcentage d'intérêts) I	151
27	Consolidation – intégration globale	157
28	Consolidation – mise en équivalence	163
29	Opérations faites en commun	166
30	Provision pour indemnité de départ à la retraite	171
31	Location– classification de contrat I	182
32	Location– classification de contrat II	188
33	Location– classification de contrat III et comptabilisation	191
34	Opérations en monnaie étrangère – emprunt	197
35	Opérations en monnaie étrangère – participations	204
36	Compte de résultats et coût de production I	209
37	Compte de résultats et coût de production II	216
	Appendice <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préambule : avènement du SCF</li> <li>- Flash sur la normalisation internationale</li> <li>- Approche pour la 1<sup>ière</sup> application du SCF</li> <li>- Sur le terrain : exemple des immobilisations</li> </ul>	
	Bibliographie	

**IMMOBILISATION CORPORELLES**

Une entreprise de mise en bouteilles a bénéficié du droit d'exploitation d'une source d'eau minérale pour 30 ans.

L'autorisation d'exploitation est complétée par un alinéa qui oblige l'exploitant à une remise en l'état des lieux à échéance. Pour la réalisation de son projet, l'exploitant a engagé les dépenses suivantes :

NATURE	MONTANT
Terrassements	3.000.000
Réalisation d'un mur de soutènement (voile en béton armé)	9.000.000
Réalisation d'un passage sur 2 km (du point de captage à l'unité de mise en bouteilles)	4.000.000
Réalisation de la station de captage	37.000.000
En raison de la nature chimique des eaux, des membranes doivent être changées tous les quatre ans. leur valeur est de	8.000.000
Radier en béton recevant la station de captage	3.000.000

**TAF :**

Sachant que :

- L'investissement a été finalisé le 1<sup>er</sup> janvier 2010,
- Le taux d'actualisation retenu est égal au taux de réescompte de la Banque d'Algérie majoré de 2 points,
- Le montant non actualisé des frais de remise en l'état est de 10.000.000,
- La concession accordée est localisée sur un terrain domanial

Il est demandé

- d'évaluer le montant de l'investissement
- de procéder à la comptabilisation des opérations :
  1. Lors de la mise en service le 02 janvier 2010 (taux de réescompte de la banque d'Algérie = 5,00%)
  2. Au 31 décembre 2010.
    - a. Le taux de réescompte de la banque d'Algérie a été minoré de 0,50 % par rapport de celui de l'an écoulé.
    - b. Les durées d'utilités sont de 10 ans

(\*) Valeur qui actualise 1 DA à 30 ans au taux de 7 % = 0,131 367 12

(\*) Valeur qui actualise 1 DA à 29 ans au taux de 6,5% = 0,161 013 16

## CORRIGE - IMMOBILISATION CORPORELLES

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Coût d'acquisition d'un actif (§ 112.3 du SCF) :

Le coût d'acquisition d'un actif est égal

- Au prix d'achat résultant de l'accord des parties à la date d'opération
- Déduction faite des rabais et remises commerciaux
- Majoré
  - Des droits de douane et autres taxes fiscales non récupérables par l'entité auprès de l'administration fiscale ainsi que
  - Des frais directement attribuables pour obtenir le contrôle de l'actif

Les frais de livraison et de manutention initiaux, les frais d'installation<sup>1</sup>, les honoraires de professionnels tels qu'architectes et ingénieurs constituent des frais directement attribuables.

Sont exclus du coût d'acquisition

- Les frais généraux administratifs et
- Les frais engagés à l'occasion de la mise en exploitation d'un bien immobilisé pendant la période intérimaire entre la fin de son installation (date d'arrêt du cumul des coûts d'entrée) et son utilisation à capacité normale.

#### Approche par composants (§121.4 du SCF – alinéa 3)

Les composants<sup>2</sup> d'un actif sont traités comme des éléments séparés s'ils ont des durées d'utilité différentes ou procurent des avantages économiques à des rythmes différents ;...

#### Coût de démantèlement ou de remise en l'état (§ 121.5 SCF)

S'ils constituent une obligation<sup>3</sup>

- Le coût de démantèlement d'une installation à la fin de sa durée d'utilité et/ou
- Le coût de rénovation d'un site

Sont à ajouter au coût de production ou d'acquisition

Notes :

1. La valeur du radier sera donc intégrée dans l'ensemble
2. D'où la nécessité de procéder selon l'approche par composants pour ce qui est des membranes
3. le caractère de cette obligation n'est pas précisé par le SCF ; mais il faut retenir que celle-ci peut être **légale**, **contractuelle** ou **implicite**.

## **Proposition de corrigé :**

### **A – Evaluation de l'investissement**

#### Calcul préliminaire – valeur actuelle :

Le SCF ne préconisant pas une méthode particulière, nous nous limiterons à l'approche classique qui consiste en l'actualisation du montant prévu à échéance. Ainsi, il sera déterminé la valeur actuelle des 10.000.000 devant être déboursés dans 30 ans :

$$\begin{aligned}\text{Provision} &= 10.000.000 \times (1+i)^{-n} = 10.000.000 \times (1,07)^{-30} \\ \text{Provision} &= 10.000.000 \times 0.13136712 = 1.313.671\end{aligned}$$

#### Valeur à activer :

Elle se présentera comme suit :

- 37.000.000 Prix total de la station de captage
- 3.000.000 Radier en béton <sup>1</sup>
- 40.000.000 Total équipements
- 8.000.000 Valeur des membranes (il s'agit de l'approche par composants)
- 32.000.000 Valeur équipement de base – 1<sup>er</sup> coût
- 1.313.671 Actualisation du coût de remise en l'état <sup>2</sup>
- 33.313.671 Valeur équipement de base – Valeur à activer

#### Commentaires :

##### (1) Radier en béton :

Ce genre de confortement est généralement utilisé lors de la construction d'immeubles ; aussi, sa durée de vie est forcément au moins égale (voire supérieure) à celle des constructions qui sont érigées dessus.

Dans notre cas puisque :

- sa réalisation est nécessaire pour assurer la stabilité géophysique de l'ensemble
  - son utilité est intimement liée à l'ensemble
  - l'obligation de remise en l'état au terme de la concession comprendra aussi bien le démantèlement que fort probablement la destruction du radier
- sa valeur ira augmenter la valeur de l'outil de production

*Cette position est erronée car, en réalité, le radier constitue un actif nettement distinct de la station de captage. Laissons le lecteur créer lui-même ses propres exemples !!!*

(2) Coûts de remise en l'état

Généralement, les coûts futurs ne peuvent être convenablement estimés que s'il s'agit d'un « avenir prévisible » ; c'est-à-dire n'allant pas au-delà de 10 ans. L'on comprend donc qu'une estimation à trente ans soit fort délicate, voire impossible.

C'est pour cela qu'il serait plus adéquat d'estimer les coûts au jour de la première évaluation (donc lors de l'activation) en évaluant les dépenses nécessaires pour la remise en l'état comme si celle-ci devait être réalisée ce même jour.

Une projection (capitalisation) permettra de disposer d'une estimation du montant probable à déboursier à l'échéance

**Exemple** : une entreprise loue pour 30 ans un terrain. Elle est contractuellement autorisée à y construire des hangars à la condition de restituer les terrains dans l'état initial.

Si l'entreprise devait engager ce jour les frais de démantèlement, elle aurait déboursé 1.313.671 DA. Sachant que le taux financier en vigueur est de 7 %, la projection permet d'envisager un paiement probable de payer à échéance un montant de 10.000.000 DA ( $1.313.671 \times 1,07^{30}$ ).

**B – Comptabilisation**

**1. Comptabilisation initiale :**

a) Equipements de production :

215		Installations techniques, matériel et outillage industriels - Station	33.313.671	
215		Installations techniques, matériel et outillage industriels - Membranes	8.000.000	
215		Installations techniques, matériel et outillage industriels – Passage	4.000.000	
	158 *	Autres provisions pour charges – passifs non courants		1.313.671
	404	Fournisseurs d'immobilisations - station		37.000.000
	404	Fournisseurs d'immobilisations – terrassements		3.000.000
	404	Fournisseurs d'immobilisations – passage		4.000.000

(\*) Ne pas confondre avec « 156 - Provisions pour renouvellement des immobilisations (concession) » qui est utilisé dans le cas où une obligation de renouvellement des immobilisations est adossée à une concession de service public.

#### b) Terrassements

Dans le cas où la concession accordée avait été localisée sur un terrain appartenant à l'entreprise, les dépenses engagées auront été portées en majoration de la valeur de celui-ci car augmentant REELLEMENT et à perpétuité sa valeur.

211	404	Terrains Fournisseurs d'immobilisations	3.000.000	3.000.000
-----	-----	--	-----------	-----------

Dans ce cas, aucun amortissement ne pourra être effectué.

**Par contre**, il est précisé que la concession est située sur un terrain domanial (de l'Etat). Qu'advient-il des 3.000.000 DA relatifs aux terrassements le jour de la fin de la concession ?

Devra-t-on pratiquer un amortissement « exceptionnel » dans 30 ans ?

Dans l'affirmative, aura-t-on respecté le principe de rattachement des charges aux produits qu'elles auront générés ?

Il semble évident que ces 3.000.000 DA ne pourront pas être incorporés dans la valeur du terrain. Ils seront donc activés dans un compte supportant l'amortissement.

212	404	Agencements et aménagements de terrain * Fournisseurs d'immobilisations	3.000.000	3.000.000
-----	-----	--	-----------	-----------

(\*) Ne pas confondre avec « 222 – Agencements et aménagements de terrain en concession ». En effet, ce n'est pas le terrain qui est concédé MAIS l'exploitation du sous sol. Le seul fait qu'il s'agisse d'un terrain domanial ne suffit pas à supposer que le terrain soit concerné par la concession.

En effet, l'Etat étant propriétaire du sous-sol, une concession d'exploitation peut être accordée qu'il s'agisse de terrains relevant du domaine de l'Etat ou de terrains appartenant à d'autres personnes (voir la réglementation relative à l'exploitation du sous sol)

Pour ce qui est de la contrepartie liée à l'exploitation du terrain, aucune information ne vous a été fournie dans l'énoncé. Son occupation pendant la période de trente ans peut être à titre gracieux ou contre paiement d'un loyer

c) Mur de soutènement

Ici, il est clair que la valeur des aménagements sera logée dans le compte prévu à cet effet ; et ce que le terrain soit la propriété ou non de l'entité

212		Agencements et aménagements de terrain – mur de soutènement	9.000.000	
	404	Fournisseurs d'immobilisations		9.000.000

**2. Comptabilisation au 31 décembre 2010**

**Amortissements :**

Les membranes devant être changées tous les quatre ans, leur taux d'amortissement est de 25 %

681		Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs non courants	2.000.000	
	2815	Amort. Membranes		2.000.000

Les autres actifs (station, passage de la tuyauterie, terrassements et mur de soutènement) seront amortis au taux de 10 % :

681		Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs non courants	4.931.367	
	2815	Amort. Station		3.331.367
	2815	Amort. Ouvrages d'Inf.		400.000
	2812	Amort. Agct & Install		1.200.000

**Révision du montant de la provision pour remise en l'état :**

Au fur et à mesure que l'échéance se rapproche, le montant de la provision augmente jusqu'à atteindre le montant provisionné le jour où l'entreprise devra quitter les lieux. Il y a lieu de déterminer le volume de la variation :

$$\text{Provision} = 10.000.000 \times (1+i)^{-n} = 10.000.000 \times (1,065)^{-29}$$

$$\text{Provision} = 10.000.000 \times 0,161013 = 1.610.130$$

$$\text{La variation est de} = 1.610.130 - 1.313.671 = 296.459$$

661 ou 668 (*)		Charge d'intérêts ou Autres charges financières	296.459	
	156	Provisions pour renouvellement des immobilisations (concession)		296.459

(\*) selon les précisions qui seront ultérieurement fournies en complément de l'annexe à l'arrêté du 26 juillet 2008



## **APPROCHE PAR COMPOSANTS DISCERNEMENT**

Dans la liste des biens suivants, quels sont ceux pouvant être traités dans le cadre du principe de séparation :

- Maison :  
structure, maçonnerie, ascenseur, peinture, étanchéité
- Avion :  
carlingue, réacteurs, habillage intérieur (sièges,...), logiciel pour pilotage automatique
- Fusée à étages :  
capsule, étage1, étage 2, étage 3, rampe de lancement
- Navette spatiale :  
navette, réservoirs pour décollage

## CORRIGE - APPROCHE PAR COMPOSANTS

### Rappel des dispositions du SCF :

Dans quel cas considérer une séparation (§121.4 alinéa 3)

Les composants d'un actif sont traités comme des éléments séparés

- s'ils ont des durées d'utilité différentes ou
- procurent des avantages économiques selon un rythme différent

### Proposition de corrigé :

#### ➤ Maison :

structure, maçonnerie, ascenseur, peinture, étanchéité

Ici, l'on se basera sur la différence des durées d'utilités qui sont généralement tel que suit :

Composant	Durée d'utilité
Structure	50 ans
Maçonnerie	50 ans
Ascenseur	25 ans
Peinture	???
étanchéité	15 ans*



La structure (fondations, gros œuvres) ont une durée de vie généralement supérieure à 80 ans, il est leur est ordinairement appliqué un amortissement sur 50 ans. Ayant des durées de vie égales, il n'est pas nécessaire de les dissocier.

Par contre, l'ascenseur et l'étanchéité seront comptabilisés distinctement du fait que leurs durées d'utilités sont très différentes.

Pour ce qui est de la peinture intérieure, sa valeur sera incluse dans la structure de base et la maçonnerie. En effet, refaire la peinture est considéré comme faisant partie du lot entretien et réparations (charges)

(\*) durée plus courte si la construction est située dans une zone à forte amplitudes thermiques et forte chutes (pluie, grêle,...)

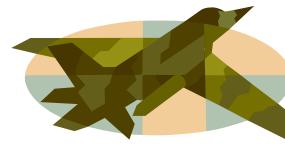
➤ **Avion :**

carlingue, réacteurs, habillage intérieur (sièges,...), logiciel pour pilotage automatique

Qu'il s'agisse d'avions civils ou militaires, le principe est le même. Il y a lieu de considérer séparément la carlingue, les réacteurs et les sièges.

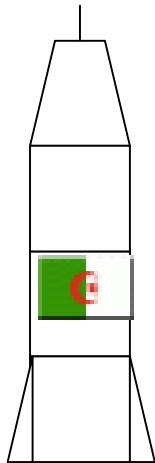
Le logiciel pour le pilotage automatique ne sera pas dissocié de la structure de base étant donné qu'il ne peut s'acquérir séparément. En cas de défaillance, l'entreprise procèdera à une révision.

Pour les avions de chasse, le siège du pilote fera également partie de la structure de base. Il n'a pas de durée de vie particulière ; sa durée d'utilité suit celle de l'appareil. : si le pilote s'éjecte, le siège tout comme l'avion ne sont plus utilisables.



➤ **Fusée à étages :**

Capsule, étage 1, étage 2, étage 3, rampe de lancement



La rampe de lancement est un outil nécessaire au sol. Elle ne fait pas partie du coût de la fusée.

Son coût ira augmenter celui de l'opération de lancement

Les étages 1, 2 et 3 font office de réservoir et ils se détachent pour errer dans le cosmos.

Seule la capsule revient sur terre. Est-elle réutilisable ?

Dans la peu probable affirmative, seul son coût est à activer.

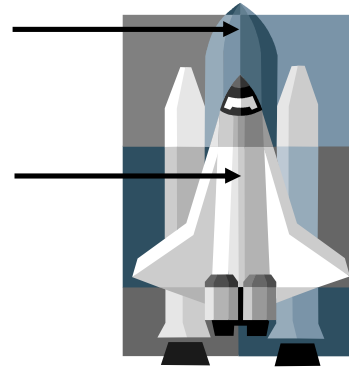
Dans la négative (ce qui est plus réaliste), **AUCUNE** activation n'est à opérer. Il s'agira tout simplement d'un coût de lancement que supportera l'agence spatiale

➤ **Navette spatiale :**  
navette, réservoirs pour décollage

Ce cas est différent du précédent (fusée à étages). Elle est lancée de « la même » manière que la fusée. De retour sur terre, une fois qu'elle pénètre dans l'atmosphère, elle se comporte **COMME** un avion. Et elle est réutilisable.

Une fois le décollage réalisé, le réservoir se détache et se perd dans l'espace. Il fait partie des coûts de lancement.

Par contre, pour la navette (réutilisable), il sera procédé de même que pour un avion : Distinguer la carlingue des réacteurs.



**APPROCHE PAR COMPOSANTS  
CALCULS**

La compagnie « **Voyages en Avion** » vient d'acquérir un nouvel aéronef pour 1.200.000.000 DA. Les éléments identifiables sont :

En millions de DA

<b>Eléments</b>	<b>Durée d'utilité</b>	<b>Valeur</b>
Réacteurs	10 ans	400
Aménagements de la cabine	5 ans	250

La valeur du reste des éléments sera confondue avec celle de la carlingue car ils lui sont intimement liés.

Dans 10 ans, la valeur de remplacement des réacteurs sera de même niveau. Celle des aménagements de la cabine passagers va doubler à l'issue de la quinzième année.

**TAF :**

Sachant que la durée d'utilité de l'ensemble est de 20 ans, il est demandé de :

- Présenter les amortissements sur 20 ans
- Faire le comparatif avec les méthodes actuelles (pas de séparation)

### Proposition de corrigé :

#### Tableaux d'amortissement SCF

La base amortissable de la carlingue sera égale au prix total diminué de celles des composants identifiés :

$$BA = 1.200 - (400+250) = 550$$

Au bout de la 10<sup>ième</sup> année, « **Voyages en Avion** » procèdera à l'échange des réacteurs.

Il sera fait de même pour les aménagements de la cabine au terme des 5<sup>ième</sup>, 10<sup>ième</sup> et 15<sup>ième</sup> années.

En millions de DA

année	AMORTISSEMENTS			
	Carlingue	Réacteurs	Cabine	total
1	27,50	40,00	50,00	117,50
2	27,50	40,00	50,00	117,50
3	27,50	40,00	50,00	117,50
4	27,50	40,00	50,00	117,50
5	27,50	40,00	50,00	117,50
6	27,50	40,00	50,00	117,50
7	27,50	40,00	50,00	117,50
8	27,50	40,00	50,00	117,50
9	27,50	40,00	50,00	117,50
10	27,50	40,00	50,00	117,50
11	27,50	40,00	50,00	117,50
12	27,50	40,00	50,00	117,50
13	27,50	40,00	50,00	117,50
14	27,50	40,00	50,00	117,50
15	27,50	40,00	50,00	117,50
16	27,50	40,00	100,00	167,50
17	27,50	40,00	100,00	167,50
18	27,50	40,00	100,00	167,50
19	27,50	40,00	100,00	167,50
20	27,50	40,00	100,00	167,50
<b>Totaux</b>	<b>550,00</b>	<b>800,00</b>	<b>1 250,00</b>	<b>2 600,00</b>

### Comparatif avec les règles du PCN

En millions de DA

année	PCN				SCF	ECARTS
	Carlingue	Réacteurs	Cabine	total		
1	60,00			60,00	117,50	-57,50
2	60,00			60,00	117,50	-57,50
3	60,00			60,00	117,50	-57,50
4	60,00			60,00	117,50	-57,50
5	60,00			60,00	117,50	-57,50
6	60,00		50,00	110,00	117,50	-7,50
7	60,00		50,00	110,00	117,50	-7,50
8	60,00		50,00	110,00	117,50	-7,50
9	60,00		50,00	110,00	117,50	-7,50
10	60,00		50,00	110,00	117,50	-7,50
11	60,00	40,00	50,00	150,00	117,50	32,50
12	60,00	40,00	50,00	150,00	117,50	32,50
13	60,00	40,00	50,00	150,00	117,50	32,50
14	60,00	40,00	50,00	150,00	117,50	32,50
15	60,00	40,00	50,00	150,00	117,50	32,50
16	60,00	40,00	100,00	200,00	167,50	32,50
17	60,00	40,00	100,00	200,00	167,50	32,50
18	60,00	40,00	100,00	200,00	167,50	32,50
19	60,00	40,00	100,00	200,00	167,50	32,50
20	60,00	40,00	100,00	200,00	167,50	32,50
<b>Totaux</b>	<b>1 200,00</b>	<b>400,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>2 600,00</b>	2 600,00	0,00

Au bout de la durée d'utilité de l'aéronef, les deux systèmes afficheront un même volume d'amortissements (logique).

Cependant, en ne procédant pas à la séparation par composants, il est enregistré (durant la première décennie) une insuffisance d'amortissements qui se trouve compensée par un surplus d'amortissement courant les dix dernières années.

La méthode de la séparation permet la comptabilisation d'une charge d'amortissement correspondant à la consommation des avantages de chacun des composants (§121.7 SCF)

**Point de vue :**

Une entité en mesure de distinguer ses composants **DOIT** le faire pour, au moins, trois raisons :

➤ **Economique** :

Assurer une correspondance des amortissements et de la consommation des avantages tel que prévu par le § 121.7 du SCF qui précise que le montant amortissable est réparti de façon systématique sur la **durée d'utilité** de l'actif.

Les composants ayant des durées d'utilité différentes, il découle de source que la valeur de l'actif soit scindée en autant de bases amortissables que de composants.

Bien sûr, l'entité n'ira pas jusqu'à « couper les cheveux en quatre ».

Exemple : entreprise spécialisée dans le transport de choses (marchandises) :  
Une telle entreprise, dont 90 % des valeurs immobilisées concernent les véhicules de transport, devra considérer séparément les composants dont les durées d'utilités sont différentes (carrosserie, moteurs,...).

Par contre une savonnerie qui ne dispose que de deux semi remorques représentant 3 à 4 % de ses valeurs immobilisées n'a aucun intérêt pour procéder à une telle séparation. Toutefois, si elle le désire, elle est en droit de le faire. Dans ce cas, il y a lieu d'apprécier l'utilité d'une telle démarche.

Il en est de même pour les constructions d'une entreprise exploitant une carrière d'agréats et celles d'une entreprise de gestion immobilière qui dispose d'un parc logements conséquent (exemple des OPGI)

➤ **Sociale** : risque de présentation de faux bilan et possibilité de distribution de dividendes fictifs

Dans notre exercice, la compagnie aérienne va payer indûment des impôts sur le bénéfice durant les dix premières années. Dans le cas où l'assemblée générale ordinaire décide de distribuer les bénéfices, elle se rendra (surtout le conseil d'administration) coupable de distribution de dividendes fictifs (faits réprimés par la Loi – code de commerce). Cela nonobstant les gênes en matière de trésorerie.

➤ **Fiscale** :

Courant la seconde décennie, l'administration fiscale est en droit de ne pas accepter la déductibilité des amortissements irrégulièrement différés pour un montant de 325.000.000 DA (10 x 32.500.000).



## PERTE DE VALEUR

Au 31 décembre 2013, avant inventaire, le poste immobilisations corporelles se présente comme suit :

ACTIF	Valeur			Valeur nette recouvrable	durée d'utilité	
	Brute	Amort	Nette		initiale	future
<b>A</b>	1 200 000	480 000	720 000	620 000	10 ans	5 ans
<b>B</b>	2 500 000	1 000 000	1 500 000	1 200 000	5 ans	5 ans
<b>C</b>	1 000 000	400 000	600 000	390 000	10 ans	5 ans
<b>D</b>	4 000 000	2 000 000	2 000 000	830 000	4 ans	5 ans
<b>E</b>	5 000 000	2 500 000	2 500 000	1 250 000	10 ans	2 ans

NB : les dotations annuelles sont de 12 mois (pas de prorata temporis).

### TAF :

- Calculer la valeur nette recouvrable de chaque actif en tenant compte de :
  - Taux d'actualisation 6 %
  - L'entité n'attend aucune ressource de la sortie des actifs
  - Des flux de trésorerie attendus chacune des 5 années à venir (horizon acceptable) et qui sont de même niveau pour un même équipement

ACTIF	Flux nets de trésorerie
<b>A</b>	150 000
<b>B</b>	280 000
<b>C</b>	100 000
<b>D</b>	200 000
<b>E</b>	320 000

Par souci de simplification, il a été retenu un même flux de trésorerie pour les années futures.

Dans la réalité, il est pratiquement impossible de constater cette situation.

- Identifier les actifs pour lesquels il convient de réviser les plans d'amortissements
- Présenter les tableaux d'amortissement des actifs C et E
- Passer les écritures comptables au 31.12.2013

## CORRIGE - PERTE DE VALEUR

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Epoque du test de dépréciation (§ 112.5 du SCF) :

A chaque arrêté de comptes l'entité doit apprécier s'il existe un quelconque indice<sup>1</sup> montrant qu'un actif ait pu perdre de la valeur.

**DANS L’AFFIRMATIVE**

ESTIMER  
LA VALEUR RECOUVRABLE

#### Valeur nette recouvrable (§ 112.6 SCF) :

$VR = \max [PVN, VU]$

$PVN$  = prix de vente net = juste valeur – frais de sortie

$VU$  = valeurs actualisées des flux de trésorerie futurs estimés attendus

- de l'utilisation continue de l'actif
- de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité.

#### Perte de valeur (§ 112.6 SCF) :

si  $VNC < VR$  (§112.8 SCF)

la perte de valeur est constatée par **une charge** (§112.7 SCF)

### Notes :

(1) Exemples d'indices pouvant être retenu pour apprécier l'existence ou non d'une perte de valeur :

Le SCF ne précisant pas la nature des indices de perte de valeur, nous pouvons citer un ensemble de facteurs (indices) pouvant influencer négativement sur le volume des avantages attendus de l'utilisation d'une immobilisation :

a. Indices externes :

- Obsolescence (sur les plans quantitatif, qualitatif, consommation d'énergie, main d'œuvre nécessaire,...)
- Baisse de la valeur de marché (de l'actif ou des produits fabriqués ou services rendus),
- Perte conséquente de parts de marché (concurrence, réorientation des habitudes de consommation,...)
- Rareté de la main d'œuvre spécialisée,
- ...

b. Indices internes :

- Réorientation stratégique de l'activité (réduction de la production d'une gamme au profit du lancement d'une autre ; partage de marché avec d'autres entités ; ...)
- Inefficacité des équipements entraînant
  - Un niveau de qualité initial perdu de manière continue
  - Une réduction de manière permanente des niveaux de production
- ...

**Important :**

L'absence de perte de valeur n'est pas justifiée par une affirmation du genre : « nous n'avons pas relevé d'indices ». L'entreprise **EST TENUE**

- d'identifier des indices et
- de leur affecter des fourchettes (limites) de valeur ou de pourcentage au-delà desquels la variation est significative

Lors de la mise en œuvre du SCF, il est évident que l'on assistera à des « errements ».

Beaucoup d'entreprises procéderont par tâtonnements durant quelques années. Mais au fil du temps, la nature des indices et les marges de tolérance seront de mieux en mieux cernés.

## **Proposition de corrigé :**

### **1 – Identification de la valeur nette recouvrable :**

Sachant qu'elle s'effectue par le rapprochement

- de la valeur nette comptable à
- la valeur recouvrable,

il suffit de déterminer celle-ci en retenant la plus forte

- de la VNR et
- de la valeur d'utilité.

La VNR étant fournie dans l'énoncé, il y a lieu de calculer la somme des flux nets de trésorerie actualisés (valeur d'utilité).

### **Actualisation des flux nets de trésorerie :**

Elle se calcule en :

- attribuant à chaque flux futur annuel un taux d'actualisation en utilisant la formule  
 $a = \text{flux future année } n \times (1+i)^{-n}$
- additionnant toutes les valeurs actuelles de l'actif concerné

Les flux attendus seront générés pendant la durée d'utilité qui a été déterminée à la date d'inventaire (travaux combinés des agents de la maintenance, de la production et des structures commerciales).

En agissant de la sorte, il est obtenu les valeurs ainsi calculées :

	an	1	2	3	4	5	Somme des valeurs actuelles
<b>ACTIF</b>	Taux d'actualisation	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	
	$(1+i)^{-n}$	0,9434	0,8900	0,8396	0,7921	0,7473	
<b>A</b>	Montant	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	
	<b>Valeur actuelle</b>	<b>141 509</b>	<b>133 499</b>	<b>125 943</b>	<b>118 814</b>	<b>112 089</b>	<b>632 000</b>
<b>B</b>	Montant	280 000	280 000	280 000	280 000	280 000	
	<b>Valeur actuelle</b>	<b>264 151</b>	<b>249 199</b>	<b>235 093</b>	<b>221 786</b>	<b>209 232</b>	<b>1 179 000</b>
<b>C</b>	Montant	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	
	<b>Valeur actuelle</b>	<b>94 340</b>	<b>89 000</b>	<b>83 962</b>	<b>79 209</b>	<b>74 726</b>	<b>421 000</b>
<b>D</b>	Montant	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	
	<b>Valeur actuelle</b>	<b>188 679</b>	<b>177 999</b>	<b>167 924</b>	<b>158 419</b>	<b>149 452</b>	<b>842 000</b>
<b>E</b>	Montant	320 000	320 000				
	<b>Valeur actuelle</b>	<b>301 887</b>	<b>284 799</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>587 000</b>

### Détermination de la valeur recouvrable :

Rapprochons la valeur d'utilité à la juste valeur :

ACTIF	Valeur d'utilité	Juste valeur	Valeur (*) recouvrable
A	<b>632 000</b>	620 000	632 000
B	1 179 000	<b>1 200 000</b>	1 200 000
C	<b>421 000</b>	390 000	421 000
D	<b>842 000</b>	830 000	842 000
E	587 000	<b>1 250 000</b>	1 250 000

(\*) Rappel : la valeur recouvrable est égale à la plus élevée (en gras)

- de la valeur d'utilité et
- de la juste valeur.

### 1 – Actifs nécessitant une révision du plan d'amortissement :

#### Actifs ayant subi une dépréciation

Le tableau d'amortissement fourni affichant des valeurs avant inventaire, il y a lieu de comparer la VNR à la VNC **APRES** dotation aux amortissements (puisque l'avantage a été consommé courant l'exercice écoulé) :

Le taux d'amortissement à retenir est celui découlant de la durée d'utilité initiale

Actif	Valeur brute	Amortissements				VNC	VNR	Ecart
		Taux	Antérieur	Exercice	Cumul			
A	1 200 000	10%	480 000	120 000	600 000	600 000	632 000	32 000
B	2 500 000	20%	1 000 000	500 000	1 500 000	1 000 000	1 200 000	200 000
C	1 000 000	10%	400 000	100 000	500 000	500 000	421 000	-79 000
D	4 000 000	25%	2 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	842 000	-158 000
E	5 000 000	10%	2 500 000	500 000	3 000 000	2 000 000	1 250 000	-750 000

Ainsi, le comparatif des VNR et VNC fait apparaître des valeurs négatives (dépréciations) pour les actifs C, D et E.

## **2 – Identification des actifs nécessitant une révision du plan d’amortissement**

A priori, ayant subi une dépréciation, seuls les actifs C, D et E verront leurs plans d’amortissement révisés.

### **Qu’en est-il pour les actifs A et B dont la VNR est supérieure à la VNC ?**

Il y a lieu de comparer

- la durée restante à amortir selon le plan antérieur à
- la durée d’utilité estimée lors de l’arrêté des comptes

### **Révision de la durée d’utilité :**

La durée restant à amortir selon le plan d’amortissement initial est obtenue en divisant la VNC par la dotation annuelle :

Actif	dotation annuelle	VNC	Durées	
			restantes	nouvelles
A	120 000	600 000	5	5
B	500 000	1 000 000	2	5
C	100 000	500 000	5	5
D	1 000 000	1 000 000	1	5
E	500 000	2 000 000	4	2

Ainsi, seul l’actif A verra son plan antérieur maintenu du fait que :

- aucune dépréciation n’est constatée
- la durée d’utilité estimée soit égale à la durée restante

Pour les autres actifs (y compris pour l’actif B n’ayant pas subi de dépréciation), la base amortissable sera étalée sur les nouvelles durées.

La base amortissable sera celle déterminée par le test de dépréciation : la plus basse entre la VNC et la valeur recouvrable.

### 3 – Tableaux d’amortissement

#### **Cas de l’actif C :**

La nouvelle valeur à amortir est « la valeur recouvrable ». L’amortissement est à effectuer sur la durée d’utilité appréciée lors du test de dépréciation (impairment test).

Pour cet actif, la durée étant la même que celle du plan d’amortissement initial, seule la valeur est à réviser.

$\text{Amortissement} = 421.000 / 5 = 84.200$
---

**Tableau d'amortissement initial complété par la perte de valeur**

année	VO	Amort		Perte de valeur	Cumul Amort + perte de valeur	VNC
		Exercice	Cumul			
2009	1 000 000	100 000	100 000		100 000	900 000
2010	1 000 000	100 000	200 000		200 000	800 000
2011	1 000 000	100 000	300 000		300 000	700 000
2012	1 000 000	100 000	400 000		400 000	600 000
2013	1 000 000	100 000	500 000	79 000	579 000	421 000
2014	1 000 000	84 200	584 200	79 000	663 200	336 800
2015	1 000 000	84 200	668 400	79 000	747 400	252 600
2016	1 000 000	84 200	752 600	79 000	831 600	168 400
2017	1 000 000	84 200	836 800	79 000	915 800	84 200
2018	1 000 000	84 200	921 000	79 000	1 000 000	0

#### **Cas de l’actif E :**

Pour les six premières années, le tableau d’amortissement se présente comme suit :

Année	VO	AMORTISSEMENT		Perte de valeur	Cumul	VNC
		EXERCICE	CUMUL			
31/12/2008	5 000 000	500 000	500 000		500 000	4 500 000
31/12/2009	5 000 000	500 000	1 000 000		1 000 000	4 000 000
31/12/2010	5 000 000	500 000	1 500 000		1 500 000	3 500 000
31/12/2011	5 000 000	500 000	2 000 000		2 000 000	3 000 000
31/12/2012	5 000 000	500 000	2 500 000		2 500 000	2 500 000
31/12/2013	5 000 000	500 000	3 000 000	750 000	3 750 000	1 250 000

Outre la dépréciation, cet actif voit sa durée d’utilité réduite à deux ans au lieu des quatre années restant à courir sur le plan d’amortissement initial. Il y a lieu d’amortir la valeur recouvrable sur un maximum de deux ans (reliquat).

Année	VNC antérieure	AMORTISSEMENT		Perte de valeur	Cumul	VNC
		EXERCICE	CUMUL			
31/12/2014	1 250 000	625 000	625 000		625 000	625 000
31/12/2015	1 250 000	625 000	1 250 000		1 250 000	0
Total Amort		4 250 000				
Perte de valeur		750 000				
<b>Total Amort + PV</b>		<b>5 000 000</b>				

Dans cette présentation, nous avons repris la valeur recouvrable comme étant « la nouvelle valeur d'origine ».

### 3 – Comptabilisation

681	29	Dotation aux amortissements, Provisions et pertes de valeur	829 000	
		<b>Perte de valeur sur immobilisation corporelle</b>		829 000
		<i>Constatation de la perte de valeur année 2013</i>		

Pertes de valeur sur équipements C et E (79.000 + 750.000 DA)

681	28	Dotation aux amortissements, Provisions et pertes de valeur	2.220. 000	
		Amortissement des immobilisations corporelles		2.220. 000
		<i>Dotation aux amortissements année 2013 *</i>		

(A : 120.000 ; B : 500.000 ; C : 100.000 ; D : 1.000.000 et E : 500.000 DA)

(\*) Pour 2013, les amortissements sont pratiqués sur la base des **ANCIENNES** durées. Les nouvelles durées d'utilités seront utilisées pour la révision du plan d'amortissement (pas pour 2013).



## REPRISE SUR PERTE DE VALEUR

Au 31.12.2009, la valeur nette recouvrable d'une machine outil est de 10.000 DA. Elle a été acquise le 02 janvier de la même année pour 15.000 DA.

- A. Sachant que l'entreprise a décidé de l'amortir selon le mode linéaire sur 5 ans, il vous est demandé de :
1. présenter le plan d'amortissement initial
  2. présenter le plan d'amortissement révisé au 31.12.2009 incluant les réajustements induits par le test de dépréciation
  3. passer les écritures comptables
- B. Au 31.12.2010, le test de dépréciation fait dégager une valeur recouvrable de 9.700 DA. Il vous est demandé de :
1. présenter le plan d'amortissement révisé au 31.12.2010 tenant compte des réajustements induits par le test de dépréciation
  2. passer les écritures comptables

**NB : présenter les calculs selon ce modèle pour**

- le plan initial
- le plan révisé au 31.12.2009
- le plan révisé au 31.12.2010

Eléments	ANNEES				
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Valeur brute					
Amortissements					
Dépréciation/Reprise					
Cumul Amort + Dép					
<b>VNC</b>					
VNC plan initial					

## CORRIGE - REPRISE SUR PERTE DE VALEUR

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Obligation de révision de la valeur (§ 112.9 du SCF)

A chaque arrêté de comptes

L'entité doit apprécier s'il existe un quelconque indice montrant

- qu'une perte de valeur comptabilisée antérieurement
- ait pu diminuer ou disparaître.

**DANS L’AFFIRMATIVE**

**ESTIMER  
LA VALEUR RECOUVRABLE**

#### Conduite à tenir (§ 112.10 du SCF)

Ultérieurement (c'est-à-dire après avoir constaté une perte de valeur courant les exercices passés),

**SI** valeur recouvrable  
redevient supérieure à  
valeur comptable nette

**REPRISE**  
De  
Perte de valeur

**Compte de produit**  
Car  
perte antérieure constatée  
dans un compte de charge

#### Limite à la reprise (§ 112.10 du SCF)

Lors de la reprise d'une perte de valeur,

la valeur comptable

**ne doit pas être supérieure**

à la VCN qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur  
n'avait été comptabilisée antérieurement\*

(\*) VCN déterminée par le **plan d'amortissement initial**

### **Proposition de corrigé :**

#### **A – OPERATIONS DE 2009**

##### **1) Plan d’amortissement initial**

Lors de l’acquisition, la structure des ressources matérielles établi pour chaque immobilisation une fiche qui comportera le plan d’amortissement initial (fiche établie selon modèle propre à l’entreprise)

Plan initial	ANNEES				
	2009	2010	2011	2012	2013
Valeur brute initiale	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Amortissements	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Dépréciation/Reprise					
Cumul Amort + Dép	3 000	6 000	9 000	12 000	15 000
<b>VNC</b>	<b>12 000</b>	<b>9 000</b>	<b>6 000</b>	<b>3 000</b>	<b>0</b>

##### **2) Plan d’amortissement révisé (après test de dépréciation décembre 2009) :**

Lors de la prise d’inventaire, les services techniques (production, maintenance,...) auront à apprécier une durée de vie.

Il s’agira alors de prévoir une **durée d’utilité** qui est forcément égale ou inférieure à cette durée de vie. Le cas où la durée d’utilité est supérieure ne peut pas se concevoir. Car dans ce cas, l’entreprise sera amenée :

- à rénover son équipement (dépenses ultérieures destinées à augmenter les avantages économiques futurs – voir exercice y relatif)
- à acquérir un nouvel équipement

Cette durée d’utilité sera déterminée par la structure commerciale. Un plan d’affaires (business plan) sera alors élaboré et le plan de trésorerie qui s’en suivra identifiera les flux nets (entrants - sortants) qui seront actualisés. La somme des valeurs actualisées des flux nets constituera la **valeur d’utilité**. Dans notre cas, elle est de 10.000 DA. Il y a donc lieu de constater une dépréciation de 2.000 DA.

La dotation annuelle aux amortissements pour les années ultérieures sera égale à la valeur recouvrable divisée par le nombre des années restant à courir soit 2.500 DA (7500/3).

A fin 2009	ANNEES				
	2009	2010	2011	2012	2013
Valeur brute	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Amortissements	3 000	2 500	2 500	2 500	2 500
Dépréciation/Reprise	2 000				
Cumul Amorti + Dép.	5 000	7 500	10 000	12 500	15 000
<b>Nouvelle VNC</b>	<b>10 000</b>	<b>7 500</b>	<b>5 000</b>	<b>2 500</b>	<b>0</b>
VNC plan initial	12 000	9 000	6 000	3 000	0
Ecart VNC plan initial – VNC nouvelle	2 000	1 500	1 000	500	0

Si aucune révision du plan d'amortissement n'est opérée au cours des exercices ultérieurs, l'écart des VNC se réduit (par tiers, puisqu'il ne reste que trois annuités égales) pour ne plus exister à l'échéance.

### 3) Comptabilisation :

681	29	Dotation aux amortissements, Provisions et pertes de valeur	2 000	2 000
		Perte de valeur sur immobilisation corporelle		
		<b>Constataion de la perte de valeur année 2009</b>		
681	28	Dotation aux amortissements, Provisions et pertes de valeur	3 000	3 000
		Amortissement des immobilisations corporelles		
		<b>Dotation aux amortissements année 2009</b>		

## B – OPERATIONS DE 2010

### 1) Plan d'amortissement après test de dépréciation décembre 2010 :

Au 31 décembre 2010, le test d'impairment fait dégager un écart positif ainsi déterminé

Valeur recouvrable	9 700
VNC au 31.12.2010	7 500
Ecart positif	2 200

La nouvelle valeur recouvrable dépassant de 700 DA la VNC du plan d'amortissement initial, la reprise de valeur ne pourra s'effectuer qu'à concurrence de 1.500 DA.

***(limitation à la reprise sur pertes de valeur : la reprise ne doit pas générer un montant supérieur à celui qui aurait été calculé selon le plan d'amortissement initial).***

Ecart positif	2 200
Dépassement de la VR sur VNC plan initial (9.700 – 9.000)	700
Montant maximum de la reprise	1 500

Le tableau d'amortissement au 31 décembre 2010 se dresse ainsi :

A fin 2010	ANNEES				
	2009	2010	2011	2012	2013
Valeur brute initiale	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Amortissements	3 000	2 500	3 000	3 000	3 000
Dépréciation (reprise)	2 000	-1 500			
Cumul Amorti + Dép.	5 000	6 000	9 000	12 000	15 000
<b>Nouvelle VNC</b>	<b>10 000</b>	<b>9 000</b>	<b>6 000</b>	<b>3 000</b>	<b>0</b>
VNC plan initial	<b>12 000</b>	9 000	6 000	3 000	0
Ecart VNC plan initial – VNC nouvelle	<b>2 000</b>	0	0	0	0

La dotation annuelle aux amortissements pour les années ultérieures sera égale à la valeur recouvrable sur le nombre des années restant à courir soit trois années.

La nouvelle VNC étant EGALE à celle du plan initial, il découle de source que cette égalité sera maintenue pour le restant des années (sauf dépréciation ultérieure).

## 2) Comptabilisation :

29	78	Perte de valeur sur immobilisation corporelle <b>Reprise sur perte de valeur sur immobilisation corporelle</b> <i>Constatation de la reprise sur perte de valeur année 2009</i>	1 500	1 500
681	28	Dotation aux amortissements, Provisions et pertes de valeur Amortissement des immobilisations corporelles <i>Dotation aux amortissements année 2010</i>	2 500	2 500

Pour les années ultérieures, la dotation sera identique à celle prévue au sein du plan d'amortissement initial.

Cas où la reprise n'aurait pas été limitée :

Si nous avons procédé à une reprise **égale** au montant de l'écart dégagé par le test d'impairment, le plan d'amortissement aurait été présenté de la sorte :

A fin 2010	ANNEES				
	2009	2010	2011	2012	2013
Valeur brute initiale	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Amortissements	3 000	2 500	3 233	3 233	3 234
Dépréciation (reprise)	2 000	-2 200			
Cumul Amorti + Dép.	5 000	5 300	8 533	11 766	15 000
<b>Nouvelle VNC</b>	<b>10 000</b>	<b>9 700</b>	<b>6 467</b>	<b>3 234</b>	<b>0</b>
VNC plan initial	12 000	9 000	6 000	3 000	0
Ecart VNC plan initial – VNC nouvelle	2 000	- 700	- 467	- 234	0

Au fil du temps, l'écart de 700 va se résorber ; **MAIS** nous sommes en présence

- d'un montant de reprise (2.200)
- supérieur à celui de la dépréciation constatée antérieurement (2.000),

## **PERTE DE VALEUR (II)**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2000, **COS-SET** (Cosmétiques de Sétif) achète la licence d'un parfum à 2.000.000 DA.

L'entreprise compte produire et commercialiser ce parfum pendant 10 ans.

A l'issue de la troisième année, la valeur de marché de la licence a fortement chuté et elle se négocie à 400 000.

La valeur d'utilité (calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés) est de 560 000.

### **TAF :**

- Dresser le plan d'amortissement initial
- Après avoir identifié la valeur recouvrable, calculer le montant de la dépréciation éventuelle
- Présenter le nouveau plan d'amortissement
  - présentation 1 : en maintenant la valeur d'origine dans la colonne VO
  - présentation 2 : en reprenant en colonne VO la valeur recouvrable

## CORRIGE - PERTE DE VALEUR (II)

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Test de dépréciation des immobilisations incorporelles :

Pour ce qui est de la révision de la valeur, le SCF (§ 112-05 à 112-11) ne fait pas d'aucune distinction entre immobilisations corporelles ou incorporelles. Elles sont donc éligibles au même traitement.

Signalons toutefois la difficulté à « maîtriser » la juste valeur des immobilisations incorporelles (fonds de commerce, brevets, ...).

En effet, lorsque l'on affirme que la licence se négocie, l'on suppose l'existence d'un marché actif ; ce qui n'est pas forcément le cas pour un label donné, une marque, une enseigne, ... (voir exercice 8)

### Proposition de corrigé :

#### 1) Tableau d'amortissement

Le plan initial se présente classiquement comme suit :

Année	VO	AMORTISSEMENT		VNC
		EXERCICE	CUMUL	
31/12/2000	2 000 000	200 000	200 000	1 800 000
31/12/2001	2 000 000	200 000	400 000	1 600 000
31/12/2002	2 000 000	200 000	600 000	1 400 000
31/12/2003	2 000 000	200 000	800 000	1 200 000
31/12/2004	2 000 000	200 000	1 000 000	1 000 000
31/12/2005	2 000 000	200 000	1 200 000	800 000
31/12/2006	2 000 000	200 000	1 400 000	600 000
31/12/2007	2 000 000	200 000	1 600 000	400 000
31/12/2008	2 000 000	200 000	1 800 000	200 000
31/12/2009	2 000 000	200 000	2 000 000	0
Total Amort		2 000 000		

#### 2) Calcul du volume de la dépréciation

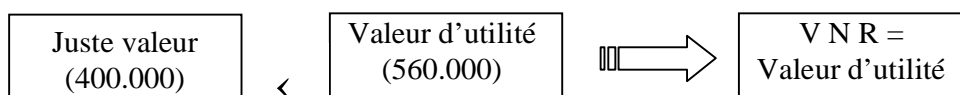
##### 2.1 Estimation de la valeur nette recouvrable (VNR)



Celle-ci étant la valeur la plus forte

- de la juste valeur et
- de la valeur d'utilité,

c'est cette dernière qui sera retenue.



## 2.2 Volume de la dépréciation :

Le montant de la dépréciation sera égal à la différence entre la VNC affichée au 31 décembre 2002 et la valeur recouvrable

ELEMENTS	MONTANTS
Valeur brute	2 000 000
Amortissements (3 x 200.000)	600 000
VNC au 31.12.2002	1 400 000
Valeur recouvrable	560 000
Perte de valeur	840 000

## 3) Nouveau plan d'amortissement

La réglementation ne précisant pas de modèle, chaque entité a la faculté de produire le tracé qui répond le mieux à ses propres exigences ou dispositions :

### Présentation 1

Année	VO	AMORTISSEMENT		PV	PV + Am	VNC
		EXERCICE	CUMUL			
31/12/2000	2 000 000	200 000	200 000	840 000	200 000	1 800 000
31/12/2001	2 000 000	200 000	400 000		400 000	1 600 000
31/12/2002	2 000 000	200 000	600 000		1 440 000	560 000
31/12/2003	2 000 000	80 000	680 000		1 520 000	480 000
31/12/2004	2 000 000	80 000	760 000		1 600 000	400 000
31/12/2005	2 000 000	80 000	840 000		1 680 000	320 000
31/12/2006	2 000 000	80 000	920 000		1 760 000	240 000
31/12/2007	2 000 000	80 000	1 000 000		1 840 000	160 000
31/12/2008	2 000 000	80 000	1 080 000		1 920 000	80 000
31/12/2009	2 000 000	80 000	1 160 000		2 000 000	0
<b>Total Amort</b>		<b>1 160 000</b>				

Ce modèle qui consacre le maintien de la valeur initiale en première colonne présente l'inconvénient du manque de correspondance de celle-ci avec la dotation annuelle.

## Présentation 2

Dans cette présentation, nous considérons des périodes différentes à chaque changement de la base amortissable qui sera portée dans la colonne « Valeur d'origine »\*.

Année	VO	AMORTISSEMENT		VNC
		EXERCICE	CUMUL	
31/12/2000	2 000 000	200 000	200 000	1 800 000
31/12/2001	2 000 000	200 000	400 000	1 600 000
31/12/2002	2 000 000	200 000	600 000	1 400 000
<b>Total Amort période 1</b>		<b>600 000</b>		
31/12/2003	560 000	80 000	80 000	480 000
31/12/2004	560 000	80 000	80 000	480 000
31/12/2005	560 000	80 000	160 000	400 000
31/12/2006	560 000	80 000	240 000	320 000
31/12/2007	560 000	80 000	320 000	240 000
31/12/2008	560 000	80 000	400 000	160 000
31/12/2009	560 000	80 000	480 000	80 000
<b>Total Amort période 2</b>		<b>560 000</b>		
Total général Amort		1 160 000		
Perte de valeur		840 000		
<b>Total dotations</b>		<b>2 000 000</b>		

Ainsi, les montants des dotations annuelles « correspondent » à la base amortissable.

---

(\*) Antérieurement, cette colonne était ainsi dénommée car les montants qui y figurent n'étaient pas soumis à modifications.

Du fait que doivent y figurer les montants

- soumis à amortissements
- et non le coût d'acquisition,

il lui sied mieux d'être désignée « base amortissable » qui est :

- lors de la comptabilisation initiale : le coût d'acquisition diminuée de la valeur probable de cession à l'issue de la durée d'utilité
- En cours de vie : la valeur recouvrable si celle-ci est inférieure à la VNC

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (cas *LogiCom*)

L'entreprise **LogiCom** a pour objet principal la construction de logiciels et leur vente. Elle assure également diverses autres prestations en informatique.

Au cours de l'année 2010, elle a réalisé les opérations suivantes :

1	31-01-2010	Autorisation d'exploitation du logiciel de programmation DELPHI pour produire ses propres logiciels	80.000
2	31-01-2010	Les ordinateurs acquis l'an dernier étaient équipés de WINDOWS XP. Devant réaliser des applications qui sont mieux supportées par Vista, <b>LogiCom</b> en a obtenu l'autorisation d'exploitation moyennant	45.000
3	31-12-2010	Le 15 février <b>LogiCOM a entamé les travaux de réalisation d'une application pour le calcul de l'indemnité de départ à la retraite « ProvRet »</b> . Le total des frais engagés se résume en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais interne</li> <li>- Payé à sous traitants</li> </ul> <b>LogiCom</b> espère achever ce produit vers fin juillet 2011 et compte exploiter elle-même cette application.  Par ailleurs, pour la réalisation de cette application, <b>LogiCom</b> a bénéficié le 1 <sup>er</sup> mars 2010 d'un concours bancaire de 5.000.000 pour deux années remboursable in fine. Les intérêts payables annuellement sont calculés au taux de 12%.	3.800.000 2.100.000
4	31-12-2010	Le développement d'une application de gestion industrielle commandée par le client FODIL et non encore achevée a coûté. S'agissant de son premier contrat, <b>LogiCOM</b> n'est pas en mesure d'évaluer exactement l'ensemble des frais à engager	4.000.000
5	31-12-2010	<b>LogiCom</b> est le représentant exclusif de <b>TOUTINFO</b> (producteur de logiciels de base de données). Elle perçoit (le 20 du mois suivant celui de la vente) 15% de la valeur des ventes réalisées pour <b>TOUTINFO</b> .  Le décompte du mois de décembre fait ressortir un total des ventes de	20.000.000

En 2011, les évènements suivants ont eu lieu :

1	15-07-2011	Livraison au client FODIL du logiciel de gestion industrielle - coût de production - Prix de vente hors taxes	5.300.000 6.200.000
2	30-09-2011	Finalisation de la version de base de l'application pour le calcul de la provision pour indemnité de départ à la retraite « PROV-RET 1.0 ». Les frais engagés en 2011 sont : - Frais interne - Payé à sous traitants	1.200.000 900.000

**TAF :**

Comptabiliser les opérations ci-dessus

## CORRIGE - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (cas *LogiCom*)

### Rappel des dispositions du SCF :

#### **Définition de l'immobilisation incorporelle (§ 121.2 du SCF) :**

Actif

- non monétaire,
- identifiable et
- immatériel (sans substance physique)

Contrôlé<sup>1</sup> ET utilisé<sup>1</sup> par l'entité dans le cadre de ses activités ordinaires.

#### **Immobilisations en cours**

Le SCF ne précise pas ce qu'est une immobilisation en cours mais il précise que le compte « 23-immobilisations en cours » fait apparaître la valeur des immobilisations non encore achevées à la fin de chaque exercice, ainsi que les avances et acomptes versés par l'entité à des tiers en vue de l'acquisition d'une immobilisation.

Nous pouvons la définir comme étant : « *le stade atteint lors de la réalisation d'une immobilisation ; ce stade ne permettant pas encore son utilisation tel qu'envisagé au commencement* ».

#### **Comptabilisation :**

A propos du compte 237 – immobilisations en cours, le chapitre du SCF réservé au fonctionnement des comptes précise :

Ces comptes ont pour objet de faire apparaître la valeur des immobilisations non encore achevées à la fin de chaque exercice, ainsi que les avances et acomptes versés par l'entité à des tiers en vue de l'acquisition d'une immobilisation.

... / ...

Les immobilisations en cours se répartissent en deux groupes :

- les immobilisations qui résultent de travaux de plus ou moins longue durée confiés à des tiers ;
- les immobilisations créées par les moyens propres de l'entité.

#### **a) Immobilisations acquises auprès des tiers :**

Les immobilisations dont la réalisation est confiée à des tiers et qui ne sont pas achevées à la fin de l'exercice sont inscrites en immobilisations en cours en contrepartie des comptes de tiers concernés (comptes classe 4), sur la base des factures ou des décomptes de travaux fournis par ces tiers.

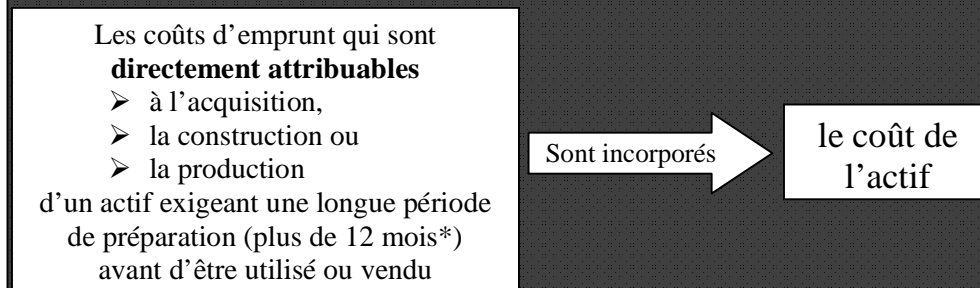
#### **b) Immobilisations créées par les moyens propres de l'entité :**

Les immobilisations créées par les moyens propres de l'entité et non achevées à la fin de l'exercice sont inscrites en immobilisations en cours en contrepartie d'un compte 72 « production immobilisée » pour le coût de production des éléments en cours (après enregistrement des charges dans les comptes de charge correspondant (classe 6).

### Coûts d'emprunt (§ 126.3 du SCF) :

Montant incorporable – définition :

C'est celui qui correspond aux coûts d'emprunt qui auraient été évités si la dépense relative à l'actif concerné n'avait pas eu lieu



(\*) généralement, les actifs nécessitant une période de réalisation excédant 12 mois sont dits : « actifs qualifiés »

### Point de vue :

**A propos du solde des frais préliminaires subsistants au bilan à la veille de la transition au SCF**

Antérieurement (sous le règne du PCN), ces coûts étaient :

- soit traités de la même manière (incorporés au coût de l'immobilisation)
- soit inscrits dans un compte de **frais préliminaires** (frais sur investissements) et subissaient une résorption sur un maximum de 5 ans.

L'instruction N° 2 du ministère des finances concernant les modalités relatives à la transition PCN ➡ SCF trace les grandes lignes y relatives.

Sans fournir plus de précision, l'instruction préconise en son point II.3, l'élimination des « frais d'établissement » (*locution non contenue en le PCN ; il y a donc lieu de comprendre : « frais préliminaires »*).

Le SCF dont la réalisation puise dans la vue européenne (plus précisément française) des IAS IFRS présente beaucoup de similitudes avec le PCG français.

Or les contenus des comptes 20-frais d'établissement (PCG) et 20-Frais préliminaires (PCN) ne convergent pas complètement :

- Les frais d'établissement peuvent comprendre les frais de constitution, de transformation, de premier établissement, les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission (c'est-à-dire les frais inhérents à la vie sociale de l'entreprise)
- Le compte de frais préliminaires comprend les frais relatifs au pacte social, **d'emprunt, d'investissement**, de formation professionnelle, de fonctionnement antérieur au démarrage, d'études et de recherches et, enfin, frais exceptionnels. (en plus des frais concernés par les frais d'établissement, sont inscrits au débit de ce compte d'autres dépenses concernant **l'activité** de l'entreprise)

Ainsi, le compte de frais préliminaire contient tout ou partie des coûts d'emprunts (intérêts intercalaires : intérêts supportés pendant la phase de réalisation de l'actif) pour lesquels le SCF (§ 126.3) préconise l'incorporation dans le coût de l'actif concerné.

Il paraît évident que **les soldes des comptes de frais d'emprunt et d'investissement** ne soient pas concernés par les dispositions du § II.3 de l'instruction ministérielle.

Dans l'attente de précisions des instances concernées (CNC/CNO), il nous paraît opportun de les inclure (leur solde, tout au moins) dans le coût de l'actif concerné.

### Illustration

Soient les valeurs suivantes :

ELEMENTS	VALEURS			
	Brutes	Counsommées	Nettes	
Usine	400 000 000	80 000 000	320 000 000	Amortissement = 2/10
Frais préliminaires	50 000 000	20 000 000	30 000 000	Résorption = 2/5

Pour le reste à résorber (valeur nette) sur frais préliminaires, devra-t-on :

- L'annuler par le débit des capitaux propres ou
- L'incorporer dans les 320.000.000 qui restent à amortir ?

Supposons que l'opération se soit réalisée au 1er janvier 2010 et que

- La valeur d'acquisition de l'usine ait été de 320.000.000
- Les frais financiers de 30.000.000

Les frais n'auraient pas été inscrits en charges MAIS auraient été inclus dans le coût de l'actif (voir § coûts d'emprunt)

A notre sens, pour demeurer en conformité avec l'esprit du SCF, il y a lieu d'inclure dans la valeur nette

**Autre alternative**<sup>1</sup> – traitement rétrospectif :

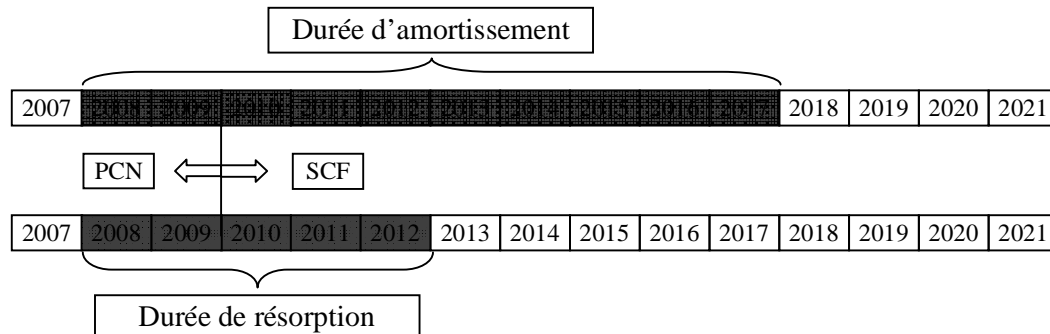
Réajustement des valeurs d'entrée (lors de la comptabilisation initiale)

Dans ce cas, l'on agira comme s'il s'agissait d'un redressement comptable (rectification d'erreurs et changement de méthode). Il y aura lieu :

- D'annuler par capitaux propres le montant déjà résorbé
- D'incorporer l'INTEGRALITE des frais préliminaires à l'actif rétrospectivement de sorte à afficher un coût d'acquisition de l'usine de 450.000.000 (conformément aux prescriptions du SCF<sup>2</sup>)
- De constater par capitaux propres un amortissement de  $(50.000.000 \times 2/5)$  soit 10.000.000 représentant un « rappel » sur amortissements.

Ainsi la VNC de l'usine comprendra le reste à « amortir » sur frais financier et sera de 360.000.000 (320.000.000 + 40.000.00).

En agissant de la sorte, le poste d'investissement se présentera comme si les intérêts intercalaires lui avaient été incorporés lors de la comptabilisation initiale.



**Note :**

1. à notre sens, cette approche est à privilégier.
2. Les IFRS prescrivaient leur inscription en charges ou incorporation au coût de l'actif concerné. Depuis 2008, seule ce dernier traitement est recommandé.



### **Proposition de corrigé :**

#### **Opération 1 – 2010 : Autorisation d’exploitation DELPHI**

Les sommes payées par **LogiCom** ne lui confèrent nullement le droit de propriété ou le contrôle du logiciel **DELPHI**. Seule une autorisation d’exploitation lui est accordée pour son propre usage.

Un compte de charges sera donc débité :

651		Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	80.000	
	512	Banques comptes courants		80.000

#### **Opération 2 – 2010 : Autorisation d’exploitation VISTA**

Le même traitement comptable que précédemment est à opérer. En effet, le fait d’être propriétaire d’un ordinateur déjà équipé de WINDOWS XP n’implique nullement la possibilité d’activer les sommes payées pour le droit d’utiliser VISTA.

651		Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	45.000	
	512	Banques comptes courants		45.000

Tout aussi bien pour cette opération que pour la précédente, Les sommes payées ne confèrent à l’entreprise que le seul droit d’utilisation. L’entreprise n’exerçant **AUCUN contrôle** sur ces logiciels, elle ne pourra pas les activer.

#### **Opération 3 – 2010 : Enregistrement de l’avancement de l’actif incorporel « ProvRet » :**

**LogiCom** comptant exploiter elle-même l’application **ProvRet**, il y a lieu de l’activer dans un compte d’immobilisations incorporelles.

#### **Coûts d’emprunts :**

La question n’est pas posée, mais sachant que **LogiCom** a bénéficié d’un emprunt spécifique, il y a lieu d’incorporer les coûts d’emprunt à l’actif concerné (§ 126.3 SCF) Aucune information n’étant donnée sur le taux du marché : il sera donc considéré comme étant égal au taux du contrat de prêt ; il n’y a donc pas lieu de calculer un TIE d’autant plus qu’il n’est pas fait mention de frais de mise en place de l’emprunt (voir exercice sur le TIE)

**Montant des intérêts courus (mars à décembre) :**

$$\text{Intérêt} = 5.000.000 \times 12 \% \times 10/12 = 500.000$$

Si la construction de l'application **ProvRet** avait été interrompue pendant une période, les intérêts courus pendant cette période ne sont pas à inclure dans le coût de réalisation. Ils auraient été tout simplement constatés dans les charges opérationnelles (puisque'ils n'ont pas concourus à la réalisation de l'actif)

**Comptabilisation :**

1. Les frais payés aux sous-traitants sont comptabilisés lors de leur engagement <sup>1</sup> :

237		Immobilisations incorporelles en cours	2.100.000	
	40*	Fournisseurs et comptes rattachés ou		2.100.000
	5xx	Comptes financiers		

(\*) selon le cas (à terme ou au comptant)

2. Les frais engagés courant l'exercice seront neutralisés par un compte de produits car les charges concernées ont déjà été constatées lors de leur survenance

237		Immobilisations incorporelles en cours	4.300.000	
	518	Intérêts courus		500.000
	731	Immobilisations incorporelles en Cours		3.800.000

Note :

(1) le mode de fonctionnement des comptes du SCF point « a. *Immobilisations acquises auprès des tiers* » précise que la comptabilisation s'effectue en fin d'exercice. Cela ne veut pas dire qu'il faille attendre obligatoirement cette date. Si des factures (payées ou non aux prestataires) parviennent en cours de l'exercice, IL FAUT les constater dès leur arrivée.

**Opération 4 – 2010 : Prestation en cours**

Comme pour l'opération précédente, il s'agit bien d'en-cours.

**MAIS** ici, l'application de gestion industrielle étant réalisée POUR LE COMPTE du client FODIL, **LogiCOM** agit en tant qu'entreprise de réalisation. Le coût de production (ensemble des charges encourues) sera inscrit dans un compte de « stocks ».

N'étant pas en mesure d'apprécier l'ensemble du coût de réalisation, il sera procédé selon la méthode à l'achèvement qui se limite à la neutralisation des charges déjà engagées (voir exercice traitant des contrats à long terme).

345		Prestations de services en cours	4.000.000	
	723	Variation de stocks d'en-cours		4.000.000

**NB** : pour la détermination du résultat imposable, la Loi de finances pour 2010 retient la méthode à l'avancement\* qui permet de dégager un résultat à l'issue de chaque période.

De ce fait l'entreprise est contrainte

- d'estimer un « niveau normatif » de charges en vue de dégager un résultat intermédiaire et
- de retraiter son résultat fiscal.

L'excédent d'impôt généré par cette opération sera enregistré en impôts différés

Mais dans ce cas, puisque l'entreprise est en mesure d'agir de la sorte, pourquoi ne pas, au départ, s'obliger à évaluer et comptabiliser selon la méthode à l'avancement et qui est la méthode préférentielle du SCF (et des IFRS)

(\*) Voir exercices portant sur les contrats à long terme

#### **Opération 5 – 2010 : Représentation commerciale**

Ici, **LogiCom** agit en qualité de représentant des produits de **TOUTINFO**. Seul le prix de sa prestation est à comptabiliser du fait que les produits objets de la représentation seront facturés au client

- directement par **TOUTINFO** ou
- par **LogiCOM** pour le compte et au nom de **TOUTINFO**

418	706	Clients – produits non encore facturés Autres prestations de services 20.000.000 x 15 %	3.000.000	3.000.000
-----	-----	---	-----------	-----------

#### **Opération 1 – 2011 : Prestation FODIL**

De prime abord, il y a lieu d'extourner l'écriture constatée en 2009 puis d'enregistrer la vente. Cette manière d'agir permettra de ne comptabiliser pour 2010 que les seuls produits y relatifs ( $6.200.000 - 4.000.000 = 2.200.000$ ) ; les charges concernées étant par ailleurs constatées.

a) Annulation de l'en cours 2010

723	345	Variation de stocks d'en-cours Prestations de services en cours	4.000.000	4.000.000
-----	-----	--	-----------	-----------

b) Facturation du produit fini

411	706	Clients Autres prestations de services	6.200.000	6.200.000
-----	-----	---	-----------	-----------

**Opération 2 – 2011 : Activation de « ProvRet »**

Le montant à activer sera égal :

- au montant de l'investissement en cours à fin 2010 (frais internes + sous-traitance + coûts d'emprunt)
- plus le montant des frais supportés en 2011
- plus le montant des intérêts courus en 2011 sur l'emprunt du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 450.000 ( $5.000.000 \times 12 \% \times 9/12$ )

204		Logiciels informatiques et assimilés	8.950.000	
	237	Immobilisations incorporelles en cours		6.400.000
	237	Immobilisations incorporelles en cours <sup>1</sup>		900.000
	73	Immobilisations incorporelles en cours		1.200.000
	518	Intérêts courus <sup>2</sup>		450.000

Notes :

1. cela suppose que les dernières factures du prestataire sont parvenues et déjà comptabilisées. A défaut, utiliser selon le cas : compte de facture non parvenue ou compte de dette, ou compte financier (si facture parvenue au moment de la finalisation)
2. les autres intérêts sur l'emprunt seront logés dans le compte « 661 – charges d'intérêts » ; ils ne seront pas admis pour l'incorporation dans l'actif concerné puisque sa réalisation est achevée.

**REEVALUATION (Cas ZITOUNE I)**

Au 31.12.2010, les actifs immobilisés de l'entreprise ZITOUNE se présentent comme suit :

Désignation	Acquisition		Valeurs au 31.12.10
	Date	Valeur	
Fonds de commerce	création	9 000 000	12 000 000
Terrains	création	30 000 000	41 000 000
Batiment	01/01/2007	60 000 000	87 000 000
Titres de participation	30/11/2008	7 000 000	9 500 000

**TAF :**

Sachant que :

- la durée d'utilité des bâtiments industriels est de 20 ans et
- les titres n'ont pas fait l'objet de dépréciation antérieurement,

il est demandé de :

- Procéder aux calculs nécessaires
- Comptabiliser les écarts de réévaluation éventuels

## CORRIGE - REEVALUATION (Cas ZITOUNE I)

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Evaluation des immobilisations ultérieurement à la comptabilisation initiale :

##### *A – Corporelles (§ 121.20 à 121.26 du SCF)*

La règle (§ 121.20 SCF)

Autorisation (§ 121.20 SCF)

##### Méthodologie (§ 121.21 SCF)

1. Condition

2. Méthode de calcul

Valeur réévaluée = juste valeur – cumul { Des amortissements et Pertes de valeur } ultérieurs.

##### *B – Incorporelles (§ 121.27 du SCF)*

Les mêmes dispositions sont applicables. Il est cependant noté l'obligation de l'existence d'un marché actif\* pour apprécier la juste valeur.

#### Note :

(\*)Satisfaire à cette condition semble très délicat. Existe-t-il un marché actif pour :

- une marque de parfum ?
- un logiciel développé en interne ?
- Une formule de médicament ?
- Le DOS (Disk Operating System), WINDOWS, ... de Microsoft ?
- les permis de recherche minière ?
- Les licences de téléphonie?
- .... ?

#### Point de vue :

Dans notre cas, il est fait mention de fonds de commerce. La nomenclature du SCF ne prévoit pas l'actif « fonds de commerce » (voir plus loin notre point de vue).

La seule allusion qui y est faite est trouvée dans la définition du fonds commercial (lexique en 42<sup>ème</sup> position) :

« Eléments incorporels du **fonds de commerce** (y compris le droit au bail\*) qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien ou au développement du potentiel d'activité de l'entité ».

Or, dans le détail des éléments à faire figurer en annexe, le fonds commercial est assimilé au goodwill.

Voir le 1<sup>er</sup> détail fourni dans le paragraphe **r** (Titre II – chapitre 8 – point 2 de l'annexe à l'arrêté) :

« Précisions sur la nature, le montant, les évolutions, les pertes de valeur ou amortissements et le traitement comptable :

- du **fonds commercial** ou « goodwill » ;
- ... »

Cependant, le lexique annexé à l'arrêté donne une autre définition du goodwill (33<sup>ième</sup> position) :

**Goodwill** : « tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis, à la date de l'opération d'échange »

Cela est confirmé par :

1. Le paragraphe 132.14 de l'annexe à l'arrêté :

.../...

Un écart d'acquisition, **OU** goodwill, qui correspond à l'excédent de l'écart de consolidation qui n'a pas pu être affecté à des éléments identifiables de l'actif, et qui est inscrit à un poste particulier d'actif

2. Le paragraphe **bb** (Titre II – chapitre 8 – point 3 de l'annexe à l'arrêté) ainsi rédigé :

Affectation des écarts de première consolidation et méthode d'amortissement des écarts d'acquisition positifs (ou goodwill).

Arrivée (nous allons nous limiter à trois questionnements) :

**Question 1 :**

Le fonds commercial étant assorti de deux définitions :

- éléments incorporels du fonds de commerce
- goodwill (écart d'acquisition)

Quelle définition retenir ?

**Réponse 1 :**

Nous retiendrons la seconde définition qui correspond à celle donnée par les IAS/IFRS (puisque le SCF en est très inspiré).

**Question 2 :**

Non prévu par la nouvelle nomenclature mais néanmoins reconnu par le SCF, quelle sera notre attitude pour le traitement du fonds de commerce

- A l'occasion de notre exercice et
- Lors de la transition PCN – SCF pour le cas où il existe en comptabilité ?



**Réponse 2 :**

S'agissant d'un élément

- acquis certainement avant l'abrogation du droit au bail (voir notre point de vue)
- l'instauration du SCF (qui ne lui prévoit pas de compte spécifique)

nous suggérons la création d'une subdivision du compte « 208 – Autres immobilisations incorporelles ».

**Question 3 :**

Le goodwill est une valeur qui est créée lors de la première consolidation. Elle concerne donc les **comptes consolidés**.

Qu'en est-il d'une entreprise qui détient des titres en portefeuille mais qui n'est pas soumise à présenter des états financiers consolidés ?

**Réponse 3 :**

Le SCF traite du goodwill dans les § 132.14 à 132.18.

Les titres détenus par une entité sur d'autres entités

- qui ne sont pas considérées comme filiales et
- sur lesquelles il n'est pas exercé d'influence notable,

seront traités en tant que valeurs de placement.

L'entité présentera seulement des comptes individuels

Enfin, aucun des états financiers ne comporte les appellations « fonds de commerce » ou « fonds commercial ». Seul le goodwill y est prévu et qui est classé indépendamment des immobilisations incorporelles.

Ceci semble logique vu sa nature : « amalgame » de valeurs qui n'ont pu être ventilées sur les autres postes du bilan.

### Point de vue - Commentaires à propos du fonds de commerce

Le fonds de commerce est composé d'éléments corporels (stock...) et incorporels. Ceux-ci comprennent la clientèle, l'achalandage, le droit au bail,...

La valeur de ce dernier est constituée de celle des deux premiers cités (clientèle, achalandage), et surtout du travail effectué par le commerçant en vue de fidéliser cette clientèle.

Généralement, lorsqu'une activité commerciale est lancée, il faut un certain nombre d'années pour pouvoir récolter les fruits. C'est pour cela que partout dans le monde (et jusqu'à récemment en Algérie), l'exploitant d'un local commercial acquiert le droit au bail après une certaine durée (deux années selon les anciens textes du code de commerce). Ce droit au bail peut être négocié avec un éventuel repreneur. Le propriétaire des lieux (non propriétaire de la valeur créée par le commerçant) peut reprendre possession de ses biens à la condition d'indemniser le commerçant : il devra lui verser une indemnité d'éviction (évaluée à l'amiable ou par voie judiciaire, en cas de désaccord).

#### Petite histoire :

Dans la mesure où cette indemnité n'est pas due au commerçant (négociant en textiles), le propriétaire (dont le fils vient d'achever ses obligations du service national) peut l'évincer au bout de deux, trois, ... n années sans rien verser au créateur du fonds. Et voilà son fils qui se lance dans le commerce en exploitant une richesse créée par l'ancien locataire de son père.

Notre « valeureux » marchand de tissus ira tenter sa chance ailleurs. Mais, au bout de quelques années, le fils aîné du propriétaire vient d'être licencié suite à la dissolution de l'entreprise qui l'employait. Et ce qui devait arriver, arrivât. Le nouveau propriétaire évince le commerçant. Son fils aîné, qui était soudeur, devient malgré lui (ou fort heureusement) honorable négociant en textiles.

Le même scénario se répétant tous les quatre ans, notre valeureux mais néanmoins malheureux commerçant qui s'est lancé dans les affaires à l'âge de vingt se retrouve à soixante ans au chômage après avoir créé un commerce dix fois de suite tous les quatre ans.

Il aura eu le mérite d'avoir été un créateur d'emploi pour les enfants des personnes qui n'osent pas prendre de risques et attendre que les autres les prennent à sa place.

Belle histoire ! N'est-ce pas ? Qu'en est-il chez nous ?

Le créateur du fonds de commerce n'est plus protégé du propriétaire des murs car tout simplement : le droit au bail qui constitue l'âme du fonds de commerce (en sa qualité d'élément principal) **ne peut plus exister** en Algérie depuis quelques années déjà (2005)...**Est-ce de nature à favoriser l'esprit entrepreneurial nécessaire au commerce ?**

Motif de la suppression du droit au bail : réticence des propriétaires des murs face au risque de devoir payer une indemnité lors de l'éviction du locataire. Devra-t-on aussi supprimer l'indemnité de licenciement devant la réticence à embaucher des employeurs qui devront indemniser les agents licenciés abusivement ?

## Proposition de corrigé :

### a) ACTIFS NON AMORTISSABLES

#### *a.1 - Détermination de l'écart de réévaluation :*

ELEMENTS	VALEURS		ECART
	Initiale	de clôture	
Fonds de commerce	9 000 000	12 000 000	3 000 000
Terrains	30 000 000	41 000 000	11 000 000
<b>Totaux</b>	<b>39 000 000</b>	<b>53 000 000</b>	<b>14 000 000</b>

**NB :** sous le règne du PCN, le fonds de commerce ne pouvait pas faire l'objet d'amortissement.

Toutefois, en cas de situation exceptionnelle, sa valeur pouvait être revue à la baisse sans pouvoir être rehaussée ultérieurement. **La perte (comptable) est définitive !**

#### *a.2 – Comptabilisation*

Pour ce qui est du fonds de commerce et dans l'attente de précisions de la part des autorités en matière de comptabilité, il ne nous semble pas incorrect de procéder de la sorte :

- **variation négative** : sera logée dans le compte « 2908 – Pertes de valeur sur autres immobilisations incorporelles »
- **variation positive** : sera inscrite au crédit des capitaux propres au même titre que pour les autres immobilisations (si elle ne fait pas suite à une précédente réévaluation négative inscrites en comptes de charges).

208		Autres immobilisations incorporelles	3.000.000	
211		Terrain	11.000.000	
	105	Ecart de réévaluation		14.000.000

## **b) ACTIFS AMORTISSABLES**

### ***b.1 - Détermination de l'écart de réévaluation :***

De prime abord, il s'agira de calculer :

1. les amortissements pratiqués puis
2. le coefficient de réévaluation (CR)

#### **Amortissements pratiqués :**

$$\text{Amortissements} = 60.000.000 \times 5 \% \times 4 = 12.000.000$$

#### **Coefficient de réévaluation :**

Le coefficient de réévaluation (CR) est égal à :

$$\text{CR} = \frac{\text{Valeur réévaluée}}{\text{VNC}} = \frac{87.000.000}{48.000.000} = 1,8125$$

Ce coefficient sera appliqué aux valeurs bilancielle qui vont ainsi se présenter :

Valeurs	Avant réévaluation	CR	Après réévaluation	Ecart
Brutes	60 000 000	1,8125	108 750 000	<b>48 750 000</b>
Amortissements	12 000 000	1,8125	21 750 000	<b>9 750 000</b>
Nettes	48 000 000		87 000 000	<b>39 000 000</b>

### ***b.2 - Comptabilisation***

213		Constructions	48.750.000	
	2813	Amort des constructions		9.750.000
	105	Ecart de réévaluation		39.000.000

Les 87.000.000 seront à amortir sur la durée

- restante à courir selon le plan d'amortissement antérieur, ou
- nouvellement estimée (§ 121.8 SCF – révisions périodiques du plan d'amortissement)

### **Impact fiscal\* :**

La réévaluation ayant des impacts sur le résultat comptable et dans l'attente des prescriptions de la DGI (Direction Générale des Impôts), de la DGC (Direction Générale de la Comptabilité) ou de la DELF (Direction des Etudes et de la Législation Fiscale), il est suggéré :

#### Cas d'une réévaluation positive :

Celle-ci entraînera une augmentation de la base amortissable. De ce fait, la charge d'amortissement supplémentaire ira minorer le résultat comptable.

En vue d'assurer une neutralité fiscale (ne pas amortir ce qui a déjà été amorti), pour la détermination du résultat fiscal il y aura lieu de procéder à une réintégration du supplément d'amortissement.

#### Cas d'une réévaluation négative :

Un retraitement sera également nécessaire dans le cas où il s'agirait d'une réévaluation négative entraînant une minoration des amortissements. Le complément non comptabilisé des amortissements ira majorant le résultat comptable fera l'objet d'un complément de déduction.

NON ! Une réévaluation négative est inscrite en charges (§ 121.24 SCF) sauf si elle fait suite à une réévaluation positive antérieure ; auquel cas elle sera imputée sur capitaux propres à dû concurrence.

Les modalités de sa déductibilité seront certainement précisées par l'administration fiscale (logiquement limitée à la somme des amortissements pratiqués et des pertes consécutives aux réévaluations).

Il sera alors utilisé la procédure spécifique aux impôts différés.

---

(\*) Le CIDTA reprend les modifications apportées par l'article 10 de la LFC pour 2009 :

Art 185. La **plus value** résultant de la réévaluation d'immobilisations, à la date d'entrée du nouveau système comptable financier, sera rapportée au résultat fiscal dans un délai maximum de cinq (5) ans.

Art. 186. Le supplément des dotations aux amortissements dégagé des opérations de réévaluation sera rapporté au résultat de l'année.

Nous éprouverons des difficultés pour la mise en œuvre des articles sus-cités (185 et 186) dans le cas où la durée restant à amortir est supérieure à 5 ans.

L'article 185, limitant la durée, il sera fait application de la méthode des impôts différés. Or l'article 186 demande à ce que le supplément soit rapporté au résultat fiscal (au-delà de la 5<sup>ème</sup> année ?)

Par ailleurs, le sort fiscal réservé aux moins values n'est pas précisé.

### **c) IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

#### ***c.1 - Détermination de l'écart de réévaluation :***

Les titres de participations sont à évaluer à leur juste valeur.

N'ayant pas fait l'objet d'une dépréciation antérieure, l'intégralité de l'écart sera portée en capitaux propres.

#### ***c.2 – Comptabilisation***

262		Autres titres de participation	2.500.000	
	105	Ecart de réévaluation		2.500.000

La « plus value » ne sera portée en charges que lors :

- d'une sortie des titres (cession)
- d'un changement d'affectation (classés dans une catégorie pour laquelle les écarts sont comptabilisés dans le résultat)

Dans l'hypothèse où une dépréciation avait été antérieurement comptabilisée en charges, une reprise par un compte de produits est à effectuer à dû concurrence.

Seul l'excédent (équivalent à une réévaluation positive) sera porté en capitaux propres.

**REEVALUATION - (Cas ZITOUNE II)**

Le 15 juillet 2010, l'entreprise ZITOUNE a acquis un terrain pour 1.000.000 DA.

Au cours des années ultérieures, la valeur de ce terrain a connu les variations suivantes :

Au 31.12	Variations	
	sens	montant
2011	+	20.000
2012	-	15.000
2013	-	9.000
2014	+	15.000

**TAF :**

Sachant que le paiement a été réalisé par banque (qui présentait un solde de 1.200.000), il est demandé de :

1. Comptabiliser ces variations
2. Présenter les comptes schématiques concernés
3. Commenter la réévaluation de 2013

## **CORRIGE - REEVALUATION - (Cas ZITOUNE II)**

### **Rappel des dispositions du SCF :**

Hormis la précision que généralement la juste valeur est équivalente à la valeur de marché (§ 121.21 SCF), aucune disposition spécifique aux terrains n'est mentionnée en matière de réévaluation.

#### **Point de vue :**

Des règles d'évaluations classiques font doctrine. En effet, divers auteurs, praticiens et institutions ont pensé, expérimenté et « cristallisé » certaines méthodes (une compilation est fournie dans l'ouvrage conçu conjointement par le Conseil Régional Paris Ile de France de l'Ordre des Experts Comptables et la Compagnie des Conseils et Experts Financiers – 480 pages – site WEB : [www.entrepriseevaluation.com](http://www.entrepriseevaluation.com)).

Pour notre part, nous retenons ordinairement une méthode qui ne fait pas consensus mais qui nous apparaît très réaliste ; appelons la : « valorisation de la notion temps ».

Pour des terrains présentant les mêmes caractéristiques, retenir la valeur de marché semble être la solution idoine. Dès lors que les similitudes s'éloignent, il y a lieu de pondérer les valeurs retenues par autant de dissemblances (que ce soit sur leur nombre que sur leur nature).

#### ***La valeur vénale du terrain d'assiette d'une activité donnée peut-elle être réellement égale à la valeur de marché d'un terrain nu similaire ?***

Lors de l'évaluation d'activités (à l'occasion d'une transmission, par exemple), il paraît utile de rajouter à la valeur d'ensemble la variation marginale dont bénéficie le repreneur du fait de l'existence de l'investissement.

N'est-il pas concevable d'augmenter la valeur d'un terrain nu par « la valeur des délais de réalisation » nécessaires à la construction.

En effet, supposons qu'il faille trois années pour la réalisation des structures d'accueil d'une activité et les délais de mise en place des équipements nécessaires (usine, hôtel, complexe de loisirs ou de santé, ...).

A la valeur de marché d'un terrain présentant des caractéristiques semblables (structure du sous sol, relief, zone géographique, accessibilité, proximité des sources d'énergie, ...), il semble utile de rajouter la différence entre :

- la somme des flux de trésorerie actualisés attendus de l'utilisation pendant la période de préparation et
- la rémunération des sommes nécessaires pour réaliser ledit projet



### Proposition de corrigé :

Pour ce qui nous concerne, nous retenons le principe que les montants fournis dans l'énoncé découlent de **la variation de la juste valeur**

#### 1. Acquisition

Pour les biens acquis à titre onéreux, le SCF (§112.2) précise que leur coût historique est constitué, après déduction des taxes récupérables et des remises commerciales, rabais et autres éléments similaires par le coût d'acquisition.

211		Terrains	1.000.000	
	512	Banque		1.000.000

#### 2. Réévaluation 2011

La réévaluation étant positive, la plus value de réévaluation sera portée au crédit des capitaux propres

211		Terrains	20.000	
	105	Ecart de réévaluation		20.000

Le paragraphe 121.23 du SCF dispose :

*« Lorsque la valeur comptable d'un actif **augmente** à la suite d'une réévaluation, l'augmentation est créditée directement en capitaux propres sous le libellé écart de réévaluation »*

#### 3. Réévaluation 2012

La moins value étant inférieure à la plus value constatée lors de la dernière réévaluation, son montant en sera intégralement déduit.

105		Ecart de réévaluation	15.000	
	211	Terrain		15.000

#### 4. Réévaluation 2013

##### Suivi des évolutions :

Année	Variation	
	annuelle	Globale
2011	20.000	20 000
2012	- 15 000	5 000
2013	- 9 000	- 4 000

La moins value étant supérieure au reliquat sur réévaluation positive antérieure (5.000), l'imputation en capitaux propres se fera à due concurrence, l'excédent sera porté en charges par en contrepartie de la diminution de la valeur d'actif (§ 121.24 du SCF)

##### Comptabilisation :

A l'ensemble des postes d'immobilisation correspondent des comptes d'amortissement (28) et des comptes de pertes de valeur (29).

Pour ce qui est des terrains, si l'on admet qu'il n'ait pas été prévu de compte d'amortissement (terrains non amortissables), nous supposons qu'il ne s'agisse là que d'une simple omission pour ce qui est de la perte de valeur.

Si tel est le cas, le traitement suivant est proposé :

COMPTE		LIBELLE	MONTANTS	
déb	cdt		débit	Crédit
105		Ecart de réévaluation	5.000	
681X*		Perte de valeur sur terrains	4.000	
	211	Terrains		5.000
	291X	Terrains/Perte de valeur		4.000

(\*) 681 - Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs non courants

#### 5. Réévaluation 2014

##### Suivi des évolutions :

Année	Variation	
	annuelle	Globale
2011	20.000	20 000
2012	- 15 000	5 000
2013	- 9 000	- 4 000
2014	15 000	11 000

L'alinéa 2 du § 121.23 dispose :

Toutefois une réévaluation positive

- est comptabilisée en **produit**
- dans la mesure où elle **compense** une réévaluation négative du même actif, **antérieurement comptabilisée en charge**

**Comptabilisation :**

Deux étapes sont à respecter :

- a) Constatation d'un produit annulant l'ancienne charge (§ 121.23 al 2 du SCF) :

291X		Terrains/Perte de valeur	4.000	
	781	Reprises d'exploitation sur Perte de valeur et provisions – actifs non courants		4.000

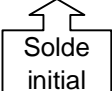
- b) Augmentation de la valeur du terrain par capitaux propres (réévaluation positive) pour le reliquat (§ 121.23 al 1<sup>er</sup> du SCF) :

211		Terrains	11.000	
	105	Ecart de réévaluation		11.000

**PRESENTATION AU GRAND LIVRE**

ANNEES

	211 - Terrains	
1	1 000 000	
2	20 000	
3		15 000
4		5 000
5	11 000	
	1 031 000	20 000
		1 011 000
	1 031 000	1 031 000

512 - Banque	
1 200 000	1 000 000
	
1 200 000	1 000 000
	200 000
1 200 000	1 200 000

	105 - Ecart de réévaluation	
1		
2		20 000
3	15 000	
4	5 000	
5		11 000
	20 000	31 000
	11 000	
	31 000	31 000

6 - Charge	
4 000	
4 000	0
	4 000
4 000	4 000

	29X - Perte de valeur	
1		
2		
3		
4		4 000
5	4 000	
	4 000	4 000
	0	
	4 000	4 000

7 - Produit	
	4 000
0	4 000
4 000	
4 000	4 000

Ainsi, au 31.12.2014 :

- La réévaluation par rapport à la valeur initiale (11.000) est logée dans les comptes concernés :
  - Au débit du compte terrain et
  - Au crédit des capitaux propres
- Le compte de perte de valeur présente un solde nul
- Le résultat global de la période quadriennale est également nul (charges = produits)

**REEVALUATION cas « FERRON-ART »**

L'entreprise « **FERRON-ART** » est spécialisée dans la réalisation d'ouvrages artistiques en fer forgé et en boiseries renforcées (portails, fontaines, balustrades, réverbères, bancs de jardin, ...).

En raison de la forte augmentation des vols enregistrée courant les deux dernières années, la demande en barrières, portes renforcées, portails, ... s'est accentuée (le malheur des uns fait le bonheur des autres).

Cette activité nécessitant de grands espaces, l'entreprise a acquis, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, un ensemble de hangars pour 200.000.000 DA.

En raison du type de construction (structure métallique), il a été décidé un amortissement sur 20 ans (durée généralement affectée aux constructions légères).

Au 31 décembre 2009, une évaluation (réalisée en vue de la transition au SCF 07) fait ressortir une valeur vénale de 175.500 000

**TAF :**

- Situation initiale : dresser le bilan tel qu'il se présente au 31 décembre 2009 (considérer l'inexistence des autres postes de bilan et que le total des capitaux propres est égal à la VNC)
- Traitement :
  - Hypothèse 1 : en considérant que l'entreprise procède à la réévaluation simultanée des valeurs brutes et des amortissements
    - Présenter les calculs
    - Constater les écritures lors de la réévaluation
    - Dresser les bilans après réévaluation
  - Hypothèse 2 : en considérant que l'entreprise ne présente au bilan que la seule valeur nette

Existe-t-il des divergences particulières ?

- Comptabiliser les amortissements selon que l'entreprise décide pour l'écart de réévaluation :
  - Son maintien au bilan
  - Son absorption au rythme des amortissements

## CORRIGE - REEVALUATION cas « FERRON-ART »

### Proposition de corrigé :

#### SITUATION INITIALE :

Amortissements pratiqués = 200.000.000 x 5 % x 11 ans = 110.000.000

Le bilan avant réévaluation se présente comme suit :

Actif				Capitaux propres et Passifs	
Eléments	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes		
Bâtiments	200 000 000	110.000.000	90.000.000	Capitaux propres	90.000.000
Autres	0	0	0	Passifs	0
<b>Total bilan</b>	<b>200.000.000</b>	<b>110.000.000</b>	<b>90.000.000</b>	<b>Total bilan</b>	<b>90.000.000</b>

#### TRAITEMENT :

**Hypothèse 1** : réévaluation de la valeur brute et des amortissements antérieurs (idem que pour le cas ZITOUNE)

##### 1.1 Calculs

De prime abord, il s'agira de calculer le coefficient de réévaluation (CR) :

$$CR = \frac{\text{Valeur réévaluée}}{\text{VNC}} = \frac{175.500.000}{90.000.000} = 1,95$$

Ce coefficient sera appliqué aux valeurs bilancielle qui vont ainsi se présenter :

Valeurs	Avant réévaluation	CR	Après réévaluation	Ecart
Brutes	200 000 000	1,95	390 000 000	<b>190 000 000</b>
Amortissements	110 000 000	1,95	214 500 000	<b>104 500 000</b>
Nettes	90 000 000		175 500 000	<b>85 500 000</b>

### **1.2 Comptabilisation**

Les postes concernés seront augmentés de la valeur des écarts ci-dessus. La différence sera logée au crédit du compte « écart de réévaluation » (même traitement que celui réservé par le PCN)

213		Constructions	190.000.000	
	2813	Amortissements des constructions		104.500.000
	105	Ecart de réévaluation		85.500.000

### **1.3 Bilan après réévaluation**

Actif				Capitaux propres et Passifs	
Eléments	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes		
Bâtiments	390.000.000	214.500.000	175.500.000	Capitaux propres	90.000.000
				Ecart de réévaluation	85.500.000
Total actifs non courants	390.000.000	214.500.000	175.500.000	Total capitaux propres	175.500.000
Autres	0	0	0	Passifs	0
<b>Total bilan</b>	<b>390.000.000</b>	<b>214.500.000</b>	<b>175.500.000</b>	<b>Total bilan</b>	<b>175.500.000</b>

**Hypothèse 2** : réévaluation de la valeur VNC

#### **2.1. Bilan après réévaluation**

Dans ce cas, il s'agira de :

- 1 réduire la valeur brute à concurrence des amortissements pratiqués,
- 2 Porter la valeur brute à concurrence de la valeur vénale

ELEMENT	DETAIL	MONTANT
Valeur brute initiale	200 000 000	
Amortissements pratiqués	110 000 000	
Valeur nette à rapprocher		90 000 000
Valeur vénale		175 500 000
<b>Augmentation de la valeur brute</b>		<b>85 500 000</b>

Cette approche n'était pas prévue par le PCN. Pour ce qui est du SCF, voir commentaire page suivante.

## **2.2. Comptabilisation**

### 1. Réduction de la valeur brute :

2813		Amortissement des constructions	110.000.000	
	213	Constructions		110.000.000

La valeur brute « restante » sera égale à la valeur nette.

### 2. Réévaluation de l'immobilisation :

213		Constructions	85.500.000	
	105	Écart de réévaluation		85.500.000

La nouvelle valeur sera augmentée de 85.500.000 de sorte à ce qu'elle soit égale à la valeur vénale

## **2.3. Bilan après réévaluation**

Actif				Capitaux propres et Passifs	
Eléments	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes		
Bâtiments	175.500.000	0	175.500.000	Capitaux propres	90.000.000
Total actifs non courants	175.500.000	0	175.500.000	Ecart de réévaluation	85.500.000
				Total capitaux propres	175.500.000
Autres	0	0	0	Passifs	0
<b>Total bilan</b>	<b>175.500.000</b>	<b>0</b>	<b>175.500.000</b>	<b>Total bilan</b>	<b>175.500.000</b>

## **Commentaires :**

### 1. Incidence sur les valeurs :

Les deux méthodes aboutissent au même résultat ; et l'affichage est également identique aussi bien au niveau du chapitre « capitaux propres » qu'à celui des valeurs nettes. La seule distinction réside en le fait que

- la première permet d'afficher des valeurs brutes, amortissements et valeurs nettes et
- la seconde ne fait apparaître que les seules valeurs nettes.

Le tracé de bilan fourni par le SCF prévoyant les colonnes « brut, amortissement et net », la présentation selon la seconde hypothèse n'est pas recommandée.



## 2. Présentation au bilan :

Le SCF n'exposant pas les deux méthodes, le choix semble être laissé à l'entreprise. Tel n'est pas notre avis. Quand bien même, il n'y ait pas de prescriptions de manière explicite, le fait que le modèle de bilan comportent les colonnes « amortissements/provisions » et « valeurs brutes », cela suffit pour comprendre le caractère obligatoire d'une telle présentation.

### **AMORTISSEMENTS :**

#### **Ecart de réévaluation :**

A l'occasion des deux traitements retenus ci-haut, la base amortissable est constituée de la nouvelle VNC (valeur réévaluée).

#### **Durée d'utilité :**

L'énoncé ne faisant aucune allusion à la durée d'utilité, il est donc considéré que celle-ci est égale à la durée restant à amortir selon l'ancien plan d'amortissement (bien sûr, selon les prescriptions du SCF, cette information devra être donnée à chaque clôture et pour toutes les immobilisations).

Ainsi, dans les deux cas, la dotation aura le même niveau ainsi calculé :

$$\text{Dotation} = \frac{\text{Valeur réévaluée}}{\text{Durée d'utilité}} = \frac{175.500.000}{9} = 19.500.000$$

L'approche à retenir, dans l'une ou l'autre des hypothèses, concernera le niveau de la charge à constater selon que l'entreprise, dans sa politique générale, veuille utiliser ou non l'écart.

### **Comptabilisation :**

#### **Variante A : Maintien du compte « écart de réévaluation »**

La totalité de la nouvelle dotation sera constatée :

681		Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs non courants	19.500.000	
	2813	Amortissement des constructions		19.500.000

L'utilisation de cette variante appelle, tout au moins, les observations suivantes :

**Avantage :**

Le compte « écart de réévaluation » demeure disponible ; il pourra être utilisé pour

- une prochaine augmentation de capital,
- être mis temporairement en réserves ou
- carrément être distribué.

Il est à signaler que la normalisation internationale (IAS 16) précise que la distribution de l'écart de réévaluation n'est autorisée que dans deux cas :

- après la cession du bien ;
- à hauteur des suppléments d'amortissement pratiqués du fait de la réévaluation lorsqu'ils sont constatés en charges

**Inconvénients :**

La charge étant constatée en totalité, cela nécessitera des retraitements pour la détermination du bénéfice imposable.

**Variante B : Epongement du compte « écart de réévaluation »**

Réduction de l'écart de réévaluation au même rythme que celui de la dotation aux amortissements :

681		Dotations aux amortissements, prov. et		
105		pertes de valeur - actifs non courants	10.000.000	
		Ecart de réévaluation	9.500.000	
	2813	Amortissement des constructions		19.500.000

**Avantage :**

Aucun retraitement fiscal n'est à opérer

Ici (l'excédent d'amortissement né de la réévaluation venant en déduction de l'écart de réévaluation) seule la charge découlant de la valeur brute d'origine est constatée ; ce qui ne nécessitera pas de retraitements pour la détermination de l'assiette fiscale pour l'impôt sur les résultats.

### **Inconvénients :**

La charge étant partiellement constatée :

- Des retraitements seront nécessaires pour le calcul des coûts de production (CAE) et pour la présentation du compte de résultats par fonction
- il n'y aura pas de corrélation entre les avantages économiques découlant de l'utilisation de l'immobilisation et la consommation nécessaire pour l'obtention de ces avantages ;
- le compte « écart de réévaluation » deviendra indisponible en se « consommant » d'année en année ce qui empêchera son incorporation au capital, alors que l'option réévaluation est surtout adoptée en raison qu'elle permette :
  - une telle manœuvre et
  - la présentation réaliste de la situation patrimoniale

### **Point de vue – incidence sur les niveaux des coûts de production :**

Plusieurs entreprises, n'incorporent pas l'amortissement induit par la réévaluation dans leurs coûts de production. Nous ne partageons pas cette attitude.

Les règles commerciales veulent que les prix de vente soient compris entre :

- le coût de production et
- le prix du marché

En pratiquant un prix de vente supérieur à celui du marché, l'entité n'a pas de grandes chances de vendre.

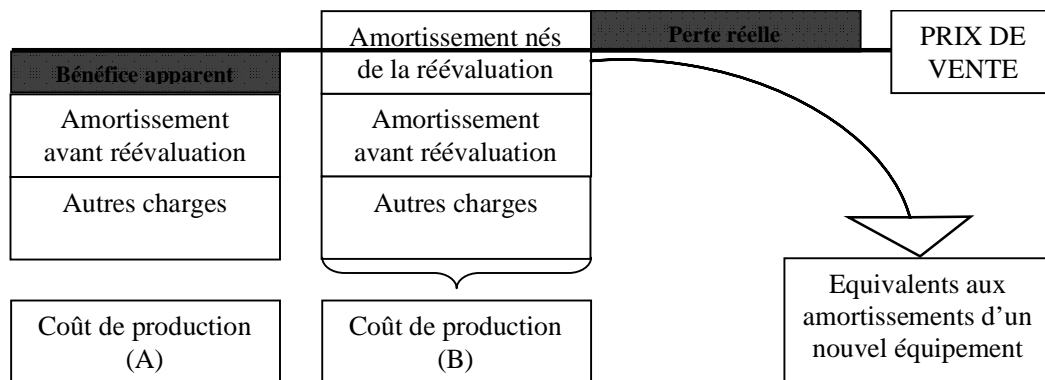
En pratiquant des prix inférieurs à ses coûts de production, l'entreprise tombe dans la pratique du dumping ; ce qui est répréhensible au vu de la réglementation sur le commerce.

Qu'en est-il des amortissements induits par la réévaluation ?

Si l'entité avait procédé à la cession de l'actif concerné puis à l'acquisition d'un même actif (à la valeur du marché et donc juste valeur = montant de la réévaluation).

- la plus ou moins value aurait été logée dans les comptes prévus à cet effet
- la charge d'amortissement du nouvel actif aurait été **INTEGRALEMENT** comprise dans le coût de production (A).

Ainsi, une entité qui assoit ses prix de vente sur des coûts de production (B) calculés en n'incluant pas les amortissements induits par la réévaluation pratique inconsciemment (ou sciemment) le dumping.



## **LES SUBVENTIONS - I**

L'école primaire du village Sidi Abdallah a été détruite en juillet 2010 par des orages d'été. N'ayant pas le temps d'en construire rapidement une autre, en août, les Pouvoirs Publics ont promis à l'entreprise « **Création - d'emplois** » une subvention de 18.000.000 DA pour l'acquisition d'un autobus si elle

- acceptait d'assurer le ramassage scolaire du douar et de transporter les écoliers vers une école du chef lieu de la commune distant de 20 km.
- procéderait au recrutement d'un chauffeur habitant le village

Cette promesse est assortie de deux autres conditions :

- le montant de la subvention est limité aux 2/3 de la valeur de l'autobus et
- ne sera versé que courant le second trimestre 2012.

Le 01/09/2010 « **Création - d'emplois** »

- conclu un accord (contrat) avec le maire pour assurer le transport des écoliers,
- acquiert le véhicule auprès de la SNVI pour 15.000.000 DA. Payé par chèque, il sera amorti sur 5 ans selon le mode linéaire.

L'entité a décidé ( ? ) de déduire le montant de la subvention du coût de l'actif.

### **TAF :**

Il est demandé de :

1. Comptabiliser les opérations les opérations de 2005
2. Commenter le ( ? ) qui suit l'expression « a décidé »

## CORRIGE - SUBVENTIONS - I

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Définition (§ 124.1 SCF)

Transfert de **ressources publiques** pour compenser des coûts

- supportés ou
- à supporter

par le bénéficiaire de la subvention en échange du fait qu'il

- s'est conformé ou
- se conformera



à certaines conditions liées à ses activités

#### Comptabilisation (§ 124.2 SCF)

Les subventions sont comptabilisées en produits

- dans le compte de résultat
- sur un\* ou plusieurs\*\* exercices
- au même rythme que les coûts
  - auxquels elles sont rattachées et
  - qu'elles sont censées compenser.

\* pour les subventions d'équilibre

\*\* pour celles liées à des immobilisations

#### Cas des immobilisations amortissables (§ 124.2 SCF)

coût = amortissement

Comptabilisation

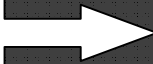
En produits  
Au même rythme que l'amortissement  
comptabilisé

ces subventions constituent des produits différés

### Cas des immobilisations non amortissables (§124.4 SCF)

Etalement (comptabilisation en produits)  
sur la durée pendant laquelle elle est inaliénable

Si une telle durée  
n'est pas connue



A comptabiliser de manière  
linéaire en résultat sur 10 ans

En IFRS, autre méthode possible : diminution de la valeur de  
l'immobilisation

### Cas des subventions d'équilibre (§ 124.3 SCF)

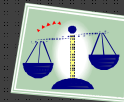
Il s'agit de celles

- destinées à couvrir des charges et pertes déjà encourues ou
- correspondant à un soutien financier immédiat sans rattachement à des coûts futurs

A comptabiliser

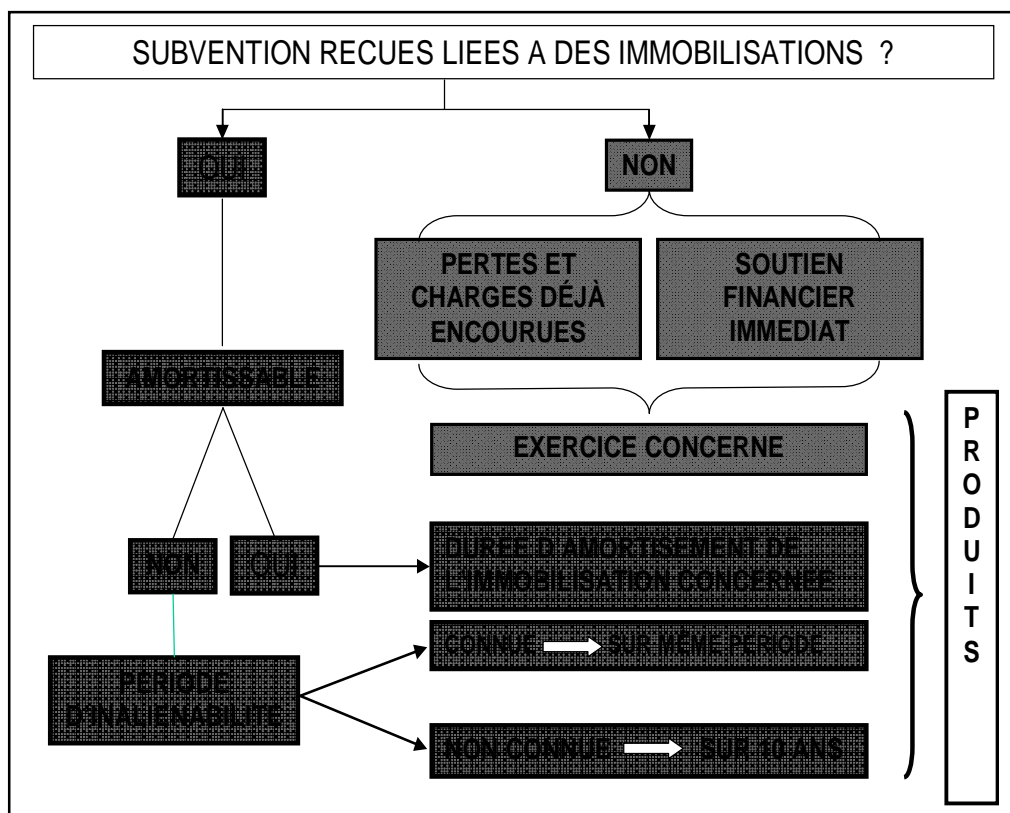


En produits  
Et  
A la date ou elles sont acquises



En IFRS, autre méthode possible : diminution de la charge concernée

**Logigramme pour classification et traitement des subventions**  
 (Synthèse des paragraphes 124.2 à 4)





## **Proposition de corrigé :**

### **1. Comptabilisation**

#### **1.1 De la promesse des Pouvoirs publics – en août**

441		Etat et autres collectivités publiques, subventions à recevoir	18.000.000	
	131	Subventions d'équipement		18.000.000

Comme l'entreprise a décidé de déduire le montant de la subvention de la valeur de l'actif, **IL NE SERA PAS FAIT USAGE** du compte de subvention. Mais cela ne sera possible QUE LORS de l'acquisition de l'autobus.

La promesse sera donc enregistrée indépendamment du traitement à effectuer ultérieurement.

#### **1.2 Lors de l'acquisition de l'actif le 1<sup>er</sup> septembre 2010**

Constatons successivement l'acquisition puis le traitement de la subvention

218		Autres immobilisations corporelles	15.000.000	
	512	Banque		15.000.000

Le montant de la subvention étant limité aux 2/3 de la valeur, seuls 10.000.000 DA (15.000.000 x 2 / 3) sont espérés et seront donc déduit de la valeur de l'actif.

131		Subvention d'équipement	10.000.000	
	218	Autres immobilisations corporelles		10.000.000

Le reliquat de la « créance » sur l'Etat doit tout simplement être annulé.

131		Subvention d'équipement	8.000.000	
	441	Etat et autres collectivités publiques, subventions à recevoir		8.000.000

### 1.3 Dotation aux amortissements au 31 décembre 2005

La base amortissable sera de 5.000.000 DA (15.000.000 – 10.000.000). Le tableau d'amortissement se présente comme suit :

Année	Base amortissable	AMORTISSEMENT				VNC
		taux	antérieur	exercice	cumul	
1	5 000 000	20,00%		<b>250 000</b>	250 000	4 750 000
2	5 000 000	20,00%	250 000	<b>1 000 000</b>	1 250 000	3 750 000
3	5 000 000	20,00%	1 250 000	<b>1 000 000</b>	2 250 000	2 750 000
4	5 000 000	20,00%	2 250 000	<b>1 000 000</b>	3 250 000	1 750 000
5	5 000 000	20,00%	3 250 000	<b>1 000 000</b>	4 250 000	750 000
6	5 000 000	20,00%	4 250 000	<b>750 000</b>	5 000 000	0
Total				<b>5 000 000</b>		

681		Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs non courants	250.000	
	2818	Amortissement des autres immobilisations corporelles		250.000

NB : En 2012, lors de l'encaissement de la subvention, la créance sur l'Etat sera annulée par le débit d'un compte financier.

## 2. Commentaires sur l'expression « a décidé »

Le paragraphe 124.2 précise que les subventions sont comptabilisées en produits

- dans le compte de résultat
- sur un ou **plusieurs exercices**
- au **même rythme** que les coûts
  - auxquels elles sont rattachées et
  - qu'elles sont censées compenser.

Du fait que le SCF soit muet pour ce qui est de la possibilité de déduire le montant de la subvention de la valeur de l'actif, l'on en déduit que cette option n'est pas permise.

De ce fait, l'entreprise NE PEUT PAS décider d'opter pour cette méthode. En l'état actuel, seule une inscription séparée est à retenir (voir exercice suivant).

## **LES SUBVENTIONS - II**

Considérons les mêmes données que celles de l'exemple précédent et que l'entreprise ait choisi (?) de faire figurer la subvention dans ses états financiers

### **TAF :**

1. Présenter l'incidence sur le résultat par exercice
2. Présenter les écritures comptables selon les prescriptions du SCF 07
3. Commenter le (?) inscrit après le terme « choisi »

## CORRIGE - SUBVENTIONS - II

### Proposition de corrigé :

#### 1. Incidence sur les résultats :

Pour apprécier l'incidence annuelle sur les résultats, il y a lieu de comparer

- la charge d'amortissement du bien  
au
- produit généré par la consommation de la subvention

Le bien ayant été acquis en cours d'année, il y a lieu d'appliquer la règle du prorata temporis. L'amortissement à constater pour la première année de 03 mois, celui de la sixième année concernera 09 mois et les années centrales supporteront un amortissement annuel (12 mois).

#### Plan d'amortissement de l'actif

Année	Base amortissable	AMORTISSEMENT				VNC
		taux	antérieur	exercice	cumul	
1	15 000 000	20,00%		750 000	750 000	14 250 000
2	15 000 000	20,00%	750 000	3 000 000	3 750 000	11 250 000
3	15 000 000	20,00%	3 750 000	3 000 000	6 750 000	8 250 000
4	15 000 000	20,00%	6 750 000	3 000 000	9 750 000	5 250 000
5	15 000 000	20,00%	9 750 000	3 000 000	12 750 000	2 250 000
6	15 000 000	20,00%	12 750 000	2 250 000	15 000 000	0
Total				15 000 000		

En vue de garantir une corrélation entre les charges supportées (amortissements) et les produits de la subvention, il y a lieu de fractionner le montant reçu selon le même rythme que celui des dotations aux amortissements (§ 124.2 SCF).

**Incidence annuelle sur les résultats - charge réelle**

Année	Montant de la subvention	REPRISE EN PRODUITS		Charge d'amortissement	Charge réelle
		taux	exercice		
1	10 000 000	20,00%	500 000	750 000	250 000
2	10 000 000	20,00%	2 000 000	3 000 000	1 000 000
3	10 000 000	20,00%	2 000 000	3 000 000	1 000 000
4	10 000 000	20,00%	2 000 000	3 000 000	1 000 000
5	10 000 000	20,00%	2 000 000	3 000 000	1 000 000
6	10 000 000	20,00%	1 500 000	2 250 000	750 000
Totaux			10 000 000	15 000 000	5 000 000

**2. Comptabilisation**

**Promesse des Pouvoirs Publics :**

441		Etat et autres collectivités publiques, subventions à recevoir	18.000.000	
	131	Subventions d'équipement		18.000.000

**Acquisition de l'actif le 1<sup>er</sup> septembre 2010**

218		Autres immobilisations corporelles	15.000.000	
	512	Banque		15.000.000

**Annulation du reliquat sur promesse**

131		Subvention d'équipement	8.000.000	
	441	Etat et autres collectivités publiques, subventions à recevoir		8.000.000

**Ecritures d'inventaire**

A Chaque clôture, pour chacune des six années, il sera constaté :

- une dotation aux amortissements
  - une inscription en produits exceptionnels d'une quote-part de la subvention au même rythme que la consommation des avantages de l'immobilisation
- selon les données du tableau suivant :

Année	Dotation aux amortissements		Subvention rapportée à produits exceptionnels	
	Débit 681	Crédit 2818	Débit 131	Crédit 754
1	750 000	750 000	500 000	500 000
2	3 000 000	3 000 000	2 000 000	2 000 000
3	3 000 000	3 000 000	2 000 000	2 000 000
4	3 000 000	3 000 000	2 000 000	2 000 000
5	3 000 000	3 000 000	2 000 000	2 000 000
6	2 250 000	2 250 000	1 500 000	1 500 000
<b>Totaux à fin de durée d'amortissement</b>	<b>15 000 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>10 000 000</b>

Au 31 décembre 2010, il sera constaté :

681		Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur - actifs non courants	750.000	
	2818	Amortissement des autres immobilisations corporelles		750.000

131		Subventions d'équipement	500.000	
	754	Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice		500.000

Ce même schéma écritures sera utilisé pour les 5 prochaines clôtures. Cette manière d'agir permet :

- de constater la charge d'amortissement intégrale du bien
- de considérer séparément la subvention dans un compte de produits.

**TOUT AUSSI** bien dans ce cas que dans le cas précédent, le montant de la charge supportée par l'entité est identique (5.000.000DA).

### **A la fin de la durée d'utilité**

Aucune autre écriture n'est à constater du fait que le traitement de la subvention n'est concerné QUE par un seul compte fonctionnant comme un compte à rebours et sa valeur diminue à chaque arrêté de comptes.

En plus de la nouveauté qui consiste en la comptabilisation de la promesse de subvention, Il s'agit là de la **seconde** différence avec le modèle de comptabilisation du PCN qui consacre deux comptes pour le traitement des subventions d'équipements :

- Subvention d'équipement : crédité lors de l'encaissement de la subvention
- Subventions inscrites à produits exceptionnels : débité au fur et à mesure des amortissements

Ces deux comptes sont soldés à l'issue de la période d'amortissement :

147*	141*	Subventions inscrites à produits exceptionnels Subvention d'équipement	8.000.000	8.000.000
------	------	---	-----------	-----------

(\*) nomenclature PCN

### 3. Commentaire sur le ( ? ) inscrit après l'expression « choisi »

Tout comme pour l'exercice précédent, l'entité n'ayant pas la latitude de décider, elle ne peut donc pas choisir. La méthode utilisée est celle prescrite par le SCF.

#### **Note - Aspect fiscal**

L'article 144 du CID (modifié par art 9 LF 2007) prévoyait que le montant de la subvention reçue soit rapporté aux bénéfices imposables de chacun des **cinq** exercices suivants par **fractions égales**.

Or le SCF, prévoit un étalement **au même rythme** que celui des amortissements. Ainsi, dans notre cas pour une durée d'amortissement de cinq ans (= à celle du prévue par le CID), pour :

- la 1<sup>ière</sup> année nous aurions été en présence d'un impôt différé actif de 187.500 (750.000 x 25%), et
- la 6<sup>ième</sup> année une récupération de cet impôt différé aurait été effectuée.

PLUS de problèmes, l'article 144 du CID a été modifié par l'article 9 de la LF pour 2010 et les règles fiscales convergent avec celles du SCF (inscription de la subvention en produits au même rythme que celui des amortissements)

Cela permet d'éviter de faire recours aux retraitements liés aux impôts différés.

## Exercice 13

### SUBVENTIONS - III

**HYDROTRANSO** est une entreprise du secteur des hydrocarbures basée à Arzew. Son activité générant l'émission de gaz nocifs, elle se trouve contrainte de se conformer à la réglementation en matière de protection de l'environnement par un engagement actuel pour la mise en place d'un équipement destiné à réduire ses émanations d'une quantité de gaz déterminée par le barème annexé au décret portant incitation à la dépollution dans un délai de six ans.

A défaut, elle devra payer à l'Etat (compte spécial Trésor 302.XXX – Taxe de pollution par émanation de gaz d'origine d'hydrocarbures) une taxe de 20.000.000 DA / an. Cette pénalité est ramenée à 10.000.000 si l'effort de dépollution permet une réduction comprise entre celui retenu pour l'entreprise (barème) et le taux minimum national obligatoire de réduction : (30%).

Par devant l'évolution alarmante de certaines maladies (asthmes, stérilité, mortalité précoce,...) au cours des dix dernières années, les responsables de l'administration locale (très pressés par la société civile) souhaitent une réalisation anticipée.

A cet effet, et dans la mesure où la réduction de l'émanation des gaz nocifs est réalisée dans un délai de deux années, l'administration fait savoir à **HYDROTRANSO** qu'elle bénéficiera d'une subvention équivalente à :

- 55 % si l'émanation est ramenée à un maximum de 30 % de son niveau actuel
- 25 % si l'entité se limite juste à satisfaire l'obligation réglementaire dont l'application du barème fixe pour elle un seuil maximum d'émissions de 52% de ses rejets actuels ; soit une réduction 48 %.

Une clause d'inaliénabilité est insérée dans le projet de convention d'octroi de subvention.

L'entité a reçu trois offres du même fournisseur (leader mondial en la matière) :

Equipement	Coût total	% de réduction d'émanation des gaz	Charges annuelles de fonctionnement
A	1.450.000.000	75 %	12.000.000
B	940.000.000	65 %	11.000.000
C	450.000.000	45 %	8.000.000
D	300.000.000	28 %	2.000.000

Devant par ailleurs modifier son process de production, l'équipement nouveau ne sera utile que pendant huit années (prix de vente net négligeable).

#### TAF :

Dresser le tableau comparatif des dépenses à engager et opter pour l'une des trois offres. Comptabiliser les opérations liées aux subventions



### CORRIGE - SUBVENTIONS - III

#### Proposition de corrigé :

##### Tableau comparatif des offres et choix de la variante :

L'équipement D est à écarter car il ne permet pas de satisfaire au minimum exigé par la réglementation (42 % de réduction).

Il reste à opter pour l'une des trois autres offres. Pour cela, à qualité égale, l'entreprise choisira l'offre qui génèrera le moins de sorties de ressources.

Les charges à encourir par chacun des trois équipements satisfaisant à la réglementation sont récapitulées dans le tableau comparatif des offres suivant :

En kDA			
ELEMENTS	A	B	C
Cout total	1 450 000	940 000	450 000
Pourcentage de subvention	55%	25%	0%
Subvention	797 500	235 000	0
Investissement net	<b>652 500</b>	<b>705 000</b>	<b>450 000</b>
Amortissements nets	81 563	88 125	56 250
Charges de fonctionnement	12 000	11 000	8 000
Pénalisation annuelle			10 000
<b>Coûts à encourir annuellement</b>	<b>93 563</b>	<b>99 125</b>	<b>74 250</b>

Ainsi, quoique

- supportant une pénalisation annuelle de 10.000.000 DA et
- ne bénéficiant d'aucune subvention,
- ne permettant une réduction que de 45 % au lieu des 52 % que l'entreprise doit atteindre,

**HYDROTRANSFO** optera certainement pour l'équipement C.

L'offre A est « la plus écologique » mais néanmoins .... très coûteuse.

**HTDROTRANSFO** contribuera timidement à l'effort national de dépollution et supportera le moins de charges que possible.

Hé oui ! La politique de dépollution ne fait pas partie de ses préoccupations.

La communauté utilisera certainement le produit des taxes pour investir en des installations communautaires ou pour financer les soins à prodiguer la population.

**HYDROTRANSFO** pourrait opter éventuellement pour un plus gros investissement dans l'une des situations suivantes :

**HYDROTRANSFO** pourrait opter éventuellement pour un plus gros investissement dans l'une des situations suivantes :

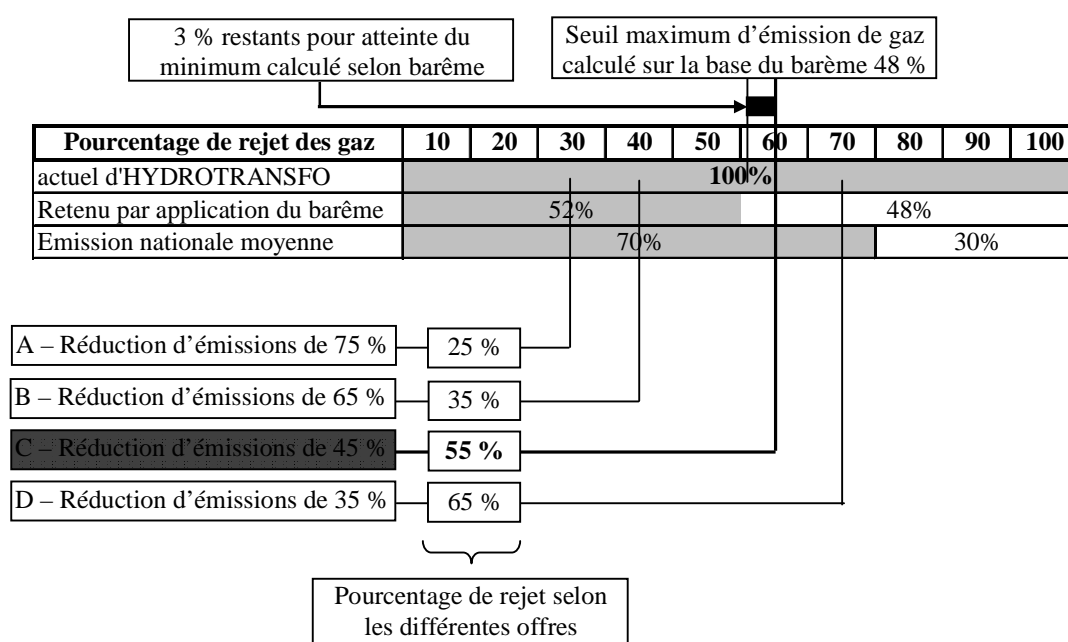
- elle est philanthrope
- elle doit faire face à une concurrence féroce et utilisera la carte « verte » dans son discours publicitaire
- les membres de son gouvernement d'entreprise sont réellement « verts » (ce qui est peu probable dans la jungle économique actuelle).

Bien sûr, il se pourrait également que la réglementation nationale ou locale soit plus incitative ou coercitive.

Par ailleurs, le fait de ne pas opter pour l'offre de l'administration locale ne veut nullement dire que l'entreprise n'a pas respecté la réglementation. En effet, cette dernière prévoit une pénalisation et **HYDROTRANSFO** est prête à s'en acquitter.

### Comptabilisation :

Dans ce cas, aucune inscription en comptabilité n'est envisagée puisque **HYDROTRANSFO** n'a pas l'intention de se conformer aux avantages offerts par l'administration locale.



N'ayant pas atteint le minimum de réduction obligatoire (45% de réduction au lieu de 48%), **HYDROTRANSFO** est pénalisable.

Mais ayant dépassé le minimum de 30 % de la moyenne nationale, la pénalité à supporter ne sera que de 10.000.000 au lieu de 20.000.000.

**SUBVENTIONS - IV**

Même énoncé que l'exercice précédant sauf qu'il faille retenir pour la taxe de pollution un montant de 30.000.000 DA au lieu de 20.000.000 DA

**TAF :**

- Dresser le tableau comparatif des dépenses à engager et opter pour l'une des trois offres
- Passer les écritures relatives
  - A la promesse d'octroi de subvention reçue en novembre 2010
  - A la concrétisation de toute l'opération le 02 janvier 2012 (encaissement de 40% de la subvention et finalisation de la réalisation)
  - Aux opérations d'inventaire en 2012

## CORRIGE - SUBVENTIONS - IV

### Proposition de corrigé :

#### Tableau comparatif des offres :

En kDA

ELEMENTS	A	B	C
Cout total	1 450 000	940 000	450 000
Pourcentage de subvention	55%	25%	0%
Subvention	797 500	235 000	0
Investissement net	<b>652 500</b>	<b>705 000</b>	<b>450 000</b>
Amortissements nets	81 563	88 125	56 250
Charges de fonctionnement	12 000	11 000	8 000
Pénalisation annuelle			30 000
<b>Coûts à encourir annuellement</b>	<b>93 563</b>	<b>99 125</b>	<b>94 250</b>

Il est évident qu'**HYDROTRANSFO** à tout intérêt à opter pour l'option A.

NB : Cette décision aurait pu être prise également dans le cas du maintien du montant de la taxe mais avec le bénéfice d'une plus forte subvention.

#### Comptabilisation :

##### *a) 30.11.2010 – Promesse d'octroi de subvention :*

441	131	Etat et autres collectivités publiques, subventions à recevoir Subventions d'équipement Décision d'octroi N° 99 du AA	797.500.000	797.500.000
-----	-----	--	-------------	-------------

Le seul fait d'informer l'administration de la décision d'investir suffit à l'entreprise pour constater la promesse.

En effet, l'administration (ayant fait savoir à **HYDROTRANSFO** les conditions d'octroi de subvention) s'engage à s'exécuter dans le cas où l'entité y satisfait.

Toutefois, dans la pratique, il sera plus prudent d'attendre la confirmation de l'organisme (ou institution) qui s'y est engagée.

b) 02.01.2012 – Concrétisation :

b.1) libération partielle de la subvention :

512		Banque	319.000.000	
	441	Etat et autres collectivités Publiques, subventions à recevoir Selon ordre de recette N°... du ...		319.000.000

Généralement, l'administration publique se libère de ses engagements en totalité ou selon un calendrier contenu en la convention d'octroi de subvention.

b.2) Mise en état de fonctionnement de la nouvelle installation :

215		Installations techniques, matériel et outillage industriels	1.450.000.000	
	232 *	Immobilisations corporelles en cours		XX
	40 *	Fournisseurs et comptes rattachés		XX
	51 *	Banques, établissements financiers et Assimilés		XX
	53 *	Caisse		XX
	732 *	Production immobilisée d'actifs corporels		XX
		selon PV N° xxx du 02/01/2012		

(\*) Selon le cas (toutefois, pour le cas présent, il est très peu probable que le compte 732 puisse être utilisé puisque la réception a été effectuée en début d'année (**02/01/2012**) et qu'il y ait très peu de chances que des charges aient pu être engagées)

c) 31.12.2012 – Opérations d'inventaire

c.1) Dotation aux amortissements :

681		Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs non courants	181.250.000	
	2815	Amort. Installations techniques		181.250.000
		<b>Dotations 2012 (valeur/durée d'utilité)</b>		

c.2) Reprise de la subvention

131		Subventions d'équipement	99.687.500	
	754	Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice		99.687.500
		<b>797.500.000 / 8</b>		

**Notes :**

**1. Clause d'inaliénabilité :**

Le fait que l'administration ait incluse une clause d'inaliénabilité n'influe en rien sur le traitement comptable du fait que ce caractère ne concerne que les immobilisations non amortissables.

Qu'en aurait-il été s'il s'eût été agi d'une immobilisation non amortissable ? Sur quelle durée aurait-on rapporté la subvention aux produits ?

Le SCF prévoit qu'au cas où la durée d'inaliénabilité n'est pas sue, l'inscription en produits est étalée sur dix années.

**2. Libération partielle de la subvention**

Le montant reçu couvre une période de 03 ans 02 mois et 12 jours  
(319.000.000 / 99.687.500) soit (40% de 08 ans).

Ainsi, à partir du 13 mars 2015, au cas où le reste de la subvention n'est pas reçu, **HYDROTRANSO** constatera des produits grevant ses équilibres financiers. Elle devra donc faire en sorte de recouvrer les sommes promises avant cette date.

Le SCF étant muet pour ce cas de figure et dans l'attente de précisions du Conseil National de la Comptabilité ou de directive du Conseil National de l'Ordre, nous estimons qu'il serait plus prudent de ne pas procéder à inscription en produits de la partie non encore reçue.

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Amortissements											
Reprise en produits											

STOP ?

Ce qui, au demeurant créerait tout de même un déséquilibre

- si l'institution se rétracte pour le reliquat : les produits de la subvention (réellement reçue) auront été inscrits selon un rythme supérieur à celui des amortissements. Il n'est pas possible de faire autrement.

- Si l'institution se libère de son engagement dans un avenir proche : par exemple le 13 mars 2016 (soit un an après avoir « consommé » le 1<sup>er</sup> montant reçu).  
Quel serait le traitement à réserver aux 60 % reçus ? Devra-t-on :
  - a. Inscrire en produits sur les 6 ans 9 mois et 18 j restants (jusqu'au 13 mars 2022) ou
  - b. Inscrire en capitaux propres la tranche couvrant la période allant du 13 mars 2015 au 13 mars 2016 et continuer pour le reste selon le plan initial (jusqu'au 31.12.2021) ou encore
  - c. Ne pas inscrire en capitaux propres la tranche précédente et TOUT inscrire en produits de la date d'encaissement de la seconde tranche à fin 2021 au prorata des amortissements restants ?

*Dans l'attente de précisions de la part du CNC ou du CNO, nous privilégions l'option (b). Nous reviendrons sur cet aspect lors de la prochaine édition.*

Il est évident que cette attitude ne peut être prise que dans la mesure où la subvention est inscrite dans un compte de capitaux propres.

Dans le cas contraire (montant de la subvention venant en diminution de l'actif (\*), il y aura lieu réajuster la valeur de l'actif par la diminution du reliquat de créance sur l'Etat (pas de certitude de percevoir le reliquat de 60%).

(\*) Rappel : cette option, prévue par les IFRS ne l'est pas par le SCF.

## Exercice 15

### ACTIFS BIOLOGIQUES - « la SETIFOISE CAMPAGNARDE »

Une ferme nouvellement créée dans le cadre du Programme National de Développement agricole (PNDA) a arrêté ses comptes le 12 février 2012. Ses activités couvrent les domaines suivants :

- Elevage d'ovins
- Production de lait et dérivés
- Elevage de veaux de boucherie

La partie relative aux actifs biologiques de son inventaire au 31.12.2011 comprend :

ELEMENT	UNITE	Qté	VALEUR	
			unitaire	totale
Taureau de reproduction	tête	2	250 000	500 000
Taurillons	tête	10	140 000	1 400 000
Veaux de boucherie	kg	7 200	650	4 680 000
Vaches	tête	101	120 000	12 120 000
<b>Total</b>				<b>18 700 000</b>

#### TAF :

Sachant que :

- Les taureaux de reproduction se négocient à
  - 270.000 DA sur le marché de Sétif (frais de mise sur le marché : 2.000 DA)
  - 280.000 DA sur le marché de Béni Saf (frais de mise sur le marché : 15.000 DA)
- Les taurillons valent en moyenne 145.000 DA l'unité
- Les veaux de boucherie « sur pied » se vendent à 560 DA/kg
- Les vaches laitières valent 135.000 DA l'unité

Apprécier les valeurs à comptabiliser

#### Autres informations :

Le 15 décembre, le vétérinaire a décidé l'isolement d'une vache atteinte de brucellose et qui présentait des signes mettant en doute sa survie. En effet, elle succomba le 24 janvier. Trois autres vaches non identifiées lors de la clôture des comptes comme étant contaminées ont connu le même sort le lendemain après un isolement de quinze jours.



## CORRIGE - ACTIFS BIOLOGIQUES

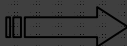
### Rappel des dispositions du SCF :



Le SCF a consacré un paragraphe (121.19) pour les **actifs biologiques**

#### La règle :

Evaluation initiale  
et  
à chaque clôture



**JUSTE VALEUR**  
Moins  
frais estimés de l'article de vente

#### A défaut :

lorsque la juste valeur  
ne peut pas être évaluée  
de manière fiable



**COUT**  
moins  
cumul des amortissements et du  
cumul des pertes de valeur

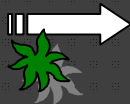
Les profits et pertes provenant de la variation de la juste valeur sont constatés dans le **résultat net** de l'exercice

Définition : celle donnée par le SCF (lexique -02) correspond à celle donnée par l'IAS 41 :

Animal ou plantes vivants (ou regroupement d'animaux ou de plantes vivants similaires)

Un second paragraphe (123.7) traite des **produits agricoles**

Evaluation initiale  
et  
à chaque clôture



**JUSTE VALEUR**  
**MOINS**  
Coûts estimés au point de vente



La variation de la juste valeur *diminuée des coûts estimatifs des points de vente* est constatée dans le résultat net de l'exercice au cours duquel elle se produit

Ici, il **n'est pas prévu** de traitement alternatif, l'entité n'aura pas à calculer de coût de production. L'inscription dans les états financiers dépend donc exclusivement de la valeur du marché (juste valeur)

**Point de vue :**

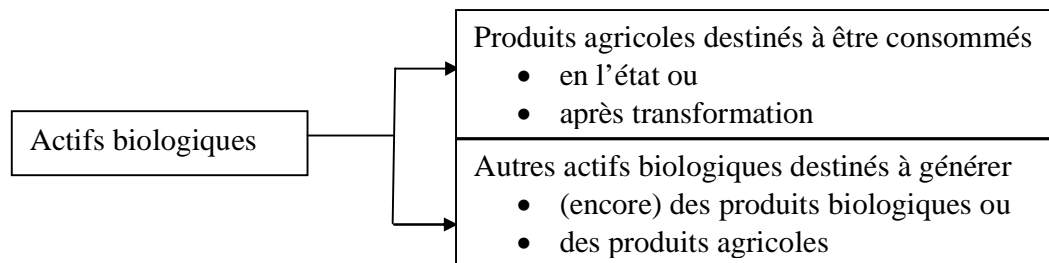
**a. Actifs biologiques = produits agricoles ?**

Il semble utile de préciser la notion d'actifs biologiques en faisant référence à l'activité agricole qui est définie par l'IAS 41 (en introduction) comme étant :

la gestion, par une entité, de la transformation biologique d'animaux vivants ou de plantes en vue de la vente

- en produits agricoles ou
- en **d'autres** actifs biologiques.

En poussant plus loin la distinction, nous pouvons préciser :



**Distinction « actifs biologiques – produits agricoles » :**

A titre d'exemple, nous pouvons établir le listing suivant :

Actif biologique	Produits agricoles
Arbres	Troncs bois Fruits Ecorce (liège,...)
Ovins	Carcasses (viande) Lait de brebis Laine Peaux brutes
Bovins	Veaux de boucherie Lait de vache Fromage frais Peaux brutes
Plantes	Coton, pomme de terre, grains (blé, soja, petits pois,...), tomates, raisins, pastèques, ...
...	...

Nous avons deux intrus : « bois » et « fromage frais »

Il s'agit de produits obtenu **APRES** transformation.

Le bois est un produit industriel obtenu après transformation des troncs. Il en est de même pour le fromage qui est obtenu après transformation du lait.

Quand bien même il serait produit par un agriculteur, le fromage sera dit « produit fermier », mais il ne peut être classé parmi les produits agricoles.

Dans la rubrique « bovins »,

- si les veaux de boucherie figurent parmi les **produits agricoles**,
- les taurillons ainsi que les génisses destinés à la reproduction constituent des **actifs biologiques**.

De là, l'on comprend que la classification des premiers produits issus d'actifs biologiques

- peut être obligatoire (produits agricoles : laine, lait,... qui, de par leur nature, ne peuvent être classés en actifs biologiques\*) ou
- dépendre de l'utilisation envisagée (un veau peut être destiné à la boucherie : produit agricole ; ou à la reproduction ; actif biologique).

***b. Quand appliquer les prescriptions du § 121.19 SCF ?***

Ne disposant pas d'orientations particulières, les traitements spécifiques ci-dessus prévus par le SCF seront appliqués :

- pour les actifs biologiques : de la comptabilisation initiale jusqu'à la récolte. Cela comprend toutes les phases intermédiaires (croissance, appauvrissement, procréation,...)
- pour les produits agricoles : de la comptabilisation initiale jusqu'à leur première transformation.

---

(\*) l'on ne peut que les consommer ou les transformer. Ils ne peuvent pas être considérés comme étant des « *équipements de productions* »

### Proposition de corrigé :

Dans cet exemple, il n'est traité que des actifs biologiques.

#### Taureaux de reproduction

Il s'agit de calculer le prix de vente net sur les deux marchés (juste valeur – frais de sortie) et d'inscrire cette valeur en comptabilité :

Eléments	Sétif	Béni Saf
Négociation sur le marché	270 000	280 000
Frais de mise sur le marché	2 000	15 000
Prix de vente net	268 000	265 000
Valeur comptable	250 000	250 000
Variation	18 000	15 000
Effectif	2	2
<b>Variation totale</b>	<b>36 000</b>	<b>30 000</b>

Dans les deux cas, il est observé une variation positive. Par souci de prudence, l'on serait tenté de retenir la plus faible des variations. Cette attitude ne serait pas elle conforme à l'esprit de la norme relative aux actifs biologiques.

Il est nettement précisé que « les taureaux de reproduction **se négocient**... ». Cela veut dire que si la ferme **décidait** de vendre **CE** jour, elle vendrait certainement sur le marché de Sétif !

De ce fait la variation à retenir est la plus élevée qui est « la valeur nette recouvrable » des reproducteurs.

Qu'en aurait-été-t-il au cas où il aurait été affiché deux variations **négatives** ?  
Il sera procédé de même en ne retenant que le seul marché de Sétif.

NB :

Si la valeur de négociation sur Béni-Saf avait été de 285.000,  
le prix de vente net aurait été de 270.000 (285.000 – 15.000) soit une variation de 40.000 [(270.000 – 250.000) x 2].

Dans cas, la comptabilisation aurait été également faite sur la base de la plus forte variation car le fermier vendrait certainement ses bêtes à Béni-Saf et non à Sétif (à moins qu'il ne subisse d'autres restrictions : accords de non concurrence avec les éleveurs de Béni-Saf, ...)

**Taurillons et veaux de boucherie :**

Animaux	VALEURS						Variations
	comptable			de marché			
	Qté	PU	Total	Qté	PU	Total	
Taurillons	10	140 000	1 400 000	10	145 000	1 450 000	50 000
Veaux de boucherie	7 200	650	4 680 000	7 200	560	4 032 000	-648 000
TOTAUX			6 080 000			5 482 000	-598 000

Est-il logique d'apprécier les variations de ces deux rubriques simultanément ?

La valeur des taurillons (actifs biologiques) est comptabilisée en immobilisation. Celle des veaux de boucherie (produits agricoles) sera inscrite au débit d'un compte de stocks.

Quoique le traitement de l'écart soit identique (inscription dans le résultat), l'évaluation est faite sur la base de la juste valeur pour les deux catégories.

La première (actifs biologique) admet le recours au coût amorti.

Pour la seconde, il n'est pas prévu de coût de production, seule la juste valeur est retenue.

**Vaches laitières**

De prime abord, il y a lieu d'apprécier les cas de mortalité puisque survenus avant l'arrêté des comptes.

La valeur de celle qui avait été isolée sera carrément ramenée à zéro (dépréciation complète). Pour ce qui est des trois autres, aucun évènement pouvant laisser supposer leur mort n'ayant survenu avant la clôture des comptes, elles **demeureront** à l'actif.

**TOUTEFOIS** il en sera fait mention dans l'annexe\*.

ELEMENTS	Calculs	TOTAUX
Effectif	101	
Dépréciation totale	1	
Reste à évaluer		100
Valeur comptable	120 000	
Valeur de négociation	135 000	
Excédent unitaire		15 000
<b>Variation totale</b>		<b>1 500 000</b>

---

(\*) A porter en annexe :

information de la mort de 3 vaches figurant à l'actif et valant 255.000

## Exercice 16

### TAUX D'INTERET EFFECTIF - I

Considérons l'emprunt dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant	100.000
Intérêt annuel	6 %
Mode de remboursement	In fine
Durée	5 ans

#### **TAF :**

Sachant que le taux du marché est de 7 % :

1. Calculer la valeur actuelle de l'emprunt
2. Présenter l'échéancier
3. Passer les écritures comptables et présenter les comptes schématiques
4. Traiter les deux premières questions (1 et 2) avec un taux de rémunération (TxR) égal à celui du marché (TxM) soit 6 %

## CORRIGE - TAUX D'INTERET EFFECTIF I

### Rappel des dispositions du SCF :

Les dispositions relatives au TIE sont contenues dans le chapitre « *fonctionnement des comptes - Compte 16 - Emprunts et dettes assimilés* »

#### Comptabilisation :

Lors de la constatation initiale de l'emprunt, le montant effectivement encaissé, déduction faite des frais d'émission et autres charges supportées, est enregistrée dans un compte de trésorerie ; en contrepartie :

- le montant contractuel à payer effectivement est enregistré dans une subdivision du compte 16 Emprunts ;
- la différence entre le montant de l'emprunt actualisé aux taux d'intérêt du marché ou du taux d'intérêt effectif, et le montant de l'emprunt à payer est enregistrée dans une subdivision du compte 16 Emprunts concerné. Cette différence positive ou négative, constitue une prime de remboursement à amortir sur la durée de l'emprunt ;
- la différence entre le montant de l'emprunt actualisé et le montant de l'emprunt encaissé est enregistrée en charges ou en produits.

Lors du remboursement de l'emprunt,

- sont débités
  - le compte « Emprunt » concerné : du montant payé en principal et
  - le compte « Prime de remboursement rattaché » : du montant des intérêts payés
- en contrepartie d'un compte de trésorerie.

Par ailleurs,

- le compte « Charges d'intérêt » est débité du montant des intérêts résultant de l'actualisation de l'emprunt
- par le crédit du compte « prime de remboursement ».

Les différences éventuelles générées par la modification ultérieure du taux d'intérêt du marché sont enregistrées en charges ou en produits.

**Définition :**

Le **taux d'intérêt effectif** est le taux qui actualise le flux attendu des sorties<sup>1</sup> de trésorerie futures jusqu'à l'échéance, à la valeur comptable nette actuelle de l'actif ou du passif financier<sup>2</sup>. Il correspond au taux de rendement interne de l'actif ou du passif financier concerné.

**Sujets soumis à cette méthode :**

Quoique le SCF en parle dans le chapitre relatif aux emprunts, il précise que cette méthode concerne aussi bien un passif qu'un actif financier.

**Autre définition :**

Le **taux d'intérêt effectif** est le taux qui actualise exactement les sorties ou les rentrées de trésorerie futures estimatives sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier ou du passif financier (ICCA – Canada)

**Quand utiliser cette méthode ?**

Dès lors que des conditions influent sur la quantification des intérêts. Il y a lieu de calculer le TIE notamment dans les cas suivants :

- taux d'intérêt contractuel sensiblement différent de celui du marché et/ou
- instrument financier assorti de frais de mise en œuvre

A utiliser, par exemple, lors du calcul du taux de rentabilité global du contrat dans la comptabilité du crédit bailleur dans le cadre des opérations de location financement, ...)

---

**Notes :**

1. Comprendre sorties ou entrées de trésorerie (cette méthode concerne aussi bien les passifs que les actifs financiers)
2. Comprendre qu'il s'agit du **taux d'intérêt** qui permet l'égalité entre
  - le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance, et
  - la valeur comptable nette actuelle de l'actif ou du passif financier



## Proposition de corrigé :

### 1. Calcul de la valeur actuelle de l'emprunt

La valeur actuelle de l'emprunt est égale au total des montants actualisés du **total** des sommes que l'entité va déboursier. Soit :

- la somme des valeurs actualisées des échéances d'intérêt
- la valeur actualisée du remboursement in fine

#### 1.1 Somme des valeurs actualisées des échéances d'intérêts :

Le calcul de la somme des valeurs actualisées se présente comme suit :

Années	échéances	coeff d'actualisation		montant actualisé
		formule	valeur	
1	6 000,00	$(1 + 0,07)^{-1}$	0,9345794	5 607,48
2	6 000,00	$(1 + 0,07)^{-2}$	0,8734387	5 240,63
3	6 000,00	$(1 + 0,07)^{-3}$	0,8162979	4 897,79
4	6 000,00	$(1 + 0,07)^{-4}$	0,7628952	4 577,37
5	6 000,00	$(1 + 0,07)^{-5}$	0,7129862	4 277,92
<b>Totaux</b>	<b>30 000,00</b>			<b>24 601,18</b>

Dans notre cas, s'agissant d'une suite de montants **EGAUX**, la valeur actualisée se calcule par la formule suivante :

$$Va = a \times 1 - [ 1 / (1+i)^n ] / i$$

Où :

Va = valeur actuelle

a = annuité

i = taux d'actualisation

n = durée en années

$$Va = a \times 1 - [ 1 / (1+i)^n ] / i \quad \text{ou encore}$$

$$Va = a \times [1 - (1+i)^{-n}] / i$$

$$Va = 6.000 \times 4,100197 = 24.601,18$$

### **1.2 Valeur actualisée du nominal**

La valeur actualisée d'une somme payable dans n années au taux de i est donnée par la formule suivante :

$$Va = Vo \times [1 / (1+i)^n] \quad \text{ou encore}$$

$$Va = Vo \times (1+i)^{-n}$$

$$Va = 100.000 \times 0,712986 = 71.298,62$$

### **1.3 Prime de remboursement**

Elle résulte de la différence entre le montant perçu et la valeur actuelle de l'emprunt :

ELEMENTS	MONTANTS
Valeur actuelle du principal	71 298,62
Valeur actuelle des intérêts	24 601,18
Total de la valeur actuelle	95 899,80
Somme perçue	100 000,00
<b>Gain</b>	<b>4 100,20</b>

## **2. Présentation de l'échéancier**

Année	Coût amorti	intérêts au taux		discount	à reporter
		contractuel	du marché		
1	95 899,80	6 000,00	6 712,99	712,99	96 612,79
2	96 612,79	6 000,00	6 762,90	762,90	97 375,68
3	97 375,68	6 000,00	6 816,30	816,30	98 191,98
4	98 191,98	6 000,00	6 873,44	873,44	99 065,42
5	99 065,42	6 000,00	6 934,58	934,58	100 000,00
<b>Totaux</b>		<b>30 000,00</b>	<b>34 100,20</b>	<b>4 100,20</b>	

## **3. Comptabilisation**

### **3.1 Journalisation**

512		Banque	100.000,00	
	164	Emprunts auprès des établissements de crédit		95.899,80
	164x	Prime de remboursement		4.100,20
661		Frais financiers	6.000,00	
	512	Banque		6.000,00
164x		Prime de remboursement	712,99	
	164	Emprunts auprès des établissements de crédit		712,99

661	512	Frais financiers Banque	6.000,00	6.000,00
164x	164	Prime de remboursement Emprunts auprès des établissements de crédit	762,90	762,90
661	512	Frais financiers Banque	6.000,00	6.000,00
164x	164	Prime de remboursement Emprunts auprès des établissements de crédit	816,30	816,30
661	512	Frais financiers Banque	6.000,00	6.000,00
164x	164	Prime de remboursement Emprunts auprès des établissements de crédit	873,44	873,44
661	512	Frais financiers Banque	6.000,00	6.000,00
164x	164	Prime de remboursement Emprunts auprès des établissements de crédit	934,58	934,58
164	512	Emprunts auprès des établissements de crédit Banque	100.000,00	100.000,00

NB : Le remboursement étant « *in fine* » (en fin de période), le compte de dette n'a été débité qu'à cette époque.

Si le remboursement avait été étalé sur la durée de l'emprunt, le compte « 164 – emprunts auprès des établissements de crédit » aurait été débité au fur et à mesure des échéances.

### **3.2 Comptes schématiques :**

Tel qu'affiché dans les comptes schématiques qui suivent, en définitive, l'entreprise a supporté en charges le montant des intérêts payés de la même manière que celui supporté selon l'ancien traitement.

La différence réside en le fait que le montant de la dette est réduit du volume de « l'avantage » dont a bénéficié l'entité en rémunérant l'emprunt à un taux inférieur à celui du marché.

Le volume de la dette augmente d'année en année jusqu'à égaliser le principal emprunté **A LA DATE D'ECHEANCE.**

**Présentation des comptes schématiques :**

années	164 - Emprunts auprès des établissements de crédit		512 - Banque	
1		96 612,79	100 000,00	6 000,00
2		762,90		6 000,00
3		816,30		6 000,00
4		873,44		6 000,00
5	100 000,00	934,58		106 000,00
Totaux mouvements	100 000,00	100 000,01	100 000,00	130 000,00
Soldes	0,01		<b>30 000,00</b>	
Totaux comptes	100 000,01	100 000,01	130 000,00	130 000,00

années	661 - Charge d'intérêts		xx - prime	
1	6 000,00		712,99	4 100,20
2	6 000,00		762,90	
3	6 000,00		816,30	
4	6 000,00		873,44	
5	6 000,00		934,58	
Totaux mouvements	30 000,00	0,00	4 100,21	4 100,20
Soldes		<b>30 000,00</b>		0,01
Totaux comptes	30 000,00	30 000,00	4 100,21	4 100,21

**4. Calcul de la valeur actuelle de l'emprunt avec  $T_{xR} = T_{xM}$**

**4.1 Somme des valeurs actualisées des échéances d'intérêts :**

$$Va = a \times [1 - (1+i)^{-n}] / i$$

$$Va = 6.000 \times 4,212364 = 25.274,18$$

Cette valeur actuelle aurait pu être calculée de la sorte par échéance :

Taux d'actualisation            6,00%

Années	Montant	
	à payer	actualisé
1	6 000,00	5 660,38
2	6 000,00	5 339,98
3	6 000,00	5 037,72
4	6 000,00	4 752,56
5	6 000,00	4 483,55
<b>Totaux</b>	<b>30 000,00</b>	<b>25 274,18</b>

#### **4.2 Valeur actualisée du nominal**

$$Va = Vo \times (1+i)^{-n}$$

$$Va \ 100.000 \times 0,747258 = 74.725,82$$

#### **4.3 Coût amorti et résultat**

ELEMENTS	MONTANTS
Valeur actuelle du principal	74 725,82
Valeur actuelle des intérêts	25 274,18
Total de la valeur actuelle	100 000,00
Somme perçue	100 000,00
<b>Gain</b>	<b>0,00</b>

Il est évident que les deux valeurs ci-dessus soient identiques en cas d'égalité des taux. Aussi, le calcul d'un TIE n'a alors aucune utilité.

#### **4.4 Présentation de l'échéancier**

Année	Coût amorti	intérêts au taux		discount	a reporter
		contractuel	du marché		
1	100 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00	100 000,00
2	100 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00	100 000,00
3	100 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00	100 000,00
4	100 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00	100 000,00
5	100 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00	100 000,00
Totaux		30 000,00	30 000,00	0,00	

Les taux étant égaux, les intérêts seront égaux.

Partant, le coût amorti sera ***forcément*** égal au nominal et aucun écart (discount) ne sera constaté dans une subdivision du compte « 164 – emprunts auprès des établissements de crédit »

**TAUX D'INTERET EFFECTIF - II**

Soit un emprunt dont les caractéristiques sont les suivantes :

Valeur nominale	90.000.000
Frais de mise en place	1.000.000
Taux d'intérêt contractuel	4,50 %
Durée de remboursement	12 ans
Mode de remboursement	Annuités constantes de fin de période

L'utilisation de la table financière V permettant de calculer le montant de l'annuité constante de fin de période nous donne le montant de 9.869.956,98.

**TAF :**

Il est demandé de :

1. Dresser le tableau d'amortissement contractuel
2. Dresser le tableau d'amortissement réel et dégager les écarts sur intérêts par année
3. Comptabiliser ces opérations

## CORRIGE - TAUX D'INTERET EFFECTIF II

Dans l'exercice précédant, le TIE a été calculé du fait de l'écart entre le taux contractuel et celui du marché. Ici, il est considéré un taux du contrat identique à celui du marché ; mais l'emprunt supporte des frais de mise en place.

### Proposition de corrigé :

#### 4. Tableau d'amortissement contractuel et détermination du TIE

AN	VNC DP	Amort	Int	VNC FP	a
1					-89 000 000,00
1	90 000 000,00	5 819 956,98	4 050 000,00	84 180 043,02	9 869 956,98
2	84 180 043,02	6 081 855,04	3 788 101,94	78 098 187,98	9 869 956,98
3	78 098 187,98	6 355 538,52	3 514 418,46	71 742 649,46	9 869 956,98
4	71 742 649,46	6 641 537,75	3 228 419,23	65 101 111,71	9 869 956,98
5	65 101 111,71	6 940 406,95	2 929 550,03	58 160 704,76	9 869 956,98
6	58 160 704,76	7 252 725,26	2 617 231,71	50 907 979,50	9 869 956,98
7	50 907 979,50	7 579 097,90	2 290 859,08	43 328 881,60	9 869 956,98
8	43 328 881,60	7 920 157,31	1 949 799,67	35 408 724,29	9 869 956,98
9	35 408 724,29	8 276 564,38	1 593 392,59	27 132 159,91	9 869 956,98
10	27 132 159,91	8 649 009,78	1 220 947,20	18 483 150,13	9 869 956,98
11	18 483 150,13	9 038 215,22	831 741,76	9 444 934,91	9 869 956,98
12	9 444 934,91	9 444 934,91	425 022,07	0,00	9 869 956,98
<b>Totaux</b>		<b>90 000 000,00</b>	<b>28 439 483,73</b>	<b>TIE =</b>	<b>4,70%</b>

Ce taux a été déterminé par application de la formule suivante: = TRI(F17;F29)

Somme des paiements (9.869.956,98 x 12) = 118 439 483,73

NB : pour le calcul du TIE, seule la dernière colonne est suffisante. L'intégralité du tableau est utile pour faire apparaître le montant de l'intérêt contractuel aux fins de l'identification des écarts entre les intérêts contractuels et les intérêts effectifs (page suivante).

#### 5. tableau d'amortissement réel faisant ressortir par années la différence entre le volume des intérêts contractuels et réels

Les intérêts réels seront calculés

- sur la VNC DP (Début de Période) = montant réellement utilisé par l'entreprise : 89.000.000 (montant contractuel diminué des frais supportés pour la mise en place)
- par application du TIE



Les amortissements seront déterminés en retranchant

- Le montant des intérêts ainsi calculés
- De l'annuité calculée selon le plan d'amortissement contractuel et qui va être payée au prêteur (calculée sur un nominal de 90.000.000 et au taux contractuel – tableau précédent)

Année	VNCDP	Amort	Intérêts	annuité
1	89 000 000,00	5 690 637,88	4 179 318,96	9 869 956,84
2	83 309 362,12	5 957 862,50	3 912 094,34	9 869 956,84
3	77 351 499,62	6 237 635,62	3 632 321,22	9 869 956,84
4	71 113 864,00	6 530 546,50	3 339 410,34	9 869 956,84
5	64 583 317,50	6 837 212,08	3 032 744,76	9 869 956,84
6	57 746 105,42	7 158 278,27	2 711 678,58	9 869 956,84
7	50 587 827,15	7 494 421,28	2 375 535,56	9 869 956,84
8	43 093 405,87	7 846 349,11	2 023 607,73	9 869 956,84
9	35 247 056,76	8 214 802,99	1 655 153,85	9 869 956,84
10	27 032 253,77	8 600 558,97	1 269 397,87	9 869 956,84
11	18 431 694,81	9 004 429,52	865 527,32	9 869 956,84
12	9 427 265,28	9 427 265,28	442 691,56	9 869 956,84
<b>Totaux</b>		<b>89 000 000,00</b>	<b>29 439 482,10</b>	<b>118 439 482,10</b>

L'écart déterminé par année entre les intérêts effectifs et les intérêts contractuels se présente comme suit :

Année	Intérêts		
	effectifs	contractuels	écarts
1	4 179 318,96	4 050 000,00	-129 318,96
2	3 912 094,34	3 788 101,94	-123 992,40
3	3 632 321,22	3 514 418,46	-117 902,76
4	3 339 410,34	3 228 419,23	-110 991,11
5	3 032 744,76	2 929 550,03	-103 194,73
6	2 711 678,58	2 617 231,71	-94 446,87
7	2 375 535,56	2 290 859,08	-84 676,48
8	2 023 607,73	1 949 799,67	-73 808,06
9	1 655 153,85	1 593 392,59	-61 761,26
10	1 269 397,87	1 220 947,20	-48 450,67
11	865 527,32	831 741,76	-33 785,56
12	442 691,56	425 022,07	-17 669,49
<b>Totaux</b>	<b>29 439 482,10</b>	<b>28 439 483,74</b>	<b>-999 998,36</b>

La somme des écarts est égale au montant des frais de mise en place de l'emprunt soit 1.000.000 DA (999.998,36 sur tableau : différences d'arrondi du tableau)

## 6. Comptabilisation

Lors de la mise en place de l'emprunt, il sera constaté :

512 486	164	Banque Charges constatées d'avance Emprunts auprès des établissements de crédit	89.000.000 1.000.000	90.000.000
------------	-----	--	-------------------------	------------

Au terme de chacune des douze années il sera constaté le schéma suivant :

164 661	486 512	Emprunts auprès des établissements de crédit Charge d'intérêts Charges constatées d'avance Banque	Amort Intérêts	Ecart Annuité
------------	------------	---	-------------------	------------------

Annuellement y seront inscrites ces valeurs :

ANNEE	DEBIT		CREDIT	
	661	164	486	512
1	4 179 319,18	5 819 956,98	129 319,18	9 869 956,98
2	3 912 094,55	6 081 855,04	123 992,61	9 869 956,98
3	3 632 321,42	6 355 538,52	117 902,96	9 869 956,98
4	3 339 410,52	6 641 537,75	110 991,29	9 869 956,98
5	3 032 744,92	6 940 406,95	103 194,90	9 869 956,98
6	2 711 678,73	7 252 725,26	94 447,01	9 869 956,98
7	2 375 535,70	7 579 097,90	84 676,62	9 869 956,98
8	2 023 607,85	7 920 157,31	73 808,18	9 869 956,98
9	1 655 153,95	8 276 564,38	61 761,36	9 869 956,98
10	1 269 397,95	8 649 009,78	48 450,75	9 869 956,98
11	865 527,37	9 038 215,22	33 785,62	9 869 956,98
12	442 691,58	9 444 934,91	17 669,51	9 869 956,98
<b>Totaux</b>	<b>29 439 483,73</b>	<b>90 000 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>118 439 483,73</b>

Ainsi :

- l'ensemble des charges est constaté 29.439.483,73
  - intérêt contractuel 28.439.483,74 et
  - frais de mise en place : 1.000.000 qui ont été « étalés » sur la durée de l'emprunt
- les postes emprunt (164) et charges comptabilisées d'avance (486) sont normalement soldés.

**INSTRUMENTS FINANCIERS cas « Fiduciaire Sétifienne »**

La Fiduciaire Sétifienne, entreprise nouvellement créée et spécialisée dans le placement spéculatif de fonds fait appel à vos services.

Elle vous informe qu'elle a l'intention d'investir dans des obligations émises aux conditions suivantes :

Date d'achat	02 janvier 2011
Date d'émission de l'emprunt obligataire par l'EPE «ENERSOL» spécialisée dans le développement de l'énergie solaire pour 10 ans	02 janvier 2004
Nombre d'obligations	20
Valeur nominale	100.000
Intérêts servi annuellement	12,00 %
L'ancien porteur a négocié un supplément sur valeur nominale	10,00 %
Le courtier « Banque Spéculative » est rémunéré par une commission fixe	1,50 %

**TAF :**

Il est demandé de :

- calculer la juste valeur au moment de l'acquisition
- déterminer le taux d'intérêt effectif
- dresser le tableau de suivi
- passer les écritures comptables à chaque époque
- présenter le compte « titres »
- dresser un état comparatif avec les méthodes actuelles ?

## CORRIGE - INSTRUMENTS FINANCIERS

### « Fiduciaire Sétifienne »

#### Proposition de corrigé :

#### 1. Coût au moment de l'acquisition (juste valeur) :

L'inscription au débit du compte « titres » devra comprendre tous les éléments constitutifs du coût :

ELEMENTS	MONTANTS
Valeur nominale	100 000
Nombre d'obligations	20
Valeur à l'émission	2 000 000
Négociation du vendeur	200 000
Prix payé au vendeur	2 200 000
Commission du courtier	33 000
<b>Coût</b>	<b>2 233 000</b>

#### 2. Détermination du taux d'intérêt effectif :

**Rappel :**

Le taux d'intérêt effectif est celui qui, appliqué aux mouvements de trésorerie futurs, permet l'égalité avec le mouvement initial

**Identifions les flux de trésorerie :**

Epoque	Sens	Motif	Montant
zéro	Sortie	Décassement pour l'achat des obligations	2 233 000
31/12/2011	Entrée	Coupons servi par ENERSOL	240 000
31/12/2012	Entrée	Coupons servi par ENERSOL	240 000
31/12/2013	Entrée	Coupons servi par ENERSOL	240 000
31/12/2013	Entrée	Remboursement du nominal par ENERSOL	2 000 000

Ainsi, nous pouvons poser :

$$\left[ 240\,000(1+\text{TIE})^{-1} \right] + \left[ 240\,000(1+\text{TIE})^{-2} \right] + \left[ 2\,240\,000(1+\text{TIE})^{-3} \right] = 2.233.000$$

En utilisant la fonction TRI «excell», nous obtenons :

Epoque	Flux	
zéro	-2 233 000	ligne 2
Terme 1	240 000	ligne 3
Terme 2	240 000	ligne 4
Terme 3	2 240 000	ligne 5
<b>TIE</b>	<b>7,51862%</b>	=TRI(B2:B5) (colonne B : colonne « flux »)

### 3. Tableau de suivi :

Le produit financier effectif sera calculé par application du TIE au montant engagé en début de période.

Une fois calculés, les produits financiers seront déduits de l'annuité constante reçue (rémunération des obligations = intérêts reçus = 240.000 DA) pour déterminer l'amortissement

Solde DP	Int reçus	Produit financier	Amortissement
2 233 000	240 000	167 891	72 109
2 160 891	240 000	162 469	77 531
2 083 360	240 000	156 640	83 360
<b>totaux</b>	<b>720 000</b>	<b>487 000</b>	<b>233 000</b>

### 4. Comptabilisation :

#### Au 02 janvier 2011

Achat de 20 obligations (2004) EPE ENERSOL, Spa

272	512	Titres représentatifs de droit de créance (obligations, bons) Banque	2.233.000	2.233.000
-----	-----	---	-----------	-----------

#### Au 31 décembre 2011

Encaissement coupon N°08 Obligations (2004) EPE ENERSOL, Spa

512		Banque	240.000	
	272	Titres représentatifs de droit de créance (obligations, bons)		72.109
	762	Revenus des actifs financiers		167.891

**Au 31 décembre 2012**

Encaissement coupon N°09 Obligations (2004) EPE ENERSOL, Spa

512		Banque	240.000	
	272	Titres représentatifs de droit de créance (obligations, bons)		77.531
	762	Revenus des actifs financiers		162.469

**Au 31 décembre 2013**

Encaissement coupon N°10 Obligations (2004) EPE ENERSOL, Spa et Nominal

512		Banque	2.240.000	
	272	Titres représentatifs de droit de créance (obligations, bons)		2.000.000
	272	Titres représentatifs de droit de créance (obligations, bons)		83.360
	762	Revenus des actifs financiers		156.640

**5. Présentation du compte « titres » :**

A l'issue de l'opération, ce compte présente un solde nul

DEBIT	MONTANT	CREDIT	MONTANT
Achat obligations ENERSOL	2.233.000	Amortissement 2011	72.109
		Amortissement 2012	77.531
		Amortissement 2013	83.360
		Remboursement du nominal	2.000.000
<b>TOTAL</b>	<b>2.233.000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2.233.000</b>

Ainsi, les frais ont été amortis sur la durée totale.

## 6. Comparaison avec les méthodes actuelles :

Selon les méthodes actuelles,

- La comptabilisation des titres se fait au prix payé au porteur initial.
- Les frais du courtier sont immédiatement inscrits en charges.

La différence entre

- le prix payé à l'ancien porteur et
- la valeur faciale

sera inscrite en charges lors du recouvrement du principal (à l'échéance)

DATE	Selon PCN 75			Selon SCF 07			Incidence
	Charges	Produits	Résultat annuel	Charges	Produits	Résultat annuel	
au 01/01/2011	33 000		-33 000			0	-33 000
au 31/12/2011		240 000	240 000		167 891	167 891	72 109
au 31/12/2012		240 000	240 000		162 469	162 469	77 531
au 31/12/2013	200 000	240 000	40 000		156 640	156 640	-116 640
<b>Totaux</b>	<b>233 000</b>	<b>720 000</b>	<b>487 000</b>	<b>0</b>	<b>487 000</b>	<b>487 000</b>	<b>0</b>
Résultat global	<b>487 000</b>			<b>487 000</b>			

En définitive, à l'échéance, le résultat global est le même selon les deux méthodes. Sauf que la seconde est plus réaliste car en fait, l'intérêt « **réellement** » perçu n'est pas celui servi sur la valeur faciale, mais la rémunération de **TOUS** les montants **INVESTIS**.

En effet, outre le prix payé au porteur initial, les frais de courtage ne constituent pas des charges **MAIS** traités en tant que **coûts immobilisables** (au même titre que les frais d'approches des stocks ou des coûts d'acquisition des autres immobilisations).

## Exercice 19

### CONTRATS A LONG TERME - Cas *TOUBATI*

L'entreprise TOUBATI s'est engagée dans la réalisation d'un marché couvert pour un montant total de 120.000.000 DA. Ce contrat constitue son unique plan de charge. Il y est stipulé que la facturation se fera à l'achèvement (pas d'établissement de situations de travaux intermédiaires) et que le client peut être appelé pour le versement d'avances sur approvisionnements.

Les travaux facturables réalisés au 31.12.2010 ont nécessité la consommation des charges suivantes :

ELEMENTS	MONTANTS		reliquat sur budget
	prévus pour toute la réalisation	au 31.12.2010	
Matériaux de construction	65 000 000	19 500 000	45 500 000
Main-d'œuvre	18 000 000	5 400 000	12 600 000
Autres frais	9 000 000	2 700 000	6 300 000
Sous-traitance	15 000 000	4 500 000	10 500 000
<b>Total</b>	<b>107 000 000</b>	<b>32 100 000</b>	<b>74 900 000</b>

Par un concours de circonstance le lancement des travaux de l'autoroute « Est/Ouest » courant novembre a provoqué une légère tension sur le marché des matériaux de construction qui a généré une inflation de 30 % qui sera supportée par le restant des matériaux à consommer.

Le contrat prévoyant une pénalité de 10% du marché en cas de dépassement des délais de livraison au-delà de 30 jours, TOUBATI doit choisir entre :

- attendre la baisse des prix des matériaux de construction et consommer un retard de deux mois ou
- s'approvisionner et honorer ainsi ses engagements en matière de délais car elle espère remporter un autre contrat qui lui génèrera 50.000.000 DA de bénéfices.

Elle opte pour la seconde hypothèse.

#### **TAF :**

1. Sachant que *TOUBATI* a opté pour la comptabilisation selon la méthode dite « à l'avancement », présenter les écritures à passer au 31.12.2010 à l'inventaire (hors consommation de matières et fournitures).
2. Argumenter le choix du compte d'actif débité (compte de tiers ou de stock)
3. Donner un avis sur l'option du respect des délais.



## CORRIGE

### CONTRATS DE CONSTRUCTION - Cas *TOUBATI*

#### Rappel des dispositions du SCF :

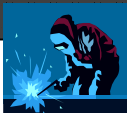
**Définition et champ d'application (§133.1 SCF)**

Les CLT portent sur la réalisation

- ☐ d'un bien,
- ☐ d'un service, ou
- ☐ d'un ensemble de biens ou services

Il peut s'agir de :

- ☐ Contrats de construction
- ☐ Contrats de remise en état d'actifs ou de l'environnement<sup>1</sup>
- ☐ Contrats de prestations de service



dont les **dates** de démarrage et d'achèvement se situent dans des **exercices différents**<sup>2</sup>

**Evaluation et comptabilisation**

La règle (§ 133.2 SCF)


**Méthode à l'avancement<sup>3</sup>**


- Les charges et les produits sont comptabilisés au rythme de l'avancement
- Le résultat comptable est dégagé au fur et à mesure de la réalisation

A défaut (§133.3 SCF)

**Méthode à l'achèvement**

- Si le système de traitement ou la nature du contrat **ne permet pas** la méthode à l'avancement,
- On enregistre en produit un **montant équivalent** à celui des charges constatées dont le recouvrement est probable





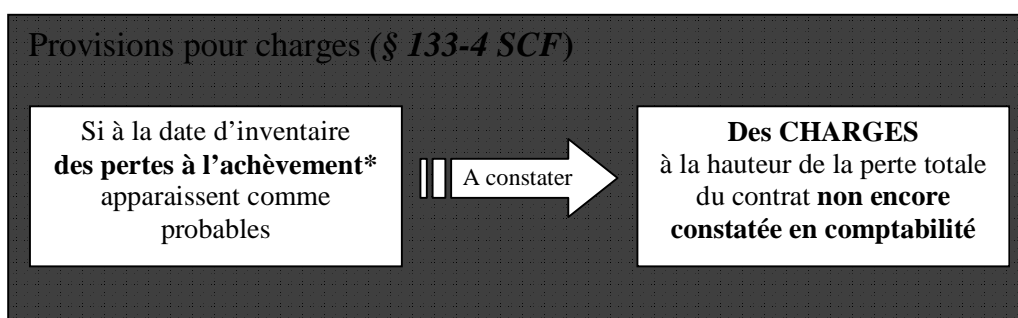
#### Notes :

- (1) selon l'IAS 11, sont également concernés les contrats de destruction
- (2) la notion de « long terme » n'est PAS liée à la durée, mais au chevauchement d'exercices. A noter que dans la mesure où une entité présente des situations intermédiaires, elle devra évaluer et comptabiliser ses opérations comme s'il s'agissait de l'arrêté annuel.
- (3) l'entité devra disposer d'un système de calcul des coûts par projet. Cela nécessitera la mise en place de procédures à même de permettre
  - l'identification des charges liées directement au projet
  - la ventilation des charges communes aux différents chantiers (matériels, temps hommes, heures machines,...)

### ***Quelles sont les opérations pouvant être concernées***

Dans l'attente de précision, faisons référence à l'IAS 11 qui, sans être limitative, mentionne les activités suivantes :

- ☐ bâtiment (notamment aménagement et lotissement de terrains), travaux publics,
- ☐ Ingénierie (en particulier informatique), électronique civile ou militaire,
- ☐ construction navale, industrie aéronautique et spatiale,
- ☐ publicité, conseil,
- ☐ marchés dits « clé en main »....



CHARGES déjà SUPPORTEES	PRODUITS DU CONTRAT prévus
CHARGES restant à SUPPORTER	<b>PROVISION</b>

---

(\*) en Algérie, elles sont communément désignées sous le vocable :  
« **pertes à terminaison** »

### **Considérations fiscales :**

Pour la détermination du résultat fiscal, la loi de finances pour 2010 ne retient que la seule méthode à l'avancement.

Cette mesure semble avoir été prise en vue de permettre une imposition tout au long de la durée de la réalisation. En effet, en cas d'utilisation de la méthode à l'achèvement, le résultat ne sera dégagé qu'au terme du contrat.

### **Commentaires :**

Le fait que la loi de finance (LF p/2010) n'admette que la seule méthode à l'avancement pour la détermination du résultat imposable, cela sous entend que l'entité se DOIT d'être en mesure de procéder de la sorte.

Si tel est le cas, pourquoi donc le SCF comporte-t-il le § 133.3 prévoyant la méthode alternative (à l'achèvement) ?

Dans le cas où une entité est en mesure d'évaluer ses CLT selon l'une ou l'autre des méthodes. Et dans la mesure où sa politique générale (ou celle du groupe auquel elle appartient) est d'appliquer la méthode à l'achèvement, elle devra faire usage de la méthode des impositions différés.

MAIS, si son organisation interne ne lui permet pas d'appréhender correctement les valeurs de la méthode à l'avancement (par exemple : organisation trop coûteuse par rapport aux résultats des contrats), est-ce que des calculs « approchés » pourront satisfaire à cette exigence d'ordre fiscal ?

Dans la négative, il sera fait obligation à toutes les entités algériennes d'utiliser la méthode, non pas pour la détermination du seul résultat fiscal, mais également du résultat comptable. Cela aboutira sans coup férir à une probable abrogation du paragraphe 133.3 de SCF prévoyant la méthode alternative (méthode à l'achèvement).

## Proposition de corrigé :

### 1. Comptabilisation du produit

#### 1.1 Calculs :

Le chantier du marché couvert constituant son unique plan de charge, la question de savoir sa capacité à évaluer exactement les produits et les charges y relatifs ne se pose pas.

Sachant que l'entreprise procède à la comptabilisation selon la méthode à l'avancement, une corrélation « charges/produits » se doit d'exister<sup>1</sup>.

De ce fait, les charges étant de 32.100.000, le chiffre d'affaire correspondant est de :

CA = (charges encourues x chiffre d'affaire total) / total charges prévues

CA = (32.100.000 x 120.000.000) / 107.000.000

CA = 36.000.000

Nous avons procédé par une simple règle de trois :

Si	107.000.000	de charges correspondent à des produits de 120.000.000,
alors	32.100.000	de charges correspondent à des produits de <b>CA</b> ?

---

#### Notes :

1. Il s'agit d'une méthode empirique du fait que le pourcentage d'avancement physique ne correspond pas forcément à celui de la facturation établie sur la base d'un bordereau des prix.

En effet, dans le cadre des travaux d'entreprises (bâtiments et travaux publics) la plus value dégagée sur les premiers items (terrassements, gros œuvre, ...) est généralement nettement supérieure à celle dégagée par les autres corps d'état (maçonnerie, finitions,...).

Cette manière d'opérer permet à l'entreprise de réalisation (dans le cas de facturation au fur et à mesure de l'avancement : décompte mensuel, par exemple) de réaliser un maximum de profit au début du chantier de manière à lui permettre une couverture financière relativement aisée.

Il va sans dire que cette manière de faire, quand bien même utile à la trésorerie, ne satisfait pas au principe de corrélation entre les charges encourues et les produits générés. Sauf à ce qu'il soit admis que les produits des contrats soient « scindés » :

- activités à forte valeur ajoutée et
- activités (corps d'état secondaires) dont la réalisation est nécessaire pour décrocher un contrat

Or, dans la réalité, nous assistons à la spécialisation : des entreprises gros-œuvres et génie civil, d'une part et de corps d'état secondaire, d'autre part.

Les entreprises contractant en tous corps d'état font souvent appel à la sous-traitance.

### **1.2 Comptabilisation :**

<b>418</b>		Clients - produits non encore facturés	36.000.000	
	704	Vente de travaux		36.000.000

### **2. Argumentaire pour le compte débité :**

Le texte précisant qu'il s'agit de « travaux facturables » c'est-à-dire ayant atteint un stade de facturation, le choix d'un compte de tiers est fondé sur deux raisons :

- Un compte de stock ne peut être débité que pour neutraliser des charges liées à un stade de réalisation ne **permettant pas** la facturation

*Exemple : lors de l'arrêté des comptes, une entreprise de réalisation n'a pas encore bétonné le plancher (communément appelé : dalle). Le bordereau des prix (devis estimatif et quantitatif) annexé au contrat stipule que les planchers sont facturés au m<sup>2</sup> réalisé. Aussi, les charges supportées (pour la mise en place du coffrage, la fixation des poutrelles, l'installation des hourdis, ...) seront neutralisées par un compte de produits en cours et activées dans un poste de stocks.*

- L'accord sur le principe de non facturations intermédiaires ne veut pas dire que les éléments réalisés n'ont pas généré de profits. Ainsi, le compte de produits crédité incluant le profit, un compte de tiers devra être débité.

Comme il a été convenu que la facturation se fera en une seule fois (à l'achèvement de l'ouvrage), une créance certaine ne peut figurer en comptabilité. Il sera donc débité le compte « 418 – Clients, produits non encore facturés »

### **3. Justification pour le choix du respect des délais :**

Si TOUBATI déciderait d'attendre la baisse des prix des matériaux, elle accuserait un retard de deux mois et supporter une pénalité de 12.000.000 DA (120.000.000 x 10 %).

Si au contraire elle décidait de respecter les délais, l'approvisionnement lui causera une charge supplémentaire de 13.650.000 (45.500.000 x 30 %).

Ainsi, son résultat prévisionnel sera minoré du même montant pour s'afficher à :

ELEMENTS	DETAIL	MONTANTS
Produits		120 000 000
Charges		120 650 000
Initiales	107 000 000	
Supplémentaires	13 650 000	
Résultat		-650 000

L'éventualité de pouvoir « décrocher » un autre marché laisse TOUBATI prendre un risque car perdre pour perdre, une perte supplémentaire de 1.650.000 (13.650.000 – 12.000.000) peut lui assurer un second plan de charge pouvant rapporter un profit de 50.000.000.

Enfin, ce premier marché générant probablement un déficit de 650.000, il y a lieu de constater une provision pour charge (paragraphe 133.4 du SCF) à concurrence des pertes à l'achèvement.

Le SCF ne précisant pas le modèle comptable qui convient et dans l'attente d'orientations, nous pouvons proposer l'écriture suivante :

<b>68*</b>		Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur	650.000	
	158 *	Autres provisions pour charges – passifs non courants		650.000

---

(\*) comptes à créer

1589 – provision pour pertes à terminaison (à moins d'utiliser une position disponible du SCF compte 14 ou 19)

689 – Provisions pour risques

## CONTRATS A LONG TERME

### Cas « TravoRoutes »

Fin 2009, l'entreprise « **TravoRoutes** » a été retenue pour la réalisation des glissières en béton sur un tronçon de 32 km de l'autoroute « est-ouest ». Les travaux doivent débuter le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et être exécutés en trois ans.

Le contrat a été conclu pour 544.000.000 DA (à raison de 17.000 DA/ml). Le volume global des dépenses est estimé à 496.000.000 DA.

A l'issue de la première année, le coût total a été révisé et a connu une augmentation de 24.000.000.

Ce surcoût étant la conséquence de retards imputables au client, ce dernier confie, en décembre 2010 à **TravoRoutes** des travaux supplémentaires pour 62.000.000 qui lui occasionneront 30.000.000 DA de charges en sus des prévisions.

En raison du renforcement en effectif, ces travaux supplémentaires n'entraînent pas de modification sensible des taux d'avancement physique.

Le volume des charges consommées est de :

Année	1	2	3
Montant	124 000	221 000	205 000

#### **TAF :**

Les charges étant déjà comptabilisées, il est demandé de :

- 1) Calculer le résultat prévisionnel du contrat (initial puis à chaque évènement)
- 2) Comptabiliser les produits du contrat selon la méthode à l'avancement

## CORRIGE - CONTRATS A LONG TERME

### Cas « TravoRoutes »

#### Proposition de corrigé :

##### 1) Calcul du résultat prévisionnel :

Issus de la différence entre les produits et les charges **prévisionnels** du contrat, ces calculs sont effectués

- **antérieurement** au commencement des travaux et
- **dès la survenance de chaque évènement** de nature à modifier les composantes du résultat. :

- 31.12.2009 : avant le commencement des travaux

en kDA

RUBRIQUES	Montants
Montant initial des produits convenus dans le contrat	544 000
Modification	
<b>Total des produits du contrat</b>	<b>544 000</b>
<b>Total estimé des coûts du contrat</b>	<b>496 000</b>
<b>Bénéfice estimé</b>	<b>48 000</b>

- 31.12.2010 : lors de l'établissement de l'avenant

A l'issue de la première année du contrat, **TravoRoutes** prévoit un supplément de charges de 54.000.000

- 24.000.000 : révision de l'estimation initiale
- 30.000.000 : charges induites par l'avenant

Ces 54.000.000 iront se rajouter aux 496.000.000 initialement estimés pour donner un total de 550.000.000

en kDA

RUBRIQUES	Montants
Montant initial des produits convenus dans le contrat	544 000
Modification	62 000
<b>Total des produits du contrat</b>	<b>606 000</b>
<b>Total estimé des coûts du contrat</b>	<b>550 000</b>
<b>Bénéfice estimé</b>	<b>56 000</b>



- 31.12.2011 : pas de variation des relations contractuelles et des éléments constitutifs du résultat

en kDA

RUBRIQUES	Montants
Montant initial des produits convenus dans le contrat	544 000
Modification	62 000
<b>Total des produits du contrat</b>	<b>606 000</b>
<b>Total estimé des coûts du contrat</b>	<b>550 000</b>
<b>Bénéfice estimé</b>	<b>56 000</b>

## 2) Comptabilisation des produits du contrat selon la méthode à l'avancement :

Pour ce faire, il s'agira d'estimer les produits au prorata des charges encourues (et déjà comptabilisées). Leur parfaite connaissance est utile pour calculer le pourcentage (charges encourues x 100 / charges estimées) qui sera appliqué au montant prévisionnel des produits du contrat évalués.

Dans ce cas, il est considéré une parfaite proportionnalité des charges et des produits.

### 2.1 Au 31 décembre 2010 :

Ces premiers calculs ont pour base les estimations initiales. Les variations connues en fin 2010 sont utiles

- pour la révision du résultat estimé (question 1)
- les calculs de 2011

Réalisation	Par année	Cumul
2010	124 000 000	124 000 000
2011		
2012		

#### *Détermination du taux d'avancement*

Réalisations	124 000 000
Prévisions	496 000 000
Soit un taux de	25,00%

#### *Estimation des produits du contrat au 31 décembre*

Prévus	544 000 000
Pourcentage d'avancement	25,00%
A comptabiliser	136 000 000

*Constatation :*

417		Créances sur travaux ou prestations en cours	136.000.000	
	704	Vente de travaux		136.000.000

**2.2 Au 31 décembre 2011 :**

Ici, tout aussi bien le volume des charges prévisionnelles que celui des produits attendus sont révisés.

Réalisation	Par année	Cumul
2010	124 000 000	124 000 000
2011	221 000 000	345 000 000
2012		345 000 000

***Détermination du taux d'avancement***

Réalisations	345 000 000
Prévisions	<u>550 000 000</u>
Soit un taux de	63%

***Estimation des produits du contrat au 31 décembre***

Prévus	606 000 000
Pourcentage d'avancement	<u>63%</u>
Réalisé	381 780 000
Déjà constaté	<u>136 000 000</u>
A constater	245 780 000

*Constatation :*

417		Créances sur travaux ou prestations en cours	244.127.273	
	704	Vente de travaux		244.127.273

**2.2 Au 31 décembre 2012 :**

Le contrat étant achevé, l'intégralité du produit généré pendant toute la durée doit être constatée.

De ce fait il n'est pas utile de dresser le décompte qui suit. Il y a tout simplement lieu de constater la différence entre le montant final et les produits comptabilisés courant les années antérieures.

Réalisation	Par année	Cumul
2010	124 000 000	124 000 000
2011	221 000 000	345 000 000
2012	205 000 000	550 000 000

***Détermination du taux d'avancement***

Réalisations	550 000 000
Prévisions	550 000 000
Soit un taux de	100%

***Estimation des produits du contrat au 31 décembre***

Prévus	606 000 000
Pourcentage d'avancement	100%
Réalisé	606 000 000
Déjà constaté	381 780 000
A constater	224 220 000

***Constatation :***

417		Créances sur travaux ou prestations en cours	224.220.000	
	704	Vente de travaux		224.220.000

## Exercice 21

### CONTRATS A LONG TERME – Cas *Société Des Routes*

La *Société des Routes* a démarré un contrat de 3 ans pour la réalisation d'un tronçon de route nationale. L'ODS relatif à ce contrat fixe le démarrage des travaux au 1<sup>er</sup> mars 2010.

Le prix convenu est de 300.000.000 DA pour un volume de charges estimé à 270.000.000 DA.

La wilaya ayant influé pour le recrutement des manœuvres en priorité parmi la population locales et désireuse d'accélérer les travaux, il a été convenu contractuellement qu'elle prenne en charge l'effet de l'augmentation des salaires (à inclure dans la facturation).

A fin 2010, les charges supportées sont de 74.000.000 et se ventilent ainsi :

ELEMENTS	MONTANTS		
	prévus	variations	supportés
Matériaux de construction	35 000 000	4 500 000	39 500 000
Main-d'œuvre (*)	20 000 000	7 000 000	27 000 000
Frais généraux	3 750 000	-750 000	3 000 000
Sous-traitance	4 500 000		4 500 000
<b>Total</b>	<b>63 250 000</b>	<b>10 750 000</b>	<b>74 000 000</b>

(\*) sur le montant de la variation, 1.200.000 sont dus au manque d'efficacité du personnel

Enfin, la nature des terrains exigeant des travaux supplémentaires à engager après le 31.12.2010, un avenant au contrat initial porte le montant total à 330.000.000 DA.

Ces travaux vont engendrer un surcoût de 22.000.000 DA.

Au 31.12.2010, le métré fait permet de constater un taux d'avancement de 30 %.

#### **TAF :**

A – En faisant abstraction de la TVA, il est demandé de

1. calculer le coût total du contrat
2. calculer le montant final du contrat (facturable)
3. Déterminer le résultat dégagé à fin 2010 selon la méthode à l'avancement (selon l'avancement physique et au prorata des charges encourues) - commenter
4. Déterminer le résultat dégagé à fin 2010 selon la méthode à l'achèvement

B – Passer les opérations en comptabilité courant 2010

## CORRIGE - CONTRATS A LONG TERME

### Cas *Société Des Routes*

#### Proposition de corrigé :

#### A – CALCULS

##### 1 – CALCUL DU COUT TOTAL DU CONTRAT

Toutes les charges nouvelles (étant liées au contrat) doivent être incluses dans le coût total :

ELEMENTS	MONTANTS
Coût initial	270 000 000
Variation de la révision des charges	10 750 000
Charges relatives aux travaux supplémentaires	22 000 000
<b>COUT FINAL</b>	<b>302 750 000</b>

##### 2 – CALCUL DU MONTANT FINAL DU CONTRAT

Les charges salariales découlant de l'inefficience de la main d'œuvre (1.200.000) ne peuvent aucunement être facturées à la wilaya du fait qu'il ne s'agisse pas d'une charge nécessaire à la réalisation du contrat mais d'une carence dans la gestion des ressources humaines. De ce fait, seules les charges « normatives » et susceptibles d'être acceptées par la wilaya seront rajoutées au montant du contrat (produits du contrat).

ELEMENTS	calculs	MONTANTS
Montant initial		300 000 000
Montant des travaux supplémentaires		30 000 000
Effet de l'augmentation des salaires (*)		5 800 000
Augmentation des salaires	7 000 000	
non imputable au client	1 200 000	
<b>MONTANT FINAL</b>		<b>335 800 000</b>

**Remarque :**

Si **Société Des Routes** avait bénéficié d'une subvention de 5.800.000 DA, son résultat fiscal aurait augmenté d'autant.

Le fait qu'elle ait accepté de récupérer son engagement financier par le biais d'une refacturation, elle supportera une charge supplémentaire de 116.000 DA relatifs à la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) au taux de 2 % sur les 5.800.000 qu'elle a inclut dans son chiffre d'affaires.

La **Société Des Routes** aurait mieux fait de négocier une subvention qui aurait été inscrite en produits sans générer un surplus de TAP.

**3 – DETERMINATION DU RESULTAT DEGAGE A FIN 2010 SELON LA METHODE A L'AVANCEMENT**

- **Variante a - comptabilisation au prorata de l'avancement physique**

Dans cette méthode l'on considère une étroite corrélation entre les valeurs physiques et les valeurs financières ; ce qui n'est pas toujours vrai.

ELEMENTS	MONTANTS
Montant total du contrat	300 000 000
Pourcentage d'avancement	30%
Produits	90 000 000
Total des coûts supportés	74 000 000
<b>Résultat a</b>	<b>16 000 000</b>

**Remarque :**

Dans la vie pratique, il n'est pas très aisé d'apprécier un taux d'avancement physique du fait que les quantités réalisées au sein d'un même contrat n'aient pas forcément la même unité de mesure (ml, m<sup>2</sup>, m<sup>3</sup>, unités, heures machines, heures hommes, ...).

Quand bien même cela serait le cas, à la valeur des volumes de remblais ne peut nullement correspondre une même valeur pour le même volume de bétonnage !!!

De ce fait le choix de la méthode d'évaluation en fonction de l'avancement physique est « à prendre avec des pincettes ».

- **Variante b – comptabilisation au prorata des coûts encourus**

Ici, la primauté est donnée aux valeurs financières. Les produits de l'exercice seront déterminés en appliquant le taux de progression des charges (charges encourues / total charges prévues) au prix total du marché.

$$\text{Taux de progression des charges} = \frac{\text{Charges de l'exercice}}{\text{Total des charges}} \times 100$$

$$\text{Taux de progression des charges} = \frac{74.000.000}{302.750.000} \times 100$$

Taux de progression des charges = 24,44 %

**Produit de l'exercice (PE) = Prix du marché x taux de progression des charges**

$$\text{PE} = 335.800.000 \times 24,44 \% = 82.069.520$$

ELEMENTS	MONTANTS
Produits	82 069 520
Total des coûts supportés	74 000 000
<b>Résultat b</b>	<b>8 069 520</b>

En fait, la révision du contrat n'a eu lieu que le 31 décembre 2010. Ainsi, les valeurs à retenir pour la détermination du résultat de 2010 seront :

- Pour les produits : celles du contrat initial ; l'augmentation de 30.000.000 concerne des travaux futures
- Pour les charges : le montant des variations supportées courant l'exercice iront augmenter le montant initial ; les 22.000.000 liés aux travaux supplémentaires, devant être engagés courant les exercices ultérieurs, ne seront pas pris en compte pour le calcul du pourcentage d'avancement

Pour la détermination des produits de l'exercice il y a donc lieu de retenir les valeurs des premières estimations et non celles découlant de la révision (travaux à réaliser ultérieurement).

Le montant des charges est à retenir est celui prévu majoré des variations **réellement** supportés et relatives au quantitatif initial (sans révision). Le véritable résultat est donc de 5.080.000 :

Eléments	Retenus	A retenir
Charges de l'exercice	74 000 000	74 000 000
Total des charges (*)	302 750 000	280 750 000
%age d'avancement financier	24,44%	26,36%
Prix du marché	335 800 000	300 000 000
<b>Produits de l'exercice</b>	<b>82 069 520</b>	<b>79 080 000</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>8 069 520</b>	<b>5 080 000</b>

#### COMMENTAIRES :

La variante « a » dégage un résultat (16.000.000) supérieur à celui dégagé par la variante « b » (5.080.000). Ainsi, l'entreprise optera pour :

- la variante « a » si elle
  - est « pressée » par ses actionnaires qui veulent percevoir leurs dividendes,
  - désire présenter une situation plus florissante pour séduire son banquier ou d'autres bailleurs de fonds ou encore
  - désire récompenser le collectif des travailleurs par le versement d'une conséquente prime de rendement suite aux performances réalisées,
  - ....
- la variante « b » dans le cas où elle
  - ne dispose pas d'une bonne trésorerie,
  - voudrait reporter le paiement de l'impôt (IBS) et des dividendes,
  - envisage de procéder à des investissements ou lancer un nouveau marché,...

#### Mais, dans notre cas, a-t-elle REELEMENT le choix ?

Dans le cas présent, s'agissant de km de routes (il n'est pas fait mention d'ouvrages d'art : ponts, viaducs, ...), une très forte présomption de corrélation de charges et produits existe.

De ce fait, si l'on doit se conformer aux critères de régularité et de sincérité de la comptabilité l'on n'a **QU'UNE** seule possibilité : appliquer la variante « a » du fait que l'avancement physique semble être celui qui renseigne le mieux sur la réalité.

---

#### (\*)Cas du coût de l'inefficience de la main d'œuvre (inclut dans les 280.750.000) :

Dans notre cas, ce coût (non refacturé à la wilaya) n'a pas été neutralisé pour le calcul du résultat du contrat. Pour une meilleure appréciation, il serait plus seyant de ne pas l'inclure dans ce calcul. Il sera tout simplement confondu dans le résultat global de l'exercice (parallèle avec le principe de neutralisation de la sous activité lors du calcul des coûts de production des stocks)



Du fait que les tâches à réaliser pour une construction soient très diverses, les corps d'état (maçonnerie, plomberie, menuiserie, béton, peinture, électricité, ...) ne dégagent pas le même ratio « charge/produits ».

Le choix aurait été possible dans le cas précédent « **TOUBATI** » :

- Soit que l'entreprise est en mesure de quantifier ses réalisations physiques : elle procèdera à une estimation des produits en conséquence (système de bordereau des prix appelé communément devis estimatif et quantitatif)
- Soit qu'elle n'est pas en mesure de le faire : elle optera pour l'une des variantes « a » ou « b ».

L'entreprise agira de manière à ce que ses états financiers transcrivent au plus près la réalité économique.

#### **4 – DETERMINATION DU RESULTAT DEGAGE A FIN 2010 SELON LA METHODE A L'ACHEVEMENT**

Ici, il n'y a pas de calculs particuliers, le niveau des produits à constater sera égal à celui des charges supportées soit : 74.000.000 DA. De ce fait, le résultat affiché en fin d'exercice sera nul.

Le résultat global de l'opération ne sera su qu'à la clôture du chantier.

NB : Pour la détermination du résultat fiscal, l'administration exige une évaluation sur la base de la méthode à l'avancement.

De ce fait, au cas où l'entreprise est une filiale d'un groupe situé à l'étranger exigeant des sociétés du groupe l'observance de la méthode à l'achèvement, elle devra user du traitement réservé aux impôts différés (actif).

#### **B – COMPTABILISATION COURANT 2010 :**

COMPTE		LIBELLES	MONTANTS	
Dt	Ct		DEBIT	CREDIT
601		Matières premières	39.500.000	
63		Charges du personnel	27.000.000	
61/62		Frais généraux	3.000.000	
611		Sous-traitance générale	4.500.000	
	4 - 5	Cptes de tiers(4) ou financiers(5)		74.000.000
Mise en œuvre des facteurs de production (aux dates d'engagement)				

Méthode à l'avancement Variante a :

411 417		Clients ou Créances sur travaux ou prestations en cours	90.000.000	
	704	Vente de travaux		90.000.000

Méthode à l'avancement Variante b :

411 417		Clients ou Créances sur travaux ou prestations en cours	79.080.000	
	704	Vente de travaux		79.080.000

Méthode à l'achèvement :

335		Travaux en cours	74.000.000	
	723	Variation de stocks d'en-cours		74.000.000
METHODE A L'ACHEVEMENT – Neutralisation des charges				

NB : à fin de chantier, un compte de tiers sera débité pour le total des produits du contrat par le crédit des en cours débité antérieurement. La différence sera logée au compte de vente de travaux.

411 417		Clients ou Créances sur travaux ou prestations en cours	335.800.000	
	335	Travaux en cours (exercices antérieurs)		XX
	704	Vente de travaux (produits de l'exercice)		YY
METHODE A L'ACHEVEMENT - Constatation des produits du contrat				

Si le total des charges supportées (depuis le début du chantier à la clôture de l'exercice précédente) est supérieur au montant du contrat, le compte « 335-travaux en cours » sera débité.

Dans ce cas, le contrat aura dégagé une perte égale au montant des travaux en cours majoré du volume des charges encourues pendant l'exercice durant lequel le chantier a été achevé.

De ce fait, la méthode à l'achèvement ne permet la détermination qu'à l'issue du contrat qu'il s'agisse d'un résultat positif ou négatif (peu de probabilités que l'entreprise puisse apprécier en cours de chantier des pertes à terminaison) constatées antérieurement).

## DIVERS ASPECTS

### Cas « West-Tissage »

- Subventions
- Dépenses ultérieures des actifs corporels
- Sort réservé aux organes récupérés après démantèlement
- Produits opérationnels
- Frais de formation

Dans le cadre de la relance économique, l'assemblée populaire nationale a voté un budget destiné au renflouement des entreprises publiques. Le premier programme est destiné au secteur du textile (utilisant une forte main d'œuvre) à hauteur de 40% du budget.

Dans ce cadre, l'entreprise « West-Tissage » a bénéficié de quatre subventions :

- 180.000.000 DA pour l'acquisition de nouvelles cartes payées 300.000.000 DA au fournisseur
- 80.000.000 DA pour la visite générale des bancs à broches. Le total des frais est de 150.000.000 DA (dont 40.000.000 DA de frais internes)
- 30.000.000 DA pour la visite générale des continus à filer et qui a coûté 90.000.000 DA (dont 20.000.000 DA de frais internes).
- 30.000.000 DA représentent une contribution aux frais de formation :
  - 10.000.000 DA concernant des agents de maintenance (bancs à broches et dévidoirs)
  - 20.000.000 DA relatifs à un perfectionnement d'agents commerciaux recrutés dans le cadre de la révision de la politique commerciale

Le coût de la formation est respectivement de 20.000.000 DA et de 30.000.000 DA

Les agents de maintenance ont bénéficié d'un recyclage en vue d'une meilleure maîtrise des équipements spécifiques de l'entreprise

Les agents commerciaux ont reçu une formation à caractère général (leur permettant d'être opérationnel en tout secteur d'activité). C'est pourquoi ils sont liés à l'entreprise par un contrat de fidélité de trois (03) années.

De la balance après inventaire il est extrait :

EQUIPEMENT	VALEURS		
	BRUTES	AMORT	NETTES
Cartes	350.000.000	330.000.000	20.000.000
Bancs à broches	600.000.000	500.000.000	100.000.000
Continus à filer	400.000.000	350.000.000	50.000.000

## **INFORMATIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS**

### **a – Cardes :**

Devenues complètement inutilisables, « West-Tissage » n'a pu récupérer que les moteurs électriques dont la valeur marchande (en leur état actuel) est de 8.000.000 DA. Le reste a été cédé à une fonderie pour 7.000.000 DA.

### **b – Bancs à broches :**

Leur cadence de production, inférieure à celle des continus à filer, faisait que ces derniers (situés en aval dans le process de production) n'étaient utilisés qu'à 75% de leur capacité nominale. La révision a permis d'augmenter la cadence de production ayant pour conséquence la suppression des temps d'arrêts des continus à filer.

### **c – Continus à filer :**

La réparation a essentiellement concerné les différents mécanismes régulateurs de tension dont le mauvais état provoquait des coupures de fils.

### **d – Divers :**

Profitant de l'arrêt des équipements, « West-Tissage » a procédé au rembobinage des moteurs des continus à filer et de ceux récupérés des cardes. Le coût total à supporter par moitié est de 4.000.000 DA

### **TAF :**

Sachant que l'entreprise a choisi de faire figurer la subvention dans ses états financiers et donc de rapporter la subvention aux résultats au même rythme que les amortissements, procéder à la comptabilisation des opérations liées aux :

1. cardes (sortie, acquisition et subvention)
2. bancs à broches (visite générale et subvention)
3. continus à filer (visite générale et subvention)
4. opérations liées à la formation (dépenses et subvention)

**NB :** toutes les opérations ont lieu le 31.12

## CORRIGE - DIVERS ASPECTS - Cas « West-Tissage »

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Expurge du bilan (§ 121.11 SCF)

Une immobilisation corporelle ou incorporelle est éliminée du bilan

- ☐ lors de sa sortie de l'entité ou
- ☐ lorsque l'actif est hors d'usage de façon permanente

**ET** que l'entité **n'attend plus** aucun avantage économique futur

- ☐ ni de son utilisation
- ☐ **ni** de sa sortie ultérieure

#### Résultat sur sortie (§121.12 SCF)

Les profits et les pertes provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle ou incorporelle

- ☐ sont déterminés par différence entre les produits de sortie nets estimés et
- ☐ la valeur comptable de l'actif

et sont comptabilisés en produits ou en charges opérationnelles

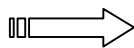
dans le compte de résultat.

#### Nouveauté :

Le résultat (dégagé lors de la désactivation) n'est plus considéré comme étant hors exploitation mais relevant des activités courantes de l'entité (charges opérationnelles). En effet, peut-on concevoir que la maladie ou le décès soient « exceptionnels » pour l'espèce humaine ? Non ! Cela est également valable pour un élément relevant d'une entité. Il est **tout à fait normal** qu'une chose ait un début et une fin.

#### Sort des dépenses ultérieures (§ 121.6 SCF)

Si elles ne permettent **QUE** la restauration du niveau de performance de l'actif

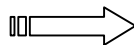


**comptabilisées en CHARGES**



**Si elles AUGMENTENT la valeur comptable de ces actifs**

C'est à dire s'il est probable que des avantages économiques futurs supérieurs au niveau original\* de performance iront à l'entité,



**comptabilisées en IMMOBILISATIONS**

elles iront augmenter la valeur comptable de l'actif concerné

(\*) lire : originel (les deux termes ayant le même radical, « originel » est plus proche du terme « antérieur » que « original » qui sied mieux à « modèle d'origine »).

DIFFERENTS AVANTAGES		
QUANTITATIFS	QUALITATIFS	FINANCIERS
Modification d'une unité de production  <b>allongeant</b> sa durée de vie ou <b>augmentant</b> sa capacité	Amélioration de pièces machines permettant d'obtenir une  <b>amélioration substantielle</b>  ➤ de la <u>qualité</u> ou ➤ de la <u>productivité</u>	Nouveaux processus de production permettant d'obtenir  <b>une réduction substantielle</b>  des coûts opérationnels antérieurement constatés

## Proposition de corrigé :

### 1. Traitement comptable des opérations liées aux cartes

Sortie des anciennes cartes : trois opérations distinctes sont identifiées :

- a) Expurge du bilan
- b) Cession à la fonderie
- c) Récupération des moteurs électriques

Si l'on devait respecter ce schéma, les écritures se présentent comme suit :

- a) Expurge du bilan

2815		Amort. Matériel et outillage	330.000.000	
652		Moins value sur sortie d'actifs immobilisés non financiers	20.000.000	
	215	Install. techniques Mat. Out. Ind.		350.000.000

- b) Cession à la fonderie

512		Banques – comptes courants	7.000.000	
	752	Plus values sur sorties d'actifs immobilisés non financiers		7.000.000

- c) Récupération des moteurs électriques

36		Stocks provenant d'immobilisations	8.000.000	
	752	Plus values sur sorties d'actifs immobilisés non financiers		8.000.000

Ce schéma d'écritures aurait été valable sous le règne du PCN qui prévoit la détermination de la plus ou moins value par différence entre :

- un compte de cession (792-produit de cession des investissements cédés ou détruits) et
- un compte de charges (692-valeur résiduelle des investissements cédés)

Or, le SCF n'a pas prévu les comptes de « cession » et de « valeurs résiduelles ». Seuls des comptes de plus et moins value sont nomenclaturés :

- 652 Moins value sur sortie d'actifs immobilisés non financiers
- 752 Plus values sur sorties d'actifs immobilisés non financiers

Ainsi, en considérant la concomitance des trois étapes ci-dessus, une seule et même écriture fera apparaître la plus ou moins value :

2815		Amort. Matériel et outillage	330.000.000	
36		Stocks provenant d'immobilisations	8.000.000	
512*		Banques – comptes courants	7.000.000	
<b>652</b>		<b>Moins value sur sortie d'actifs immobilisés non financiers</b>	<b>5.000.000</b>	
	215	Install. techniques Mat. Out. Ind.		350.000.000

(\*) Dans la mesure où les éléments cédés à la fonderie ne l'auraient pas encore été, la valeur probable de réalisation sera logée dans un compte de stocks.

S'agissant de rebuts, l'utilisation du compte « 358 - Produits résiduels ou matières de récupération (déchets, rebuts) » est tentante. Or ce compte concerne les matières utilisées dans le process de production.

De ce fait, Il semble évident de débiter le compte « 36 – stocks provenant d'immobilisations », qu'il s'agisse d'éléments réutilisables en interne ou vendables (quelque soit leur état)

#### Comptabilisation des nouvelles cartes

215		Install. techniques Mat. Out. Ind.	300.000.000	
	512	Banques – comptes courants		300.000.000

#### Comptabilisation de la subvention

Dans l'énoncé, il est précisé que l'entreprise avait décidé de faire figurer les subventions dans ses états financiers ; ce qui revient à dire que le montant de la subvention ne viendra pas en déduction des valeurs des actifs (voir exercice relatif aux subventions).

512		Banques – comptes courants	180.000.000	
	131	Subventions d'équipements		180.000.000



## 2. Traitement comptable des opérations liées aux bancs à broches (BAB)

### Visite générale des BAB :

Il est précisé que la révision a permis l'augmentation des capacités. Dans ce cas, le SCF (paragraphe 121.6) précise que les dépenses ultérieures (à la comptabilisation initiale) doivent faire l'objet d'une activation si elles permettent le bénéfice *d'avantages futurs*.

Une augmentation de capacité constitue un avantage futur ; cette augmentation peut être perçue comme « l'acquisition d'un autre équipement ».

215		Install. techniques Mat. Out. Ind.	150.000.000	
	512	Banques – comptes courants		110.000.000
	73	Production immobilisée		40.000.000

L'inscription des 40.000.000 DA de frais internes en produits (73) est destinée à compenser les frais initialement engagés par l'entité (main d'œuvre, matériaux, amortissements, ...)

NB : pour le suivi comptable des investissements, la nouvelle valeur viendra augmenter la VNC de l'équipement et la durée d'amortissement est à redéfinir\* (révision du plan d'amortissement).

### Comptabilisation de la subvention :

Etant liée à une immobilisation amortissable, elle sera inscrite dans un compte de capitaux propres :

512		Banques – comptes courants	80.000.000	
	131	Subventions d'équipement		80.000.000

L'inscription en produits se fera au rythme de la durée d'amortissement retenue pour le bien.

---

### Note :

(\*) Quoique non explicitement prévue par le PCN, cette approche a déjà été retenue par certaines entreprises lors de la réhabilitation de leurs usines (exemple de quelques semouleries-minoteries en 1997). En effet, à l'époque (bien avant qu'il ne s'agisse de la convergence avec les IFRS) seule cette méthode semblait convenir le mieux aux opérations de rénovation.

### 3. Traitement comptable des opérations liées aux continus à filer (CAF)

#### Visite générale des CAF :

Cette opération semble identique à la précédente. Il n'en est rien puisque les dépenses n'ont pas eu pour effet l'attente d'un avantage économique futur. Il s'agit d'une **simple réparation** destinée à restaurer **le niveau de performance originel** des CAF. La dépense y relative sera donc inscrite en **charges** :

615		Entretien, réparations et maintenance	70.000.000	
	512	Banques – comptes courants		70.000.000

Les frais internes (20.000.000) ayant été comptabilisés par ailleurs, il n'y a pas lieu de les reconsidérer.

Rappel : Pour ce qui est des BAB, (opération 2) comme les frais internes avaient contribué à l'augmentation des avantages futurs, ils ont été activés et neutralisés par le crédit du compte « 73 - production immobilisée ».

#### Comptabilisation de la subvention :

Le traitement comptable de la subvention suivra celui de l'élément principal (l'actif concerné) il s'agira donc d'une **subvention d'équilibre** :

512		Banques – comptes courants	30.000.000	
	741	Subventions d'équilibre		30.000.000

NB : les IFRS offrent la possibilité d'inscrire le montant de cette subvention en diminution du volume de la charge supportée (le SCF ne le précise pas)

### 4. Traitement comptables des opérations liées à la formation

#### Traitement de la dépense :

Les textes relatifs au SCF sont muets quant au traitement comptable de ce type de dépenses. Tenant compte du fait que le SCF est fortement inspiré des IAS /IFRS pour ce qui est des règles d'évaluation et de comptabilisation nous retiendrons la comptabilisation de ces frais en charge car ils sont supposés (*voir commentaire*) ne pas répondre à la définition des actifs

6		Charges	50.000.000	
	512	Banques – comptes courants		50.000.000

La liste des comptes proposée par le SCF n'affiche pas de compte spécifique à cette situation. Dans l'attente de précisions ultérieures, il ne semble pas incorrect de proposer l'utilisation de l'un des comptes suivants :

- 638. Autres charges de personnel : dans le cas où ces dépenses sont assimilées à un « avantage » offert au personnel (peu probable)
- 658. Autres charges de gestion courante : dans la mesure où les frais de formation sont considérés comme contribuant à « l'entretien » de la force de travail

Traitement de la subvention :

De même que pour la précédente, elle est à inscrire en produits

512		Banques – comptes courants	30.000.000	
	741	Subventions d'équilibre		30.000.000

---

**Point de vue :** Traitement des frais de formation

Il est sûr que les 20.000.000 DA engagés pour la formation des agents de maintenance ne répondent pas à la définition des actifs et ne peuvent donc pas être activés.

Pour ce qui est des 30.000.000 DA payés pour la formation des agents commerciaux nous développons un point de vue différent.

En effet, ceux-ci étant adossés à un contrat de fidélité de trois années, l'on peut valablement concevoir que l'entreprise pourra « exploiter » cette « machine-humaine » pendant cette période. De ce fait, les frais engagés seront à logger dans un poste d'immobilisations incorporelles.

Prenons le cas d'une société de menuiserie ébéniste qui finance une formation de longue durée à l'un de ses agents. Il semble évident qu'elle a tout intérêt de fidéliser l'agent en question pour (disons) quatre années.

A supposer que (dans l'année qui suit) cette entreprise soit rachetée par un groupe industriel. Qu'advierait-il du personnel formé ?

- devra-t-on considérer qu'il s'agisse de charges venant amoindrir l'actif net ? ou alors
- sera-t-il (le plus logiquement) valorisé dans le prix de cession ?

L'activité ayant fait l'objet d'une cession globale, le nouvel acquéreur dispose d'un droit « sur la force de travail » de l'agent courant la période de fidélité restant à courir.

La normalisation internationale précise que les frais de formation liés à la maîtrise d'un investissement donné ne soient pas inclus dans le coût d'acquisition de celui-ci ; sans plus !

Elle semble ne pas s'être (pour le moment) intéressée au traitement des frais de formation dont les bénéficiaires sont liés par un contrat de fidélité.

- Ne peut-on pas considérer les effets du contrat de fidélité comme étant « des avantages futurs économiques » ?
- Généralement, le contrat de fidélité prévoit un dédommagement de l'employeur par l'employé dans le cas où celui-ci décide de la rupture de la relation de travail avant terme. Ne s'agit-il pas là d'un avantage attendu de la sortie de « l'actif » ?
- Pour bénéficier du travail d'une personne, il n'est pas rare qu'un nouvel employeur « rachète » le reliquat du contrat à l'employeur auquel est lié l'employé. Ne s'agit-il pas là d'un « investissement » ?

Autant de questionnements qui seront certainement traités par une prochaine norme (nationale ou internationale)

Réflexion :

Toute chose (matérielle ou immatérielle) ne vaut **que** la sommation des « **valeurs-travail** » qui la constituent.

Or ces valeurs proviennent de connaissances (depuis la création de l'humanité).

**TOUTES** les avancées de la technologie, de l'aéronautique, de l'aérospatiale, de l'énergétique, de l'agriculture, de la médecine, des sports et loisirs, ... sont le fruit d'une **intelligence humaine** capitalisée depuis des milliers d'années !

Comment peut-on se limiter à évaluer les « produits » de cette connaissance et non la connaissance elle-même ?

Cela est certes très délicat ; mais ne sommes-nous pas en mesure de définir des critères et paramètres (quelque soit le degré de leur probité) et les réviser au fil du temps ? (Appréhendons tout au moins les dépenses engagées)

Il y a de fortes probabilités que cela se fera un jour. De cette manière, les balises (programmes scolaires, spécialisation, moralité...) de la qualité du futur humain ne pourront être que de mieux en mieux appréhendées.

**IMPOTS DIFFERES IBS.1** (reports fiscaux)

Les résultats comptables de six années successives se présentent comme suit :

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Résultat	-2 000	500	300	600	800	400

**TAF :**

1. Calculer l'IBS au taux de 25 %
2. Passer les écritures relatives aux impôts différés
3. Présenter la situation d'ensemble du compte « impôts différés  
... »

## CORRIGE - IMPOTS DIFFERES IBS.1 (reports fiscaux)

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Définition (§ 134.1 SCF)

L'imposition différée est une méthode **comptable** qui consiste à comptabiliser en charges

- la charge d'impôt sur le résultat \*
- imputable aux **seules opérations de l'exercice**

(\*) Par résultat, il faut entendre résultat net. En effet, la « charge d'impôt » est constituée

- aussi bien des impôts d'exploitation
- que des impôts sur le bénéfice

Anciennement (selon les dispositions du PCN), les enregistrements comptables permettaient d'identifier :

- les impôts liés à l'activité et qui sont « réellement » à la charge de l'entreprise et comptabilisés en **charges**
- les impôts « à la charge » des propriétaires de l'entreprise amputés des bénéfices (but) constatés dans un compte de **résultats**.

Le SCF considère TOUTES les impositions comme étant des charges.

Toutefois, il préconise une distinction entre les impôts et taxes liés à l'activité de l'entreprise et les impôts sur le résultat.

#### Sens de l'impôt différé (§134.2 SCF)

Un impôt différé correspond à un montant **d'impôt sur les bénéfices**

- **payable** (impôt différé passif) ou
- **recouvrable** (impôt différé actif)

Au cours  
d'exercices futurs

## DANS QUELS CAS FAUT-IL CONSTATER UN IMPOT DIFFERE ?

<u>DECALAGE TEMPORAIRE</u>	<u>REPORTS FISCAUX</u>	<u>TRAVAUX DE CONSOLIDATION</u>
<p>entre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ la <u>constatation</u> comptable d'un produit ou d'une charge et</li> <li>➤ sa <u>prise en compte</u> dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur dans un avenir prévisible,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ déficits fiscaux ou</li> <li>➤ crédits d'impôt</li> </ul> <p>reportables dans la mesure où leur imputation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ sur des bénéfices fiscaux ou</li> <li>➤ des impôts futurs</li> </ul> <p><b>est probable</b> dans un avenir prévisible.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ aménagements,</li> <li>➤ éliminations et</li> <li>➤ retraitements</li> </ul> <p>effectués dans le cadre de l'élaboration d'états financiers consolidés</p>

### Compensation\* (Titre III – Chap.2 - Fonctionnement des comptes)

Les impôts différés correspondant

- à chaque catégorie de différence temporelle ou
  - à chaque catégorie de pertes fiscales ou de crédits d'impôt non utilisés
- sont enregistrés distinctement.**

Une **compensation est possible** au niveau de la présentation du bilan et du compte de résultat uniquement lorsque :

- les débits et les crédits
  - relèvent de la **même administration fiscale**
  - pour la **même entité imposable**

- il existe un **droit** juridiquement exécutoire de **compenser** compte tenu de la nature et de l'origine de l'impôt concerné.

(\*) Voir exercice sur les décalages temporels

## Proposition de corrigé (reports fiscaux) :

### 1. Calcul de l'IBS

Ayant accusé un déficit en 2010, l'entreprise n'est soumise au paiement de l'impôt que dès lors qu'elle dégagera un bénéfice fiscal au cours des exercices ultérieurs ; ce report étant limité à cinq ans.

Le bénéfice fiscal sera donc égal au bénéfice comptable de l'exercice concerné duquel sera retranché le montant des déficits non encore épongés.

Les calculs se présentent comme suit :

ELEMENTS	ANNEES					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Résultat comptable	-2000	500	300	600	800	400
Déductions		500	300	600	600	
Réintégrations						
Résultat fiscal	-2000	-1500	-1200	-600	200	400
Taux IBS					25%	25%
Montant IBS	0	0	0	0	50	100

A fin 2013, l'entreprise a compris dans les déductions 1.400 kDA (500 + 300 + 600).

Au terme de la 4<sup>ième</sup> année, les bénéfices dégagés ont permis d'éponger la totalité de l'imposition différée.

L'excédent (200) du résultat de l'exercice (800) sur le reliquat des déficits à reporter (600) constitue l'assiette fiscale.

L'année suivante (aucun retraitement n'étant annoncé) le résultat fiscal sera égal au résultat comptable.

### 2. Comptabilisation

A fin 2010, l'entreprise détient sur l'administration fiscale « créance » de 500 (2000 x 25%). Au fur et à mesure qu'elle réalise des bénéfices (courant les années ouvertes au report déficitaire) cette créance diminue.



Avant l'adoption du SCF, cette évolution était suivie de manière extracomptable sur la déclaration annuelle\* (liasse fiscale). Or les états financiers doivent faire apparaître la situation REELLE de l'entité.

C'est pour cela que les droits et les obligations découlant d'un décalage temporel DOIVENT être inscrits en comptabilité

Au 31.12.2010

133	692	Impôts différés actif Imposition différée actif 2000 x 25 %	500	500
-----	-----	---	-----	-----

Au 31.12.2011

692	133	Imposition différée actif Impôts différés actif 500 x 25 %	125	125
-----	-----	--	-----	-----

Au 31.12.2012

692	133	Imposition différée actif Impôts différés actif 300 x 25 %	75	75
-----	-----	--	----	----

Au 31.12.2013

692	133	Imposition différée actif Impôts différés actif 600 x 25 %	150	150
-----	-----	--	-----	-----

Au 31.12.2014

692	133	Imposition différée actif Impôts différés actif 600 x 25 %	150	150
695	444	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires Etat, impôts sur les résultats 200 x 25 %	50	50

Au 31.12.2015

695	444	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires Etat, impôts sur les résultats 400 x 25 %	100	100
-----	-----	--	-----	-----

---

(\*) Communément et maladroitement désignée sous le vocable de « bilan fiscal » ; une entreprise ne produit QU'UN seul bilan et émet autant de situations que d'utilisateurs. Pourra-t-on parler d'un « bilan bancaire » ou d'un « bilan de rapport de gestion » ?

**3. Présentation du compte 133 – impôts différés actif :**

<b>au 31.12</b>	<b>Débit</b>	<b>Crédit</b>
2010	500	
2011		125
2012		75
2013		150
2014		150
<b>Totaux</b>	<b>500</b>	<b>500</b>

Au 31.12.2014 (4<sup>ième</sup> année du report), le compte « 133 – impôts différés » présente un solde nul tout comme les droits de l'entreprise sur l'administration fiscale.

**IMPOTS DIFFERES - IBS.2** (reports fiscaux - limite)

Les résultats comptables de six années successives se présentent comme suit :

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Résultat	-2 000	200	100	150	300	800	500

**TAF :**

- Calculer l'IBS au taux de 25 %
- Présenter la situation d'ensemble du compte « impôts différés ... »
- Commenter

## CORRIGE - IMPOTS DIFFERES IBS.2 (reports fiscaux - limite)

### Proposition de corrigé (reports fiscaux – limite) :

#### 1. Calcul de l'IBS

Dans ce cas, le total des reports déficitaires opérés est de 1.550 kDA.

L'entreprise ne pourra plus bénéficier du report du reliquat de ses déficits antérieurs non épongés à l'issue de la 5<sup>ième</sup> année (échéance butoir\*).

ELEMENTS	ANNEES						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Résultat comptable	-2000	200	100	150	300	800	500
Déductions		200	100	150	300	800	
Réintégrations							
Résultat fiscal	-2000	-1800	-1700	-1550	-1250	0	500
Taux IBS							25%
Montant IBS	0	0	0	0	0	0	125

#### 2. Présentation du compte 133 – impôts différés actif :

au 31.12	Débit	Crédit
2010	500,00	
2011		50,00
2012		25,00
2013		37,50
2014		75,00
2015		200,00
<b>Totaux sens</b>	<b>500,00</b>	<b>387,50</b>
Solde débiteur		112,50
<b>Totaux du compte</b>	<b>500,00</b>	<b>500,00</b>

#### 3. Commentaires :

Si la réglementation fiscale n'avait pas prévu de limite pour le report, l'entreprise aurait pu imputer le solde débiteur à fin 2015 (112,50) sur l'imposition de 2016. Elle n'aurait été redevable que de 12,50 (125,00 – 112,50).

Mais.... Faut bien fixer une limite pour le report déficitaire !

---

(\*) Le délai de report déficitaire a été ramené de 5 à **4 ans** par l'article 10 de la LF 2010 venant modifier l'article 147 du CIDTA.

**IMPOTS DIFFERES (décalage temporaire)**

Le 31.12.2011, la société « Confiserie de Sétif », implantée dans la commune de Ain Arnat a investi dans des moules de chocolat à l'effigie des joueurs d'une équipe locale pour 450.000 DA.

S'agissant d'une conjoncture favorable mais non durable, elle décide d'amortir les moules sur 03 ans alors que l'administration fiscale retient une durée de vie comprise entre 5 et 8 ans.

Par ailleurs, en 2016, les ventes réalisées par son dépôt de Béjaïa ont généré une taxe sur l'activité professionnelle de 100.000. Ce montant figure au débit du compte « 642- Impôts et taxes non récupérables sur chiffre d'affaires ».

**TAF :**

Sachant que le taux de l'IBS est de 25 %, il est demandé de :

- présenter le tableau de suivi des impôts différés pour les années 2012 à 2016 (justifier le choix de la durée d'amortissement retenue)
- constater les écritures relatives au traitement des impôts

## CORRIGE - IMPOTS DIFFERES (décalage temporaire)

### Proposition de corrigé :

#### Taxe sur l'activité industrielle et commerciale :

Cette taxe n'est déductible que lors de son paiement courant l'exercice suivant, lors de la déclaration G 50 à produire avant le 21 janvier n+1. Au taux de 25 %, l'IBS est de 25.000.

#### Amortissements :

#### 1. Présentation du tableau des écarts

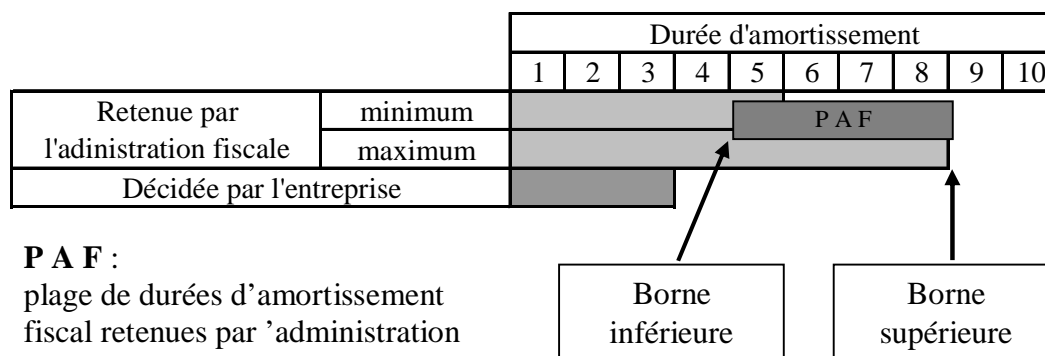
Année	Amortissement		Ecart	Impôt différé actif	
	comptable	Fiscal		Débit	crédit
2012	150.000	90.000	60.000	15.000	
2013	150.000	90.000	60.000	15.000	
2014	150.000	90.000	60.000	15.000	
2015		90.000	-90.000		-22.500
2016		90.000	-90.000		-22.500
<b>Totaux</b>	<b>450.000</b>	<b>450.000</b>	<b>00</b>	<b>45.000</b>	<b>-45.000</b>

Durant les trois premières années, la base imposable est majorée de 60.000 DA ; ce qui a induit une imposition supplémentaire de 45.000 (15.000 x 3).

Au cours des 4<sup>ième</sup> et 5<sup>ième</sup> années, l'on assiste à un renversement de situation du fait que la comptabilité n'enregistre plus de charges et qu'il faille poursuivre (en extracomptable) l'amortissement fiscal ; c'est-à-dire procéder à des « déductions ».

De cette manière, les impôts payés courant la première période de trois ans seront « rattrapés » sur les deux dernières années.

#### Justification du choix de la durée de cinq ans



Le choix de l'entreprise étant inférieur à la borne inférieure, l'amortissement fiscal se fera sur cette durée (5 ans).

Si le choix de l'entreprise avait été de 10 ans pour l'amortissement comptable, la durée à retenir pour l'amortissement fiscal aurait été la plus proche  $\Rightarrow$  8 ans (borne supérieure). Il se serait alors agi d'utiliser les compte « d'impôts différés passif ».

Enfin, si l'entité avait choisi une durée d'amortissement comptable comprise dans la fourchette admise par l'administration fiscale, aucun retraitements n'aurait été opéré.

## **2. Ecritures comptables**

*Concernant l'impôt différé actif :*

133	692	Impôts différés actif Imposition différée actif <b>IDA année 2012</b>	15 000	15 000
133	692	Impôts différés actif Imposition différée actif <b>IDA année 2013</b>	15 000	15 000
133	692	Impôts différés actif Imposition différée actif <b>IDA année 2014</b>	15 000	15 000
692	133	Imposition différée actif Impôts différés actif <b>Récupération IDA année 2015</b>	22 500	22 500
692	133	Imposition différée actif Impôts différés actif <b>Récupération IDA année 2016</b>	22 500	22 500

Au compte de charges relatif aux impôts différés actifs « 692 » ne correspond pas un compte de produits.

Ainsi, lorsque la tendance s'est inversée (en 2015 et 2016), le même compte est à utiliser tel que préconisé par le SCF (*à chaque fin d'exercice, les impôts différés actifs et passifs sont réajustés en contrepartie des **mêmes comptes**\**).

---

### **Note :**

(\*)Le TCR du PCN permettait de savoir « par lecture directe » l'annulation d'une charge sur exercice antérieur (compte 796). La nomenclature SCF n'offre malheureusement pas cet avantage. Il s'agira de « fouiner » dans le détail du crédit du compte de charge.

Concernant l'impôt différé passif :

Les règles de fonctionnement n'autorisent la compensation entre débit et crédit que dans certaines conditions (cf. rappel des dispositions du SCF).

S'agissant d'inspections des impôts distinctes (Sétif et Béjaïa), **aucune** compensation n'est possible entre

- la récupération des IDA année 2016 (sur amortissements) et
- ce nouvel impôts différé (sur TAP).

133		Impôts différés actif	25 000	
	692	Imposition différée actif		25 000
		<b>IDA année 2016</b>		

Cette écriture sera extournée en 2017 lors du paiement de la taxe.

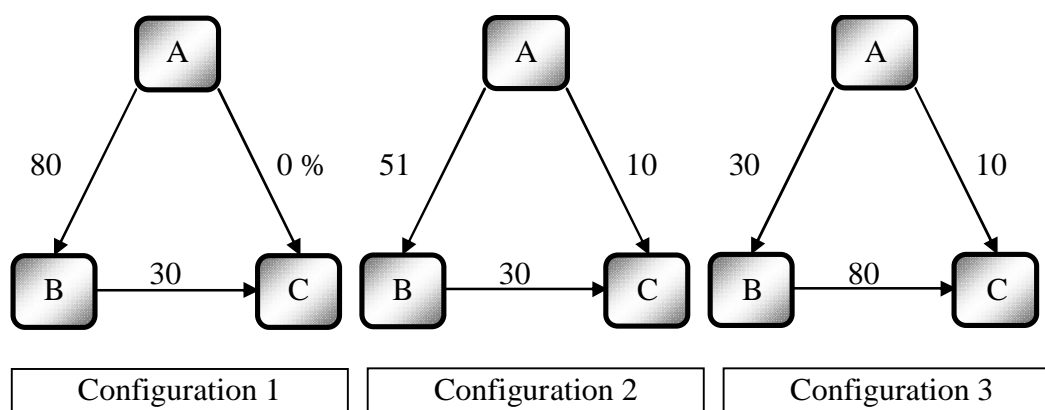


## CONSOLIDATION (notions de pourcentage d'intérêt et de contrôle)

Ayant dégagé des liquidités, une entreprise industrielle veut faire ses premiers pas dans le monde du « marché financier ».

- A. Le chargé du portefeuille, nouvellement installé, voudrait savoir les trois (03) méthodes de consolidation retenues par le système comptable financier 2007.
- B. L'entreprise C activant sur le même marché que A, cette dernière voudrait savoir la formule permettant un maximum de contrôle sur C.

De ce fait, il est demandé de déterminer les pourcentages de contrôle et d'intérêt de A sur C pour chacun des trois cas de figure suivants :



# CORRIGE

## Rappel des dispositions du SCF :

### Qui est tenu de présenter des comptes consolidés (§ 132.1 SCF)

Toute entité, qui a  
➤ son siège social ou  
➤ son activité principale  
sur le territoire algérien

ET

Qui **CONTROLE**  
une ou plusieurs autres entités

établit et **publie** chaque année les états financiers consolidés de l'ensemble constitué par toutes ces entités

### Définition du contrôle (§ 132.5 SCF)

Le contrôle est défini comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités.

### Situations où le contrôle est présumé exister (§ 132.5 SCF - suite)

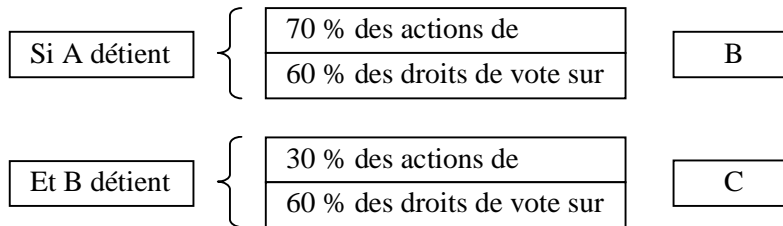
- **Détention<sup>1</sup>** directe ou indirecte (par l'intermédiaire de filiales) de la **majorité des droits de vote** dans une autre entité ;
- **Pouvoir sur plus de 50% des droits de vote** obtenu dans le cadre d'un **accord** avec les autres associés ou actionnaires ;
- **pouvoir** de nommer ou de révoquer la **majorité des dirigeants** d'une autre entité ;
- **pouvoir de fixer les politiques** financière et opérationnelle de l'entité en vertu des statuts ou d'un contrat ;
- **pouvoir de réunir la majorité des droits de vote** dans les réunions des organes de gestion d'une entité

---

#### Notes :

1. Plusieurs catégories d'actions peuvent représenter le capital d'une entité (actions simples, actions à vote double ou plus, actions de jouissance, ...). Ainsi, un actionnaire (ou ensemble d'actionnaires) propriétaire d'un nombre d'actions inférieur à la moitié peut (peuvent) détenir le contrôle de l'entité si le nombre de droits de vote attaché aux actions détenues dépasse la moitié du total des droits de vote.

**Premier cas de figure :**

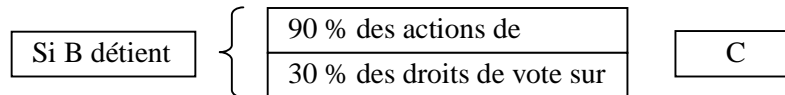


Alors, A contrôle B et C (car le contrôle de C est détenu par B qui ne détient pourtant QUE 30 % des actions)

Dans ce cas

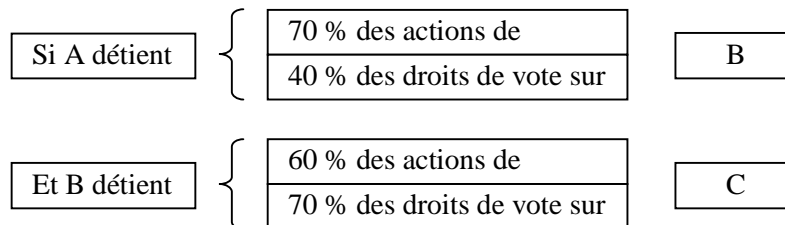
- B publiera des comptes consolidés formés par le groupe ( B-C) et
- A publiera des comptes consolidés formés par l'ensemble des entités (A, B et C).

Mais



Alors, A ne contrôle que B. Puisque le contrôle de C revient aux détenteurs des 70 % des droits de vote restants et non a B.

**Second cas de figure :**



Alors, B est bien une filiale de A (70 % étant supérieurs à 50 %).  
Et C est bien une filiale de B.

Mais Est-ce que A contrôle C ?

**NON** puisque A ne contrôle même pas sa propre filiale B.

Ici, tout aussi bien A que B **ne sont pas tenus** de présenter des comptes consolidés.

### Point de vue :

La société par actions (quoique régie depuis fort longtemps par les textes) est, réellement, une nouveauté dans le paysage économique algérien.

Pour le secteur privé, les formes les plus usitées en Algérie étaient les sociétés dites « à caractère familial » en raison de la force des liens personnels qui lient les associés (SNC : société de personnes et SARL : société de capitaux). Seules quelques rares SPA existaient. La règle était : « une action = une voix ».

Le grand « boom » des SPA est enregistré dès l'avènement de la Loi 88.01 relative à l'autonomie des entreprises publiques. Dans ces entreprises (tout comme pour le secteur privé) la règle était « une action = une voix ». Mais comme toutes les actions sont détenues par l'Etat, l'équation revient à dire « toutes les actions = 1 voix ».

Il est évident que jusqu'alors nous n'avons pas ressenti de besoin de gérer les rapports de force ; c'est pour cela que la question de savoir la distinction entre majorité du capital ou majorité des droits de votes ne se posait pas.

Aujourd'hui, que le besoin soit ressenti ou non (il le sera un jour lorsque les opérateurs économiques devront unir leurs compétences dans de grandes entreprises), le SCF prévoyant autre chose que le code de commerce<sup>1</sup>, nous faisons face à un conflit des sources du droit dans l'espace et dans le temps.

L'interprétation voudrait que l'on retienne les prescriptions du SCF (dernier arrivé). Mais le code de commerce a été légiféré par ordonnance ; et les orientations du SCF sont contenues au sein d'un arrêté ministériel.

Se pose alors le problème de conflit dans la hiérarchie des sources du droit ; et nous ne pouvons qu'attendre la modification du code de commerce pour nos petites multiplications et soustractions devant nous afficher les différentes proportions. Bien sûr, cela ne nous empêche pas de nous exercer (et même d'agir selon les prescriptions du SCF en vue de rester dans le respect de l'esprit des textes).

### REGLE :

L'obligation de présenter des comptes consolidés ne fait pas référence à la portion de capital (filiale<sup>2</sup>) détenu **MAIS** à la notion de contrôle :

Une entité en contrôle une autre {  
➤ Détenition de la majorité des droits de vote  
➤ Pouvoir sur plus de 50 % des droits de vote

### Note :

- (1) Le contrôle est réputé acquis dès lors que l'entité détient plus de 50% des droits de vote selon le SCF ; or le code de commerce (art 731) fixe un minimum de 40 %.
- (2) La filiale est définie par l'art 729 du CCce : « *Lorsqu'une société possède plus de 50% du capital d'une société, la seconde est considérée comme filiale de la première* ».

### Proposition de corrigé :

- A. méthodes de consolidation retenues par la normalisation internationale
- Intégration globale
  - Intégration proportionnelle
  - Mise en équivalence

Nous avons un intrus. Le SCF ne retient que **deux méthodes**. Celle de l'intégration proportionnelle (prévue par la normalisation internationale) n'a pas reçu les faveurs de notre nouveau système comptable.

- B. Pourcentage de contrôle et pourcentage d'intérêts

#### Pourcentage d'intérêts

C'est celui qui sera utilisé pour la distribution des dividendes et est constitué **de la somme**

- des intérêts directs : 100 % des actions et
- des intérêts indirects au prorata des intérêts détenus sur les éléments de la chaîne

INTERET	calculs	CONFIGURATION		
		1	2	3
direct		0%	10%	10%
indirect cas 1	80 x 30 %	24%		
indirect cas 2	51 x 30 %		15%	
indirect cas 3	30 x 80 %			24%
<b>Total</b>		<b>24%</b>	<b>25%</b>	<b>34%</b>

#### Pourcentage de contrôle

Ici, il n'y a pas de calculs « quantitatifs » à effectuer, mais des calculs stratégiques. Cela en raison du fait que le contrôle s'apprécie par son existence ou non.

*(to be or not to be)* pas de demi mesures

CONTROLE	CONFIGURATION		
	1	2	3
direct	0%	10%	10%
indirect	30%	30%	0%
<b>Total</b>	<b>30%</b>	<b>40%</b>	<b>10%</b>

### **Configuration 1**

B contrôle 30 % de C. Or B est sous contrôle exclusif de A (80 %).  
Alors A dispose de l'intégralité du contrôle de B sur C.

### **Configuration 2**

(même raisonnement) mais en plus, A contrôle 10 % de C par liaison directe

### **Configuration 3**

B contrôle 80 % de C. Et A n'a aucun contrôle sur B (juste 30 %).  
Le niveau du contrôle de A sur C est limité à la relation directe : 10 %

Ainsi avec

24 % de parts d'intérêts sur C, A en détient 30 % pour le contrôle

25 % de parts d'intérêts sur C, A en détient 40 % pour le contrôle

**MAIS**, avec

34 % de parts d'intérêts sur C, A **ne détient QUE** 10 % de son contrôle

Il est évident que les attitudes de A sur l'ensemble des entités du groupe d'entreprises dépendent de sa stratégie globale :

- Recherche d'un contrôle des politique ou
- Recherche de dividendes

A privilégiant le contrôle d C aux dividendes à percevoir, il est évident que A optera pour la configuration 2.

### **NB :**

- Dans cet exemple nous n'avons retenu que des valeurs relatives (pourcentages). En fonction de la stratégie globale de l'entreprise, la prise d'option du chargé du portefeuille dépendra également du volume des montants à engager.
- un prochain ouvrage spécifique aux comptes consolidés et aux comptes combinés sera disponible vers fin décembre 2010.

## CONSOLIDATION (intégration globale)

La société SONOMEDIA (**M**) spécialisée dans les prestations relatives à la sonorisation (salles de conférences, salles de cinéma, terrains de football, ...) est également éditeur de disques (pas disque vinyl qui n'existent presque plus, mais sur tout autre support magnétique, électronique ou autre)

Pour les besoins de renforcement de sa présence sur le marché, elle a décidé d'agir sur les facteurs exogènes notamment les équipements qu'elle achète à prix fort pour les utiliser dans ses travaux.

Pour cela elle a créé une filiale EQUIP-SONO (**F**) spécialisée dans la fabrication de microphones, d'enceintes acoustiques et de bien d'autres accessoires pour l'insonorisation.

Elle arrive à convaincre deux de ses fournisseurs (revendeurs) à se lancer dans la production. Ceux-ci, pas très optimiste, souscrivent à 30 % du capital et ne conservent que 10 % du contrôle (minorité de blocage). Leurs états financiers se présentent tel que suit :

RUBRIQUES	M	F	RUBRIQUES	M	F
Titres	350		Capital	1,000	500
Prêts	100		Réserves	800	400
Actifs	5,050		Résultat	100	200
Autre Actifs		2,000	<b>Tot.Cptx Pr.</b>	<b>1,900</b>	<b>1,100</b>
			Emprunts		100
			Dettes	3,600	800
<b>Total Actif</b>	<b>5,500</b>	<b>2,000</b>	<b>Total passifs</b>	<b>5,500</b>	<b>2,000</b>

Le poste « prêts » contient en totalité un prêt accordé par **M** à **F** qui éprouvait des difficultés à payer les salaires de ses employés. Les résultats s'affichent ainsi :

RUBRIQUES	M	F
Produits	600	900
Charge	500	700
<b>Résultat</b>	<b>100</b>	<b>200</b>

### TAF :

Il est demandé de procéder aux travaux de consolidation en suivant quatre étapes :

1. Sommation des bilans
2. Neutralisation des opérations réciproques
3. Calcul du résultat consolidé
4. Présentation du bilan consolidé

## CORRIGE

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Intégration globale (§ 132.7 SCF)

Dans quel cas utiliser cette méthode ?



Lorsqu'il s'agit d'entités  
contrôlées \*

Mode opératoire :

au bilan,

1. Reprendre les éléments du patrimoine de l'entité consolidante,
2. Remplacer les titres des entités consolidées par l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces entités déterminés d'après les règles de consolidation ;

au compte de résultat,

1. Remplacer les opérations de la société consolidante par celles réalisées par l'ensemble consolidé,
2. Exclure les opérations traitées entre elles par les entités faisant partie de cet ensemble (et neutralisation des marges internes au groupe)

Les états financiers consolidés prennent en compte les intérêts des tiers (**intérêts minoritaires**). Ceux-ci figurent sous une rubrique spécifique

- dans les capitaux propres et
- dans les résultats nets

de l'ensemble consolidé.

#### Point de vue :

Si une entité dispose de la majorité des titres sans détenir la majorité des voix, **elle ne détient pas le contrôle**.

De ce fait, elle n'est pas tenue de procéder à la présentation d'états consolidés.

De notre point de vue, cela ne l'empêche pas d'établir des états consolidés en vue d'une appréciation économique de l'ensemble du groupe.



Dans ce cas, pourra-t-elle annoncer les états présentés comme étant des « états consolidés » ?

Nous estimons qu'elle devrait éviter de le faire puisque cela pourrait prêter à confusion.

Si les utilisateurs pensent lire « des états consolidés » (au sens de la réglementation), ils penseront automatiquement que l'entité détient le contrôle.

### **Ce qui n'est pas vrai !!!**

Au risque de fournir, peut-être malgré soi, une fausse information

- non pas sur la quotité de la relation (pourcentage)
- mais sur la qualité de l'information.

l'entité qui « consolide » (mais qui n'est pas entité consolidante, au sens du SCF), DEVRA annoncer (bien en vue) le type de relation et le pourcentage d'intérêt et de contrôle sur toute la chaîne.

Mais cela ne concerne pas SONOMEDIA puisqu'elle détient la majorité des actions et du contrôle.

### Proposition de corrigé :

SONOMEDIA est tenu de procéder à la consolidation par intégration globale pour deux raisons :

- détenant 70 % du capital, elle se trouve concernée par les dispositions du code de commerce car EQUIP SONO est définie comme étant sa filiale (cela sera certainement confirmé ou remodelé par les instances concernées)
- détenant un pouvoir sur 90 % des droits de vote, les dispositions du § 132.5 du SCF lui sont applicables.

Si l'on devait s'en tenir strictement au SCF (le présent ouvrage a été réalisé pour cela) Qu'en aurait-il été de sa participation de 70 % dans le capital d'EQUIP SONO ?

Le pourcentage de contrôle nous est utile pour savoir s'il y a lieu de consolider ou non ; et dans l'affirmative choisir la méthode à adopter.

Celui de la participation dans le capital constitue le pourcentage d'intérêt (voir exercice précédent). C'est ce pourcentage qui servira de base aux calculs pour la consolidation.

Attention : ne pas baser les calculs sur le pourcentage de contrôle.

#### 1<sup>ière</sup> étape – sommation des bilans :

1. Les comptes d'actif et de passif seront tout simplement additionnés
2. Les capitaux propres consolidés de F seront constitués
  - des capitaux propres de F et
  - de la part des capitaux propres de F détenue par M (au prorata de la participation)

RUBRIQUES	M	F	CUMUL	RUBRIQUES	M	PART DANS F		CUMUL
						M	TIERS	
Titres	350		350	Capital	1 000	350	150	1 500
Prêts	100		100	Réserves	800	280	120	1 200
Actifs	5 050		5 050	Résultat	100	140	60	300
Autre Actifs		2 000	2 000	<b>Tot.Cptx Pr.</b>	<b>1 900</b>	<b>770</b>	<b>330</b>	<b>3 000</b>
			0	Emprunts		100		100
			0		3 600	800		4 400
<b>Tot. Actifs</b>	<b>5 500</b>	<b>2 000</b>	<b>7 500</b>	<b>Tot. Passifs et Kx P</b>	<b>5 500</b>	<b>1 670</b>	<b>330</b>	<b>7 500</b>

## 2<sup>ème</sup> étape – neutralisation des opérations réciproques

La valeur des titres que détient **M** dans **F** sera annulée ; il sera fait de même pour la valeur de la participation de **M** dans le capital de **F**.

Le prêt accordé à **F** sera également annulé par la suppression de l'emprunt contracté par **F** auprès de **M**.

RUBRIQUES	M	F	CUMUL	RUBRIQUES	M	PART DANS F		CUMUL
						M	TIERS	
Titres	"0"			Capital	1 000	"0"	150	1 150
Prêts	"0"			Réserves	800	280	120	1 200
Actifs	5 050		5 050	Résultat	100	140	60	300
Autre Actifs		2 000	2 000	<b>Tot.Cptx Pr.</b>	<b>1 900</b>	<b>420</b>	<b>330</b>	<b>2 650</b>
			0	Emprunts		"0"		
			0	Dettes	3 600	800		4 400
<b>Tot. Actifs</b>	<b>5 050</b>	<b>2 000</b>	<b>7 050</b>	<b>Tot. Passifs</b>	<b>5 500</b>	<b>1 220</b>	<b>330</b>	<b>7 050</b>

## 3<sup>ème</sup> étape – Etablissement du résultat consolidé :

Il suffit

- de cumuler l'ensemble des éléments du résultat puis
- de retrancher du résultat cumulé la part des intérêts hors groupe ou minoritaires ; soit 30 % du résultat de F.

RUBRIQUES	M	F	CUMUL
Produits	600	900	1500
Charge	500	700	1200
<b>Résultats</b>	<b>100</b>	<b>200</b>	<b>300</b>
Intérêts minoritaires 30 %			60
<b>Résultat consolidé (part du groupe)</b>			<b>240</b>

### Note :

Cas non envisagé dans le présent exercice (neutralisation des marges internes) :

Si les actifs de M (5.050) comprennent des stocks de 120 acquis auprès de F et que le coût de production de ces stocks soit de 90, il y aura lieu également de diminuer :

- un montant de 30 (120 – 90) la valeur des autres actifs de la marge réalisée par F lors de la vente à M et
- le résultat de F de la même valeur.

**4<sup>ème</sup> étape – présentation du bilan consolidé :**

L'on veillera à mentionner au passif les intérêts minoritaires calculés précédemment (1<sup>ère</sup> étape – sommation des bilans)

RUBRIQUES	CUMUL	RUBRIQUES	CUMUL	DETAIL	M	PART DE M DANS F
Titres		Capital	1 000		1 000	"0"
Prêts		Réserves	1 080		800	280
Actifs	5 050	Résultat	240		100	140
Autre Actifs	2 000	<b>Tot.Cptx Pr.</b>	<b>2 320</b>		<b>1 900</b>	<b>420</b>
		Intérêts minoritaires	<b>330</b>			<b>330</b>
	0	Emprunts				"0"
	0	Dettes	4 400		3 600	800
<b>Tot. Actifs</b>	<b>7 050</b>	<b>Tot. Passifs</b>	<b>7 050</b>		<b>5 500</b>	<b>1 550</b>

## CONSOLIDATION

(mise en équivalence)

La société mère **A** crée début 2012 une société **B** dont elle souscrit 40% du capital.

Au 31 12 de la même année, les deux bilans se présentent synthétiquement comme suit :

RUBRIQUES	A	B	RUBRIQUES	A	B
Titres	400		Capital	1 000	1 000
Actifs	3 000	1 970	Réserves	800	
			Résultat	100	170
			<b>Tot.Cptx Pr.</b>	<b>1 900</b>	<b>1 170</b>
			Dettes	1 500	800
<b>Total Actif</b>	<b>3 400</b>	<b>1 970</b>	<b>Total passifs</b>	<b>3 400</b>	<b>1 970</b>

### TAF :

Dresser le bilan consolidé que devra présenter A.

## Rappel des dispositions du SCF :

### Mise en équivalence

#### Dans quel cas utiliser cette méthode ? (§ 132.11 SCF)

Lorsqu'il s'agit **d'entités associées<sup>1</sup>** (celles sur lesquelles l'entité consolidante exerce une **influence notable<sup>1</sup>**).

#### Mode opératoire (§ 132.12 SCF)

##### Au niveau de l'actif du bilan consolidé,

- Remplacer la valeur comptable des titres par la part qu'ils représentent dans les capitaux propres et le résultat de l'entité associée,
- imputer l'écart ainsi dégagé aux réserves consolidées et au résultat consolidé,

##### Au niveau du compte de résultat consolidé,

- présenter sous une rubrique particulière la part du groupe dans le résultat de l'entité associée,
- prendre en compte dans le calcul du résultat consolidé cette part du groupe dans le résultat de l'entité associée

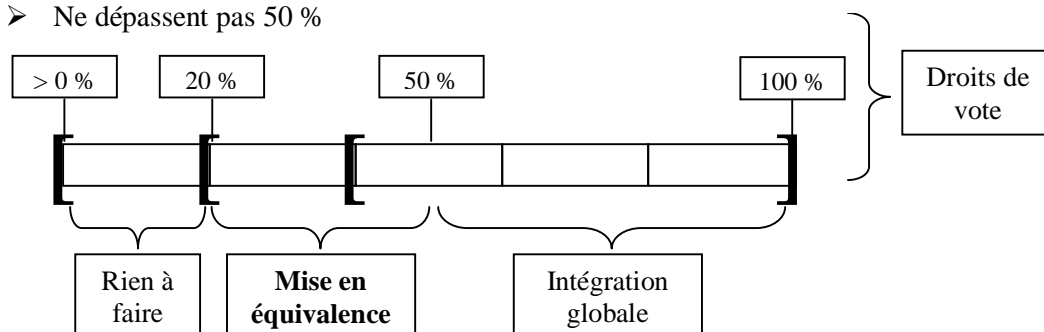
### Note :

1. Le SCF précise que les entités à consolider ne sont

- **ni** filiales (comprendre : « ni **entités contrôlées** ») et qui sont consolidables par la méthode de l'intégration globale,
- **ni** entités constituées dans le cadre d'opérations faites en commun (ces relations sont régies par une norme spécifique).

Il est fait application de cette méthode lorsque les droits de vote

- Sont égaux ou supérieurs à 20 % et
- Ne dépassent pas 50 %



**Proposition de corrigé :**

Dans cette méthode, il n'y a pas lieu de procéder comme pour le cas de l'intégration globale. En effet, ne détenant pas le contrôle, A ne sera amenée qu'à

- remplacer la valeur du portefeuille « titres » par sa quote-part dans les capitaux propres de B et
- intégrer dans ses capitaux propres la part qu'elle détient sur B.

La valeur du poste « Titres » sera remplacée par un montant représentant 40 % des capitaux propres de l'entité à consolider.

$$\text{Titres} = (1.170 \times 40\%) = 468$$

Il sera opéré de même pour la détermination des réserves et résultats consolidés

$$\text{Réserves} = 800 + (000 \times 40\%)$$

$$\text{Résultat consolidé} = 100 + (170 \times 40\%)$$

RUBRIQUES	M	RUBRIQUES	M
Titres	468	Capital	1 000
Actifs	3 000	Réserves consolidées	800
		Résultat consolidés	168
		<b>Tot.Cptx Pr.</b>	<b>1 968</b>
		Dettes	1 500
<b>Total Actif</b>	<b>3 468</b>	<b>Total passifs</b>	<b>3 468</b>

## Exercice 29

### OPERATIONS FAITES EN COMMUN

Trois opérateurs économiques se regroupent en vue de réaliser une piscine au profit d'un promoteur de centres de loisirs.

Contractuellement, les taux de participation sont ainsi arrêtés :

ordre	Taux	Partenaire
A	20 %	Bureau d'études
B	65 %	Entreprise de génie civil et de maçonnerie
C	15 %	Equipementier

Les opérations relatives à ce chantier sont ainsi résumées :

ordre	Opérations	Montants
1	Achat de sous-traitance chez B	25.000.000
2	Achat d'équipements chez C	15.000.000
3	Installation des équipements par une tierce personne (payé par chèque)	5.000.000
4	Prestation de A	5.000.000
5	Facturation au client	70.000.000

**NB :**

1. les opérations propres à chacun des coparticipants ne sont pas demandées
2. Les flux de trésorerie entre associés se feront lors du recouvrement du prix facturé au client

**TAF :**

Sachant que le bureau d'études est désigné comme chef de file – gérant, il est demandé de présenter les écritures à passer chez chacun des partenaires.



## Rappel des dispositions du SCF :

### Dispositions du § 131.1 SCF

#### Définition

Les opérations

- faites en commun ou
- les communautés d'intérêt

correspondent à un **accord contractuel** par lequel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique **sous contrôle conjoint**.

#### Comptabilisation

Elle dépend

- des clauses contractuelles et
- de l'organisation comptable prévue par les coparticipants.

### **Cas de copropriété d'un ou de plusieurs actifs (§ 131.1 SCF)**

chaque coparticipant comptabilise sa quote-part

- Des actifs
- Des passifs
- Des charges et
- Des produits

### Dispositions du § 131.2 SCF

Comptabilité tenue par un gérant **seul juridiquement connu des tiers**

Dans ce cas,

- les charges et les produits des opérations faites en commun ses propres charges et produits
- Chacun des autres coparticipants enregistre en produits ou en charges **uniquement** la quote-part de résultat lui revenant.

### Cas où les opérations sont effectuées par le biais **d'une entité séparée** (§ 131.4 SCF)

les coparticipants **comptabilisent chacun** la quote-part leur revenant dans

- les actifs,
  - les passifs,
  - les charges,
  - les produits
  - **le résultat, et**
  - **les flux de trésorerie**
- de l'entité commune.

### **Proposition de corrigé :**

#### **A – Chez le gérant :**

Pour les points (a1) et (a2) ci-après, le gérant comptabilisera les opérations commerciales indépendamment des liens qu'il a avec ses deux autres partenaires.

#### **a1. Enregistrement des opérations de réalisation**

604		Achats d'études et de prestations de services	5.000.000	
605		Achats de matériels, équipements et travaux <sup>1</sup>	15.000.000	
611		sous-traitance générale	25.000.000	
	401	Fournisseurs de stocks et services <sup>2</sup>		25.000.000
	404	Fournisseurs d'immobilisations <sup>2</sup>		15.000.000
	512	Banques comptes courants		5.000.000

#### **Notes :**

1. Au cas où l'entité applique la permanence de l'inventaire, il sera fait usage des comptes de stocks
2. Les dettes vis-à-vis des partenaires n'ont **AUCUNE** relations avec la convention de partenariat. Elles sont à considérer comme étant des dettes commerciales.

#### **a2. Enregistrement de l'opération de vente**

411		Clients	70.000.000	
	704	Vente de travaux		70.000.000

#### **a3. Quote-part à transférer aux associés**

##### **a3.1 – Calculs :**

Le gérant aura à dresser un tableau récapitulatif des opérations liées au projet. Il se présentera comme suit :

<b>ELEMENTS</b>	<b>MONTANTS</b>
Sous-traitance chez B	25.000.000
Achats auprès de C	15.000.000
Intervenant externe	5.000.000
Coût de la gestion revenant à A	5.000.000
Total des coûts	50.000.000
Facturation au client	70.000.000
<b>Résultat global de l'opération</b>	<b>20.000.000</b>

La ventilation se fera selon les pourcentages retenus dans la convention de partenariat :

Part de B	20.000.000 x 65 %	13.000.000
Part de C	20.000.000 x 15 %	3.000.000
Soit un total de		16.000.000

Il restera au gérant un bénéfice de 4.000.000 DA lui revenant (20 %).

### a3.2 – Comptabilisation :

Le résultat global étant compris dans la comptabilité du gérant A, il devra constater une dette vis-à-vis de ses partenaires par le débit d'un compte de charges :

655		Quote-part de Rtat/Opé. faites en commun	16.000.000	
	458B	Associés, Opé. faites en Com. ou en Groupe B		13.000.000
	458C	Associés, Opé. faites en Com. ou en Groupe C		3.000.000

Le compte de résultat dans la comptabilité du gérant s'affiche comme suit :

	CHARGES	PRODUITS
	25.000.000	70.000.000
	15.000.000	
	5.000.000	
	16.000.000	
Sous totaux	61.000.000	70.000.000
<b>Résultat</b>	<b>9.000.000</b>	
Totaux compte	70.000.000	70.000.000

Le résultat de 9.000.000 est égal à

- 5.000.000 Prestation de A
- 4.000.000 Part revenant à A (20.000.000 x 20%)

## **B – Chez l'entrepreneur en génie civil**

### **b1 - Facturation des travaux à A en qualité de client**

Les opérations relatives à la réalisation (matériaux, salaires, amortissements, ...) seront traitées selon la comptabilité classique et B considérera A comme étant un client « comme les autres ».

411	704	Clients Vente de travaux	25.000.000	25.000.000
-----	-----	-----------------------------	------------	------------

**b2 - Constatation de la créance sur A en qualité de coparticipant**

Ici, il sera fait utilisation des comptes spécifiques aux opérations faites en commun :

458A		Associés, Opé. faites en commun ou en group. A	13.000.000	
	755	Quote-part de Rtat/Opé. faites en commun		13.000.000

**C – Chez l'équipementier :**

**c1 - Facturation des travaux à A en qualité de client**

Les opérations relatives à la réalisation seront traitées selon la comptabilité classique et C considérera A comme étant un client « comme les autres ».

411		Clients	15.000.000	
	700	Vente de marchandises*		15.000.000

(\*) ou « 701 – Vente de produits finis » si les équipements sont fabriqués par C

**c2 - Constatation de la créance sur A en qualité de coparticipant**

Ici, il sera fait utilisation des comptes spécifiques aux opérations faites en commun :

458A		Associés, Opé. faites en commun ou en group. A	13.000.000	
	755	Quote-part de Rtat/Opé. faites en commun		13.000.000

---

**Point de vue : TAP**

Ici, l'intégralité de la taxe sur l'activité professionnelle est supportée par le gérant puisque le chiffre d'affaire est enregistré dans sa comptabilité. L'accord contractuel pourra comprendre :

- Des modalités de prise en charge par les autres coparticipants de leur quote-part
- Une plus grande part pour le gérant en vue de couvrir la charge supplémentaire (chiffre d'affaires x taux en vigueur – aujourd'hui 2 %).

Evidemment, il se pourrait que des dispositions fiscales ultérieures prescrivent les assujettis à cette taxe et les modalités de son paiement et de sa prise en charge dans le résultat fiscal. A titre d'exemple, il pourrait être prévu que la quote-part des autres coparticipants soit incluses dans leur charge et que le gérant procède à son règlement dans le cadre du paiement pour compte.

## INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE « *Semouleries de l'Est* »

La société ***Semouleries de l'Est*** fait partie d'un ensemble industriel disposant d'une convention de branche applicable à toutes ses filiales.

Cette convention prévoit l'octroi d'une indemnité de départ à la retraite qui sera servi lors du départ à raison d'un mois pour deux années d'ancienneté.

Les paramètres de calcul sont :

### **DONNEES GENERALES**

Age de la retraite pour hommes <sup>1</sup>	60 ans				
Taux moyen de l'augmentation des salaires (ONS)	6,00%				
Taux d'actualisation <sup>2</sup>	2,50%				
ELEMENTS	TRANCHES D'AGE				
	20 ≤ âge < 30	30 ≤ âge < 40	40 ≤ âge < 50	50 ≤ âge < 60	60 ≤ âge < 70
Mortalité (données de l'ONS par tranche d'âge) <sup>3</sup>	3,00%	4,00%	6,00%	12,00%	16,00%
Turn-over (données interne de l'entreprise) <sup>4</sup>	15,00%	6,00%	8,00%	3,00%	3,00%

### **Précisions :**

1. Dans notre cas nous n'avons prévu que des agents de la gent masculine. Pour les femmes, l'âge de départ à la retraite est de 55 ans. Toutefois, un agent (quelque soit son sexe) peut prétendre au départ à la retraite s'il capitalise une période de cotisation de 32 ans à la sécurité sociale avant l'atteinte de l'âge légal. Cette donnée est utile pour le calcul du nombre d'années restant à courir pour le départ à la retraite (pour la projection au jour du départ)
2. Taux sans risque : il s'agit généralement du taux servi sur les bons d'équipement du Trésor ou à défaut le taux moyen rémunérant les obligations sur 10 ans (avenir prévisible)
3. Une entreprise utilisera ses propres taux de mortalité s'ils sont nettement différents de ceux des statistiques nationales (exemple : mine de charbon, industrie sidérurgique, ...)
4. Chaque entité procède selon ses propres habitudes et réalités ; le turn-over est calculé
  - soit selon les tranches d'âge,
  - soit selon l'ancienneté,
  - soit selon le groupe socio professionnel,
  - soit une combinaison de plusieurs éléments.

**DONNEES INDIVIDUELLES**

ELEMENTS	AGENTS					
	1	2	„	„	N-1	N
Age de l'agent	52	58	35	62	28	44
Ancienneté	22	16	12	22	9	30

**TAF :**

Il est demandé de :

- A. calculer et comptabiliser le montant des engagements de retraite lors de la transition du PCN au SCF
- B. comptabiliser les écarts actuariels en supposant que le montant de la provision s'élève à 1.900.000 DA au 31.12.2010
- C. Donner un avis sur la comparabilité offerte par ces opérations.

## CORRIGE

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Qui est concerné par les avantages du personnel ? (§ 131.1 SCF)

le personnel

- ⇒ En activité
- ⇒ Non actif<sup>1</sup>



#### A quel moment comptabiliser ? (§ 131.1 SCF – suite)

L'inscription en charge se fait dès que :

- ⇒ le personnel a effectué le travail en contrepartie de ces avantages ou
- ⇒ les conditions auxquelles étaient soumises les obligations contractées par l'entité vis à vis de son personnel sont remplies

#### Opérations d'inventaire

A chaque clôture, l'entité **DOIT** constater une **provision** pour charge pour le montant de ses engagements<sup>2</sup> en matière ...



- Pensions
- Compléments de retraite
- Indemnités et allocations de départ à la retraite
- Avantages similaires



- Des membres du personnel
- Des associés<sup>3</sup>
- Des mandataires sociaux<sup>3</sup>

#### Modalités de calcul

##### Les provisions sont déterminées

Sur la base de la valeur **actualisée** de l'ensemble des obligations de l'entité vis-à-vis de son personnel



##### En utilisant

- ✓ des hypothèses de calcul
- ✓ des méthodes actuarielles adaptées

Notes :

1. Les avantages au personnel non actif (post emploi) sont pris en charges par les caisses sociales. Les compléments de retraite, s'ils existent, sont négociés avec
  - Des assureurs commerciaux (exemple : SAA – retraite plus)
  - Les mutuelles – pour les secteurs qui y sont fédérés
2. Les engagements concernent très souvent les seules **allocations de départ à la retraite**
3. A ce jour, en Algérie, l'entité n'est engagée qu'envers les membres de son personnel. Les associés et mandataires sociaux (administrateurs, membres des conseils de surveillance) ne bénéficient pas encore d'avantages susceptibles d'être incorporés dans les charges opérationnelles de l'entreprise.



### Proposition de corrigé :

Lorsque l'agent quitte l'entreprise à l'âge de la retraite, le calcul du montant de l'indemnité ou de l'allocation à lui servir ne pose aucun problème (droits acquis x salaire de référence).

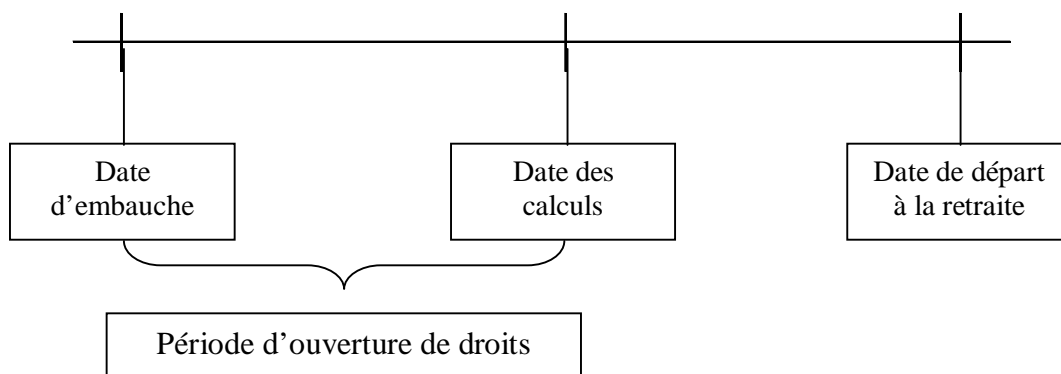
Pour ce qui est de la provision, la détermination de son montant nécessite moult calculs. La démarche se résume 5 étapes :

1. quantification des droits acquis par chaque agent
2. valorisation en multipliant le quantum des droits par le salaire de référence
3. projection du montant obtenu au jour de la retraite pour chacun des agents (utilisation du taux d'évolution des salaires et de la durée restante à courir)
4. détermination de l'engagement probable en calculant la probabilité que l'intéressé soit toujours dans l'entreprise au jour du départ à la retraite en tenant compte
  - du taux de mortalité (qui dépend de l'âge de l'agent et de son sexe)
  - du turn-over
5. Actualisation du montant de l'engagement probable

**NB** : l'ordre est à respecter pour les 3 premières étapes. Pour ce qui est des étapes 4 et 5, elles peuvent être calculées invariablement l'une avant l'autre.

#### A. Au jour de la transition au SCF

##### 1. Quantum des droits acquis



Pour la détermination des droits acquis, il y lieu

- de calculer le nombre d'années passées en entreprise
- de calculer les droits acquis

Sachant que l'entreprise accorde UN mois pour deux années d'ancienneté, le calcul est simple ; il s'agira de décompter un nombre de droits égal à la moitié du nombre d'années d'ancienneté.

Agents	1	2	...	...	n-1	n
Ancienneté	22	16	12	22	10	30
Droits acquis	11	8	6	11	5	15

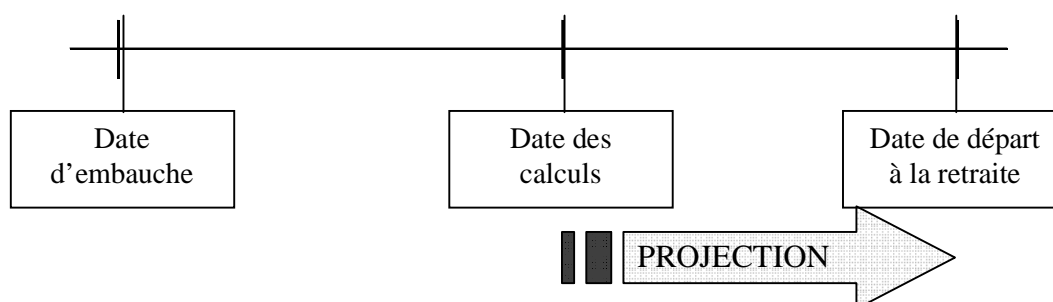
## 2. Valeur des droits acquis au jour de l'estimation de la provision

Leur montant sera égal au salaire de référence multiplié par le nombre des droits acquis :

Agents	Salaire de référence	Droits acquis	
		Nombre	Valeur
1	25 000	11	275 000
2	25 000	6	150 000
...	20 000	8	160 000
...	40 000	11	440 000
n- 1	22 000	5	110 000
n	30 000	15	450 000

## 3. Projection au jour de la retraite

Le montant de l'indemnité sera calculé lors du départ à la retraite. Dans ce cas, il y a lieu de projeter le montant actuel au jour de la retraite



Posons :

SJR : salaire au jour de la retraite

SA : salaire actuel

TE : taux d'évolution des salaires

NARC : nombre d'années restant à courir pour atteindre l'âge de la retraite

$$\boxed{\text{SJR} = \text{SA} (1+\text{TE})^{\text{NARC}}} \quad (\text{Formule de capitalisation})$$

Si le taux d'évolution est un indice fixe pour l'ensemble des personnels, il n'en est pas de même pour le nombre d'années restant à courir.

Il dépendra (à âge égal) du sexe de l'agent puisque l'âge de la retraite pour les femmes est (actuellement) avancé de cinq années par rapport à celui des hommes.

Une fois le nombre d'année connu, il est aisé de capitaliser le salaire mensuel qui sera multiplié par les droits acquis.

#### Données statistiques

Taux d'évolution des salaire 6%

Eléments	AGENTS					
	1	2	...	...	n-1	n
Age de la retraite	60	60	60	60	60	60
Age actuel	52	58	35	50	28	44
Nbre d'années restantes	8	2	25	10	32	16
Coefficient multiplicateur	1,593848	1,123600	4,291871	1,790848	6,453387	2,540352
Salaire actuel	275 000	150 000	160 000	440 000	110 000	450 000
Valorisation 31.12.2009	438 308	168 540	686 699	787 973	709 873	1 143 158
<b>Global</b>	<b>3 934 551</b>					

#### 4. Montant de l'engagement probable

Généralement, l'indemnité de départ à la retraite n'est servie qu'aux employés :

- Non décédés avant l'âge de départ à la retraite
- Quittant l'entreprise LORS de la retraite

Dans les faits, il en est autrement, les gens meurent et celles qui ne meurent pas ne demeurent pas forcément en entreprise.

L'engagement sera donc calculé en tenant compte de la probabilité que l'agent concerné sera toujours en fonction au jour de sa retraite.

Soit :

PR	probabilité de rester en entreprise jusqu'à l'âge de la retraite
PV	probabilité de rester en vie jusqu'à l'âge de la retraite
PNPQ	probabilité de ne pas quitter l'entreprise avant l'âge du départ à la retraite

Cette probabilité sera égale à **PR = PV x PNPQ**

Il s'agira donc d'appliquer invariablement (la multiplication étant commutative) :

- Le pourcentage de rester en vie au
- Pourcentage de ne pas quitter

Le taux obtenu sera affecté à l'engagement plein de sorte à obtenir un engagement pondéré :

Eléments	AGENTS					
	1	2	...	...	n-1	n
Certitude de vie	100	100	100	100	100	100
Probabilité de mourir	12	12	4	16	3	6
Probabilité de rester en vie (A)	88	88	96	84	97	94
Certitude de rester en entreprise	100	100	100	100	100	100
Turn over	3	3	4	3	15	8
Probabilité de ne pas quitter l'entreprise (B)	97	97	96	97	85	92
<b>Probabilité d'être en entreprise au jour de la retraite (A x B)</b>	<b>85,36</b>	<b>85,36</b>	<b>92,16</b>	<b>81,48</b>	<b>82,45</b>	<b>86,48</b>
Engagement plein	438 308	168 540	686 699	787 973	709 873	1 143 158
<b>Engagement pondéré</b>	<b>374 140</b>	<b>143 866</b>	<b>632 862</b>	<b>642 040</b>	<b>585 290</b>	<b>988 603</b>
3 366 801						

En %

Les droits acquis calculés sur la base du salaire de référence (450.000) vaudront au jour du départ à la retraite 3.366.801 DA.

**Peut-on réellement retenir ce total ?**

Ces 3.366.801 constituent le montant probable à payer du DEPART à la retraite. Il y a lieu de provisionner la somme des valeurs **actualisées**.

**5. Actualisation**

Il sera fait application d'un taux par référence à celui appliqué pour les investissements sans risques. Il s'agit généralement des taux appliqués sur le marché des obligations (émises par les SPA ou par le Trésor).

Les IFRS (source d'inspiration du SCF) ont été créées pour répondre au besoin d'informations financières dans des communautés où les valeurs de marchés sont prépondérantes. Qu'en est-il en Algérie ?

- Il existe un marché obligataire très... très... embryonnaire
- Le nombre d'opérations sur les Bons du Trésor (souvent appelés en Algérie « Bons d'équipement ») n'est pas de nature à susciter un réel marché

Le SCF n'ayant pas apporté de précisions quant aux taux et méthodes à retenir, il ne semble pas incorrect d'utiliser dans un premier temps le taux de réescompte de la Banque d'Algérie (Banque Centrale d'Algérie) majoré d'un ou de deux points de sorte à ce que le taux retenu soit compris entre

- le taux de réescompte et
- celui pratiqué pour les prêts à moyen terme par les banques primaires (banques commerciales).

La formule d'actualisation sera utilisée :

$$\text{Provision} = \text{engagement pondéré} \times (1,04)^{-n}$$

**Données statistiques**

Taux d'actualisation retenu 4% (2,50 + 1,50)

Eléments	AGENTS					
	1	2	...	...	n-1	n
Nombre d'années restantes	8	2	25	10	32	16
Coefficient d'actualisation	0,730690	0,924556	0,375117	0,675564	0,285058	0,533908
Engagement pondéré	374 140	143 866	632 862	642 040	585 290	988 603
Valorisation 31.12.2009	273 380	133 012	237 397	433 739	166 842	527 823
<b>Global</b>	<b>1 772 194</b>					

## B. Au 31 décembre 2010

L'instruction N° 2 du ministère des finances prévoit l'utilisation d'un compte « 1x – première application du SCF ». La première application constituant « un changement de méthode » une subdivision du compte « 104 – écart d'évaluation » peut être envisagée.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (transition au SCF : en extracomptable)

104	153	Ecart d'évaluation*	1.772.194	
		Provision pour pensions et obligations similaires		1.772.194

Au 31 décembre 2010 (comptabilisation courante)

6	153	Charge	127.806	
		Provision pour pensions et obligations similaires		127.806

« Total provision au 31.12.2010 – provision antérieure » = 1.900.000 – 1.772.194

## C. Opinion sur la comparabilité

La comptabilité arrêtée à fin 2010, doit afficher

- ses propres soldes et
- ceux de la réouverture 2010 (comptes 2009 retraités).

Nous avons bien inclus dans le bilan de réouverture le montant de la provision pour indemnité de départ à la retraite.

Nous avons également constaté au 31.12.2010 une **évolution**.

A quelle valeur va être comparée cette évolution ?

Il y a lieu de constater dans des comptes « proforma » 2008 la PREMIERE provision. Ceci permettra de comparer

- l'évolution 2010 sur 2009
- A celle de 2009 sur 2008

Ceci est également valable pour TOUS les autres postes à comparer.

### Exemple :

Les dotations aux amortissements de 2010 sont calculées sur la base des comptes d'immobilisation retraités lors de la transition (balance d'ouverture 2010)

Va-t-on les comparer aux dotations de 2009 assises sur d'anciennes valeurs des immobilisations ?

### **Que non !**

Nous prendrons le soin de calculer une dotation 2009 sur des comptes d'immobilisation retraités à fin.....**2008**.

---

Pour les exercices ultérieurs, l'entité veillera à mettre en œuvre les mêmes paramètres de calcul. Une modification de ceux-ci sera traitée par les dispositions du SCF relatives aux **changements de méthodes** et rectification d'erreurs.

**LOCATIONS** cas Trans-Maghreb – *variante A*

Trans-Maghreb est spécialisée dans le transport de minerais et de céréales.

Cette activité, fort lucrative, nécessite de gros investissements et un renouvellement constant de la flotte.

Par devant le ralentissement du marché des minerais, et profitant de la conjoncture favorable en matière de réalisations, elle décide de lancer une nouvelle activité dégageant des valeurs ajoutées confortables : le conditionnement de ciment.

Elle envisage de financer ses investissements par un leasing financier. Son banquier qui préfère la procédure classique du crédit d'investissement (emprunt indivis), demande un temps de réflexion.

Sur le point de conclure un important contrat de vente de ciment, Trans-Maghreb ne peut attendre la décision de son banquier et décide d'accepter de prendre en **location** une unité de conditionnement que lui propose un industriel qui désire quitter le monde des affaires.

Le contrat de location, conclu pour 06 ans, prévoit un abattement de 40% au cas où l'entreprise renouvelle la location.

**Variante A - TAF :**

Sachant que

- la durée d'utilité est de 10 ans,
- Valeur de marché (juste valeur) 200.000.000
- Valeur au bout de six ans 40.000.000
- La somme des valeurs actualisées des loyers est de 120.000.000

Il est demandé de classer le contrat de location (simple ou financement)

## CORRIGE LOCATIONS cas Trans-Maghreb – variante A

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Définition (§ 135.1 SCF)

Un **contrat de location** est un accord par lequel

- un bailleur cède au preneur
- pour une période déterminée

le droit d'utilisation d'un **actif** en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

#### Contrat de location financement (§ 135.1 SCF – suite)

L'on distingue

##### LOCATION FINANCEMENT

- **Transfert\*** au preneur la **quasi-totalité** des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif
- avec transfert de propriété en fin de contrat OU NON

##### LOCATION SIMPLE

Tout autre contrat

(\*) le crédit preneur **contrôle** l'actif. Il devra donc le faire figurer au bilan : « l'activer »

#### Dans quels cas il pourrait s'agir de situations de contrat de location financement<sup>1</sup> ?

1. La **propriété est transférée** au preneur **au terme** de la durée de location. (pour ce qui est des terrains, le contrat ne prévoyant pas ce transfert est un contrat de location simple ; même si les situations suivantes sont avérées)
2. Le **preneur a l'option<sup>2</sup>** d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur et il existe une certitude raisonnable que l'option sera levée

#### Notes :

1. La satisfaction à **l'UNE** des cinq conditions ci-dessus suffit pour qualifier le contrat de location en « location financement ». (lire notre point de vue en page suivante)
2. La latitude est donnée au crédit preneur ; sans que le crédit bailleur ne puisse s'y opposer.



3. La **durée** de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique\* de l'actif **même** s'il n'y a pas transfert de propriété
4. Au commencement du contrat, la **valeur actualisée** des paiements minimaux au titre de la location s'élève, au moins, à la **quasi totalité de la juste valeur** de l'actif loué
5. Les actifs loués sont d'une **nature spécifique** et seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter de modifications majeures

(\*) En effet, à l'issue d'une telle période, le crédit bailleur récupère le contrôle de son bien « sans aucune substance » (ou très peu) du fait que l'actif, à cette époque, soit considéré comme non viable économiquement

### **Point de vue :**

Sur les cinq situations relatives à la location financement, les deux premières sont déjà connues sous l'appellation leasing ou crédit-bail (également connu par le passé sous le vocable de location-vente).

En Algérie, le crédit bail a fait l'objet d'une « prise en main » lors de la promulgation de la loi 96-09 du 10 janvier 1996.

En son article 1<sup>er</sup>, elle **limite** la qualité de bailleurs aux **SEULS**

- banques et établissements financiers, ou
- société de crédit-bail légalement habilitée et expressément agréée en cette qualité

Or le SCF prévoit deux catégories de crédits-bailleurs :

- non fabricants ou distributeurs : il s'agit du leasing financier et
- fabricants ou distributeurs : on parlera de leasing opérationnel.

De ce fait, il étend la qualité de crédits bailleurs aux **fabricants** et aux **distributeurs**.

S'agissant d'un conflit des Lois dans le temps, les utilisateurs du SCF comprendront qu'ils devront certainement se conformer à ses prescriptions car plus récent que la Loi spécifique.

Et ce d'autant plus que la Loi de finances pour 1996 (art 112 – page suivante) reconnaît l'existence de crédit bailleurs « fabricants ou distributeurs » car elle identifie un leasing financier et « un leasing opérationnel ».

Quelle est la qualité du crédit preneur ?

L'article 1<sup>er</sup> de la loi 96-09 précise que le crédit bail est une opération réalisée par les banques et établissements financiers, ou par une société de crédit-bail légalement habilitée et expressément agréée en cette qualité, avec des **OPERATEURS ECONOMIQUES** nationaux ou étrangers, personnes physiques ou personnes morales de droit public ou privé; ...

Or, certaines opérations de crédit bail sont réalisées avec des **PARTICULIERS** (logements AADL, véhicules de tourisme). Une révision des dispositions légales est certainement envisagée.

### Aspect fiscal :

#### Qui constate les amortissements ?

Le SCF préconise à ce que le crédit preneur inscrive les biens concernés par le crédit bail à son actif. Or, la Loi de finances pour 1996 reconnaît

- au crédit bailleur : la déductibilité des amortissements et
- au crédit preneur : la déductibilité des loyers

Elle dispose en son article 112 :

*Dans les opérations de leasing financier ou de leasing opérationnel, le **crédit bailleur** est réputé fiscalement disposer de la propriété juridique du bien loué et à ce titre il est le titulaire du droit de pratiquer l'amortissement de ce bien.*

*Le crédit preneur dispose du droit de déductibilité du bénéfice imposable des loyers qu'il verse au crédit bailleur.*

Cela est confirmé par la LFC pour 2008 qui dispose en son article 6 :

*Les banques, les établissements financiers et les sociétés pratiquant des opérations de crédit bail sont autorisés à aligner l'amortissement fiscal des biens acquis dans le cadre du crédit bail sur l'amortissement financier du crédit.*

Une convergence avec le droit comptable est annoncée dans « le communiqué général relatif aux dispositions de la loi de finances pour 2010 ». Il est question que son article 8 modifie les dispositions de l'article 141 du CIDTA de manière à conférer au crédit preneur le droit de comptabiliser le bien aux lieux et place du crédit bailleur.

#### Quels sont les biens concernés ?

Les textes fiscaux font référence au crédit bail. Or, les biens à activer en application des dispositions du SCF ne sont pas les seuls biens acquis dans le cadre d'opération de crédit bail (leasing). Quel sera le sort fiscal des autres cas d'opération de location financement ?

#### Sur quelle durée amortir ?

Le SCF (§ 135.3) préconise à ce que le bien soit amorti sur la durée la plus courte

- durée d'utilité
- durée du contrat de location

Or, l'article 141 du CIDTA fixe la durée d'amortissement à « une période égale à la durée du contrat de crédit bail ».

Ainsi, sauf modification des dispositions fiscale, l'entité devra faire usage de la méthode d'imposition différée au cas où elle décide d'amortir sur une durée d'utilité plus courte que la durée du contrat (voir exercice y relatif).

Ce cas de figure est plutôt rarissime du fait que le crédit bailleur prévoit généralement une durée du contrat inférieure à la durée d'utilité (logique).

**Cas des banques et établissements financiers :**

Ces entités auront également à faire face à un conflit des Lois dans le temps du fait que le règlement n° 92-08 du 17 novembre 1992 portant plan de comptes bancaire et règles comptables applicables aux banques et aux établissements financiers (p. 12) dispose :

*CLASSE 4 - LES VALEURS IMMOBILISEES (équivalent de la classe 2 des PCN et SCF)*

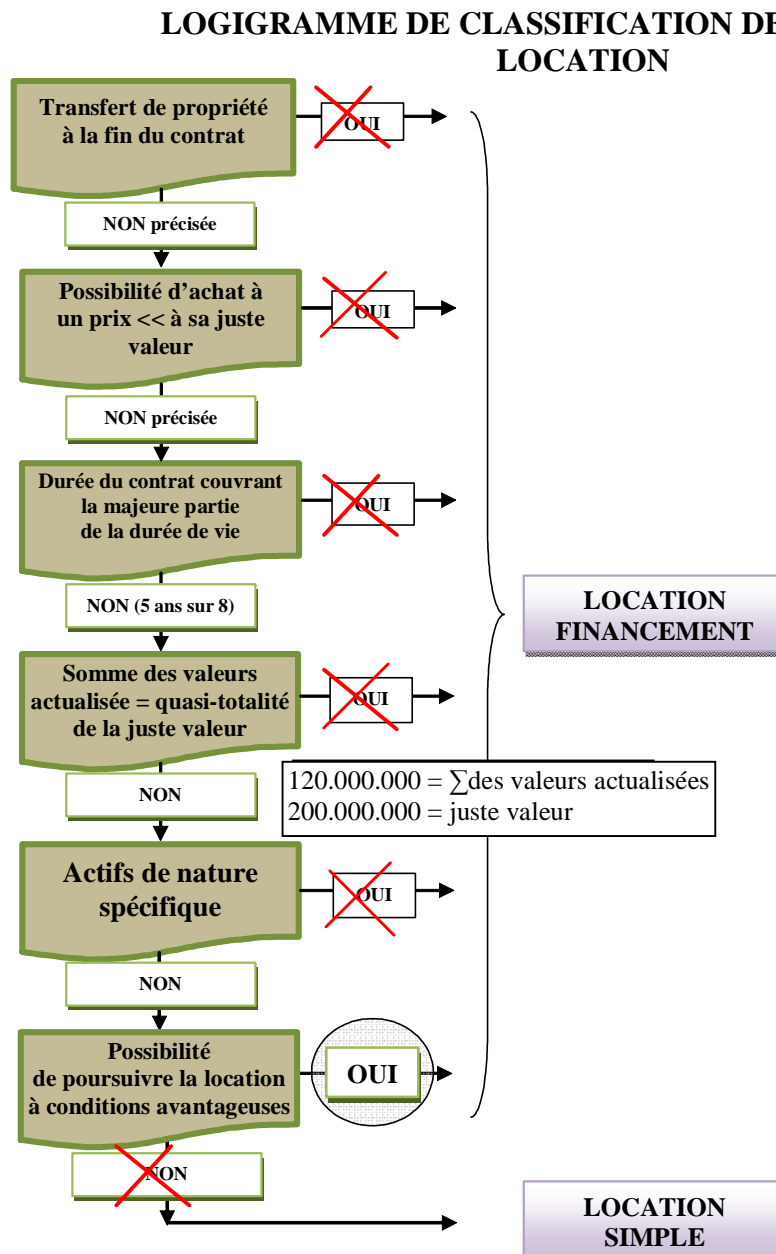
*Les comptes de cette classe enregistrent les emplois destinés à servir de façon durable à l'activité de l'établissement assujetti.*

*Figurent à cette classe, les prêts subordonnés et les immobilisations qu'elles soient financières, corporelles, ou incorporelles y compris celles données **en crédit-bail** ou en location simple\*.*

(\*) il pourrait s'agir de location financement si les conditions de l'opérations satisfont l'une des trois dernières situations prévues au § 135.1 SCF existe

### Proposition de corrigé :

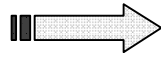
En vue de classer ce contrat, il y a lieu d'apprécier si l'une des conditions prévues par le SCF est satisfaite. Etablissons un logigramme.



La dernière condition étant vérifiée, le contrat sera traité en tant que contrat de location financement. **MAIS**, cela aurait été valable en IFRS.

Le SCF ne prévoyant pas cette dernière condition, le test s'arrête à l'avant dernière (actif de nature spécifique).

Toutes les réponses étant négatives, il s'agit d'une **location simple**.



- Les camions ne seront pas activés et
- les échéances annuelles constituent des **loyers**

## Exercice 32

### **LOCATIONS** cas Trans-Maghreb – *variante B*

Même énoncé que le précédent mais en tenant compte des paramètres suivants :

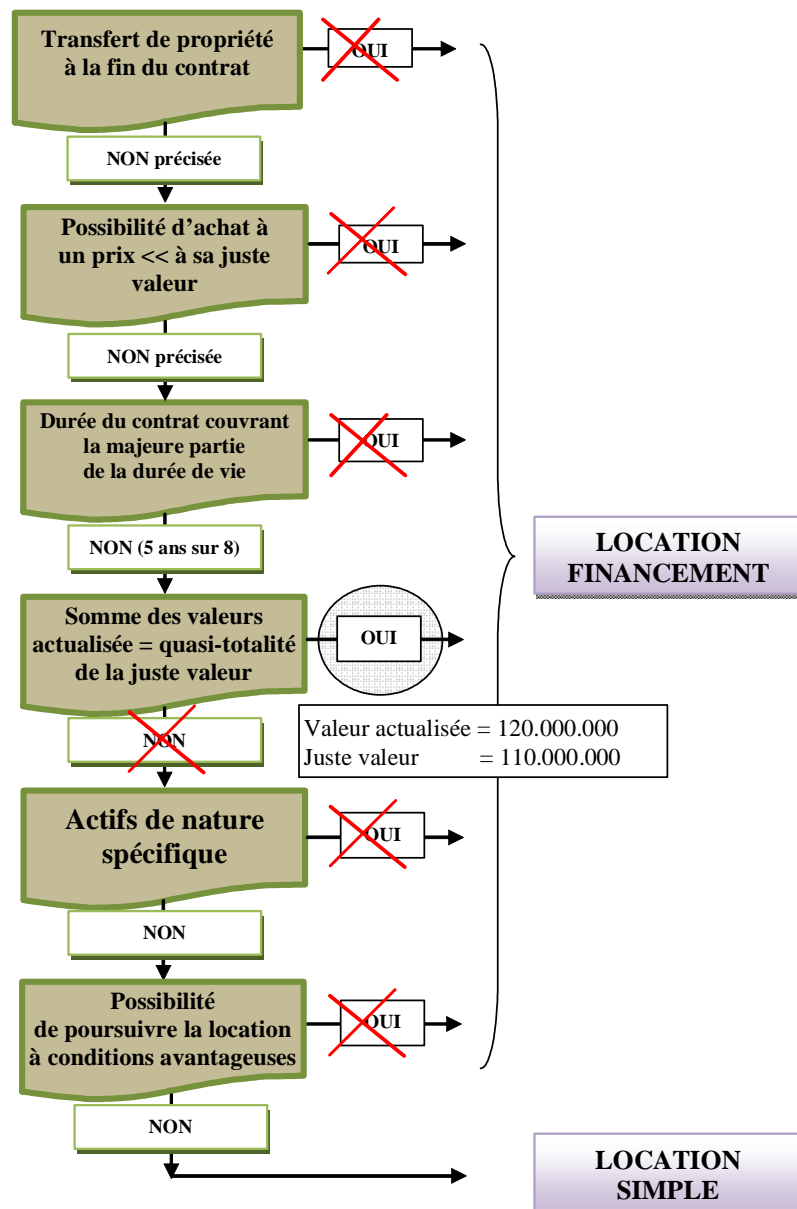
- Valeur de marché (juste valeur) 110.000.000
- A échéance, les équipements seront restitués au propriétaire (sans possibilité de renouvellement du contrat de location)

#### **TAF :**

Il est demandé de classer le contrat de location (simple ou financement)

## CORRIGE LOCATIONS cas Trans-Maghreb – variante B

### LOGIGRAMME DE CLASSIFICATION DE CONTRAT DE LOCATION



La réponse est **affirmative** à la 3<sup>ème</sup> question, il s'agit d'une **location financement**. Non pas seulement que la somme des valeurs actualisées soit égale à la juste valeur, mais elle la dépasse.

Etait-il nécessaire de poursuivre le test ? **NON**

Aurait-on **PU** poursuivre le test ?

**NON** pourquoi effectuer un test puisque la réponse est sue !

Par ailleurs, la non possibilité de renouvellement du contrat n'est pas à prendre en considération pour deux raisons :

- non prévue par le SCF
- la condition de presque égalité de la valeur actualisée des paiements minimaux et de la juste valeur suffit pour qualifier le contrat en location financement (nul besoin d'aller plus loin).



## LOCATION

Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, une entreprise de fabrication mécanique prend en location une machine outil. Les clauses contractuelles sont :

Juste valeur	5.000.000
Durée du contrat	4 ans
Durée d'utilité	8 ans
Périodicité des échéances	annuelle
Montant des échéances	1.514.260
Taux du contrat = taux du marché	8 %

### **TAF :**

Sachant que la juste valeur est de 5.000.000 DA, il est demandé de :

1. Qualifier l'opération : location simple ou location financement
2. Dresser le tableau permettant de distinguer les intérêts et l'amortissement de l'emprunt
3. Comptabiliser les opérations
4. Identifier le traitement s'il s'était agi d'un ensemble immobilier au lieu d'une machine outil.

## CORRIGE LOCATION

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Eléments concernés :

Les immobilisations en location-financement

- qui ne sont pas juridiquement propriété de l'entité
- mais qui répondent à la définition d'un actif

figurent

- en immobilisations **corporelles\*** à l'actif du preneur, et
- en créances à l'actif du bailleur.

#### Comptabilisation initiale :

Le bien en location-financement figure à l'actif du preneur au **montant le plus faible**

- entre la **juste valeur** du bien loué
- et la **valeur actualisée** des paiements minimaux prévus au contrat (ces paiements minimaux incluant la valeur actualisée de rachat en fin de bail, si à la conclusion du contrat il existe une certitude raisonnable que l'option d'achat sera levée).

La valeur actualisée est déterminée

- au taux implicite du contrat, ou à défaut
- au taux d'intérêt d'endettement marginal du preneur

#### Traitement en cours de vie :

Après sa comptabilisation initiale, le bien est traité **comme les autres immobilisations** de l'entité

- amortissement sur la durée d'utilité,
- éventuellement constatation d'une perte de valeur

(\*) le règlement 92.08 du 17 novembre 1992 de la Banque d'Algérie (nomenclature des compte) précise le contenu de la classe « 4 – valeurs immobilisées » (équivalente à la classe 2 de la nomenclature générale) :

« ...Figurent à cette classe, les prêts subordonnés et les immobilisations qu'elles soient financières, corporelles ou **incorporelles**, y compris celles données en crédit-bail ou en location simple ».

Si un établissement financier peut donner en crédit bail une immobilisation incorporelle, c'est que forcément il existe un crédit preneur. Or le SCF ne traite que des **seuls** actifs **corporels** contrôlés dans le cadre de la location financement.

En vue du respect de la réciprocité des comptes (entre deux commerçants : le crédit bailleur et le crédit preneur) et en attendant une convergence des textes, il ne paraît pas impensable à ce qu'un crédit preneur puisse traiter le cas des immobilisations incorporelles de la manière prévues pour les immobilisations corporelles.

## Proposition de corrigé :

### 2. Qualification de l'opération :

Selon l'énoncé, il s'agit d'une location et non d'une opération de leasing. De ce fait, il n'est pas envisagé de transfert de propriété à l'échéance. De même, la possibilité d'achat n'est pas indiquée.

Par ailleurs, la durée du contrat est nettement inférieure à la durée d'utilité. Enfin, une machine outil destinée à la fabrication mécanique ne constitue pas un bien de nature spécifique.

Il semble donc qu'il s'agisse là d'une location simple. Il nous reste à apprécier si la somme des valeurs actualisées des échéances avoisine la juste valeur.

L'on usera de la formule qui fournit la somme des valeurs actuelles d'une suite de termes égaux et où l'on tiendra compte du taux d'intérêt **du marché** (dans notre cas identique à celui du contrat).

$$Va = a \times [1 - (1+i)^{-n}] / i$$

$$Va = 1.514.260 \times [1 - (1+i)^{-n}] / i$$

$$Va = 4.800.000 \text{ DA}$$

La somme des valeurs actuelles étant quasi égale à la juste valeur, cette opération est qualifiée de **LOCATION FINANCEMENT**.

Ainsi, il y a lieu d'activer le bien pour la valeur la plus basse entre la juste valeur (5.000.000) et la somme des valeurs actualisées (4.800.000).

### 3. Tableau de ventilation « intérêts – amortissements »

Il suffit de dresser un tableau d'amortissement d'un emprunt indivis à annuité de fin de période :

Taux du contrat 8,00%

année	VNC DP	intérêts	Amortissement	Échéances
1	4 800 000	384 000	1 065 220	1 449 220
2	3 734 780	298 782	1 150 438	1 449 220
3	2 584 342	206 747	1 242 473	1 449 220
4	1 341 870	107 350	1 341 870	1 449 220
<b>TOTAUX</b>		<b>996 879</b>	<b>4 800 001</b>	<b>5 796 880</b>

### 3. Comptabilisation des opérations

Lors de la mise en place du contrat

21	167	Immobilisations corporelles Dettes sur contrats de location financement	4.800.000	4.800.000
----	-----	---	-----------	-----------

#### 3.1 Au 31 décembre 2011

Paielement de l'échéance

167 661	512	Dettes sur contrats de location financement Charge d'intérêts Banque	1.065.220 384.000	1.449.220
------------	-----	--	----------------------	-----------

Dotation aux amortissements :

Quoique la durée d'utilité soit de HUIT années, la durée du contrat étant plus courte, c'est celle-ci qui sera retenue pour le plan d'amortissement soit QUATRE années

Dotation = 4.800.000 / 4 = 1.200.000

68	281	Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeur Amortissement des immobilisations	1.200.000	1.200.000
----	-----	---	-----------	-----------

Il est évident que le bien étant activé, il devra subir un test de dépréciation au cas où un indice de perte de valeur est identifié

#### 3.2 Au 31 décembre 2012

167 661	512	Dettes sur contrats de location financement Charge d'intérêts Banque	1.150.438 298.782	1.449.220
68	281	Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeur Amortissement des immobilisations	1.200.000	1.200.000

#### 3.3 Au 31 décembre 2013

167 661	512	Dettes sur contrats de location financement Charge d'intérêts Banque	1.242.473 206.747	1.449.220
68	281	Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeur Amortissement des immobilisations	1.200.000	1.200.000

### 3.4 Au 31 décembre 2014

167 661		Dettes sur contrats de location financement	1.341.870	
	512	Charge d'intérêts	107.350	
		Banque		1.449.220

68		Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeur	1.200.000	
	281	Amortissement des immobilisations		1.200.000

Par ailleurs, le bien devant être restitué au crédit bailleur, il sera constaté une expurge du bilan :

281		Amortissement des immobilisations	4.800.000	
	21	Immobilisations corporelles		4.800.000

### 4. Cas d'un ensemble immobilier :

La règle générale veut que l'entité distingue

- la valeur des constructions et
- celle du terrain d'assiette

du fait que leurs durées de vie sont différentes (finie pour les constructions et à perpétuité pour les terrains).

#### **Cette logique est répercutée sur les contrats de location financement.**

Ainsi, la partie de l'échéance revenant au terrain sera traitée dans le cadre des opérations de location simple (loyer) et le terrain ne fera pas l'objet d'activation sauf s'il est prévu le transfert de propriété à l'issue de la période contractuelle.

L'estimation se fera selon la juste valeur au jour du commencement du contrat.

A supposer une ventilation de 25% pour le terrain et 75% pour les constructions, le montant de l'échéance annuelle sera réparti selon cette clé :

Affectation	Montant
Terrain	362.305
Constructions	1.086.915

La valeur à activer pour les constructions est de :

$$Va = 1.086.915 \times [1 - (1+i)^{-n}] / i$$

$$Va = 3.600.000 \text{ DA}$$

Lors du paiement des échéances,

- le compte 167 sera débité pour le montant de l'amortissement de l'emprunt pour ce qui est des biens amortissables, et
- la partie relative au terrain sera logée dans un compte de **charges de loyer.**

NB : dans la réalité, il y a lieu de tenir compte d'une durée d'utilité plus réaliste pour ce qui est des constructions. Nous avons retenu 8 ans dans un simple but de comparatif pour le raisonnement.

**EMPRUNT EN MONNAIE ETRANGERE**

Le 02/01/11, l'entreprise a acquis un équipement pour 500.000 euros directement payée par la banque qui accorde un crédit aux conditions suivantes :

- durée 24 mois
- remboursement : in fine
- taux : 10 %
- périodicité de paiement des intérêts : 6 mois à terme échu

Les cours de change suivants sont appliqués :

Dates	taux
02/01/2011	105,00
30/06/2011	112,00
31/12/2011	120,00
30/06/2012	115,00
31/12/2012	110,00

**TAF :**

Procéder à la comptabilisation de toute l'opération (hors amortissements de l'équipement)

## CORRIGE EMPRUNT EN MONNAIE ETRANGERE

### Rappel des dispositions du SCF :

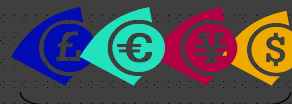
#### Evaluation des actifs (§ 137.1 SCF)

Lors de la **comptabilisation initiale**, les actifs acquis en monnaies étrangères

Sont convertis en monnaie nationale  
Au cours du change **au jour de la transaction**

Cette valeur **est maintenue**<sup>1</sup> au bilan jusqu'à la date

- de consommation,
  - de cession ou
  - de disparition
- } Des actifs



DA

#### Opérations en monnaies étrangères (§ 137.2 SCF)

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en monnaie nationale

➡ A la **date de l'accord** des parties sur l'opération  
Concernant des transactions commerciales

➡ A la **date de mise à disposition** des monnaies étrangères  
Concernant des opérations financières

#### nature des comptes à utiliser (§137.3 SCF)

Les pertes et gains de change sont comptabilisés en

**charges ou produits financiers**

Lorsque la naissance et le règlement s'effectuent dans le **même exercice**



### **Travaux d'inventaire (§ 137-4 SCF)**

Les dettes et créances subsistant au bilan sont corrigées sur la base du dernier cours de clôture.

Les variations sont inscrites en

- charges ou
- produits

**financiers<sup>1</sup>**

en contrepartie des montants initiaux (**compte de créance ou dette<sup>2</sup>**)

#### **Notes :**

1. Cas particulier des fortes dévaluations :

##### **Un peu d'histoire :**

Lors de la forte dévaluation du dinar algérien en 1990, le poids de la charge étant important, il avait été avancé deux variantes « techniques » :

- révision des échéanciers de paiement tant pour le principal que pour la charge d'intérêt et incorporation de la différence dans le coût de l'actif (VNC pour les immobilisations et quantités non consommées pour les matières stockables)
- Inscription en frais préliminaires en vue d'un étalement sur les prochains exercices

##### **L'IAS 21 dispose de manière similaire (hors frais préliminaires).**

Elle prévoit la possibilité d'activation dans le cas de **fortes dévaluations ou dépréciations** affectant des passifs liés à l'acquisition récente **d'actifs** (ce qui exclut les stocks non encore consommés) facturés en monnaie étrangère.

Les écarts peuvent être inclus dans la valeur comptable de l'actif concerné **uniquement si :**

- Valeur comptable ajustée **n'est pas supérieure** au plus faible
  - du coût de remplacement et
  - de la valeur recouvrable de l'actif
- Les passifs **ne pouvaient être réglés ou faire l'objet d'une couverture avant** la survenance de la forte dévaluation ou dépréciation
- Les actifs concernés ont été acquis dans les 12 mois précédant la forte dévaluation ou dépréciation de la monnaie

##### **Dispositions du SCF :**

La mouture actuelle ne prévoit que le seul maintien de la valeur historique. Cela risquera de déséquilibrer la structure bilancielle en cas de fortes variations des cours.

## 2. Réajustement du volume des dettes et créances

Sous le règne du PCN, l'effet des fluctuations n'était pas perçu comme étant un changement de valeur des créances ou dettes. De ce fait, aucune variation n'était enregistrée dans ces comptes (hormis pour les comptes de trésorerie – depuis l'avènement du commissariat aux comptes)

Toutefois, les différences étaient considérées, non pas comme étant une variation réelle, mais en tant que plus ou moins values latentes. C'est ainsi, qu'en vertu du principe de prudence,

- les plus values latentes n'étaient pas comptabilisées et
- les moins values latentes étaient enregistrées dans un compte de charges **hors exploitation** (699 – dotations exceptionnelles) en contrepartie d'un compte de **provision** à caractère de réserves (190 – provisions pour pertes et charges)

**Proposition de corrigé :****Lors de l'obtention de l'emprunt :**

Constatation du paiement par la banque au 02-01-2011

Montant à comptabiliser :  $500.000 \times 105 = 52.500.000$  DA

21		Immobilisations corporelles	52.500.000	
	16 4	Emprunts auprès des Ets de crédit		52.500.000

**Lors du paiement du service de la dette (intérêts) :**

Les **paiements d'intérêts** seront enregistrés au taux en vigueur aux dates de paiement :

Montant	500 000
Taux	10%
Nombre d'échéances annuelles	2

Dates	Cours	MONTANT	
		DV	DA
30/06/2011	112,00	25 000	2 800 000
31/12/2011	120,00	25 000	3 000 000
30/06/2012	115,00	25 000	2 875 000
31/12/2012	110,00	25 000	2 750 000

**1. Paiement de la 1<sup>ière</sup> échéance au 30-06-2011 :**

La règle veut que la différence de change ne puisse être inscrite que dans le résultat dans un compte de charges ou de produits **FINANCIERS**.

661		Charge d'intérêts	2.800.000	
	512	Banques, comptes courants		2.800.000

**2. Paiement de la seconde échéance au 31-12-2011 :**

Idem que précédemment

661		Charge d'intérêts	3.000.000	
	512	Banques, comptes courants		3.000.000

### **3. Réévaluation du montant au 31-12-2011 :**

A l'inventaire, les passifs financiers sont exprimés à leur juste valeur. Le cours de change ayant augmenté, le montant de la dette sera révisé à la hausse.

666		Perte de change	7.500.000	
	164	Emprunts auprès des Ets de crédit		7.500.000

$$(120 - 105) \times 500.000 = 7.500.000$$

NB : selon le référentiel PCN, cette variation était contenue dans les fonds propres (190-provisions pour pertes et charges) provisionné par un compte de dotations exceptionnelles (699). Le compte de dette n'était pas révisé.

Ici, il s'agit d'une REELLE augmentation du montant de la dette qui passe dans un compte de perte.

### **4. Paiement de la 3<sup>ème</sup> échéance au 30-06-2012 :**

Aucune particularité n'est à signaler, le traitement est identique aux précédents paiements :

661		Charge d'intérêts	2.875.000	
	512	Banques, comptes courants		2.875.000

### **5. Paiement de la 4<sup>ème</sup> échéance au 31-12-2012 :**

661		Charge d'intérêts	2.750.000	
	512	Banques, comptes courants		2.750.000

### **Remboursement du principal au 31-12-2012 :**

Lors du dernier arrêté, le compte d'emprunt présentait un solde de 60.000.000

- 52.500.000 : comptabilisation initiale
- 7.500.000 : réévaluation

En se désengageant de sa dette, l'entreprise ne va déboursier que 55.000.000 (500.000 x 110). La différence constitue un gain de change qui sera logé dans un compte de produits financiers.

164		Emprunts auprès des établissements de crédit	60.000.000	
	512	Banques, comptes courants		55.000.000
	766	Gains de change		5.000.000

Pourquoi n'a-t-on pas tout simplement procédé à une **reprise de la provision constituée** l'an passé ?

Cela aurait été la démarche à retenir sous le règne du PCN. Dans notre cas l'on n'avait pas constitué de provision mais constaté une **REELLE** variation de la valeur.

En SCF, lors de l'évaluation de fin d'année (ou lors de l'arrêté des comptes, qu'il soit annuel ou semestriel, ou ...)

- la variation négative au 31.12.2011 est une perte de change et
- la variation positive au 31.12.2012 est un gain de change

## Exercice 35

### ACTIFS EN MONNAIES ETRANGERES «Mondial Négoce»

**Mondial Négoce** est une entreprise spécialisée dans l'agroalimentaire. Ayant développé de fortes relations avec le Canada, elle décide, en partenariat avec une chaîne de grands magasins, d'y implanter une filiale « **AgroCan** » au sein de laquelle elle détient 60%. Les comptes de la société mère font apparaître la situation suivante :

Compte		Montant
N°	Intitulé	
411	Clients	600 000
411	Clients	1 350 000
261	Titres de filiales	2 400 000
261	Titres de filiales	900 000

monnaie		
nature	Montant	cours
CAN	10 000	60
EURO	15 000	90
CAN	40 000	60
EURO	10 000	90

A la clôture, les cours sont de :

- 55 pour le dollar canadien
- 98 pour l'euro

#### **TAF :**

Sachant qu'aucune assurance (couverture) n'a été souscrite et que la valeur de marché des actions n'a pas connu de variations, comptabiliser les écarts de change au 31.12

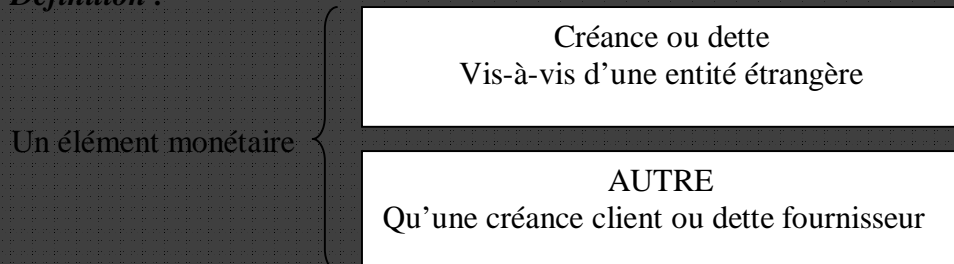
## CORRIGE ACTIFS EN MONNAIES ETRANGERES

### « Mondial Négoce »

#### Rappel des dispositions du SCF :

#### Eléments monétaires faisant partie de l'investissement net d'une entreprise dans une entité étrangère (§ 137-6 SCF)

##### Définition :



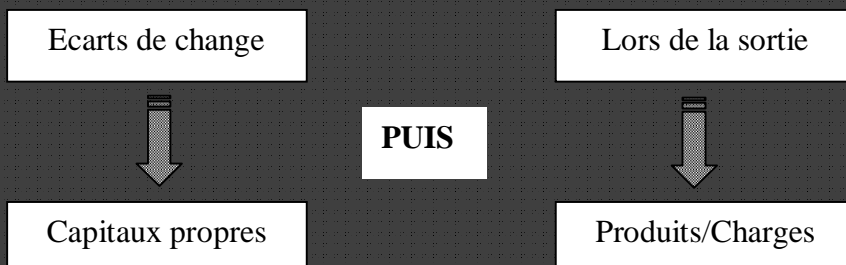
**constitue**  
un *investissement net*  
de l'entreprise dans cette  
entité étrangère

SI

règlement de cette créance  
ou dette n'est

- ni planifié
- ni probable

##### Comptabilisation :



Si cette créance ou dette est libellée dans une monnaie étrangère différente de la monnaie de fonctionnement de chacune des deux entreprises concernées,

➡ les écarts sont inscrits en résultat comme indiqué à l'article 137-4

### **Valorisation pour consolidation (§132.8 SCF)**

La conversion en monnaie nationale des états financiers des entités étrangères est effectuée selon la méthode suivante :

- les actifs et passifs sont convertis sur la base du cours de clôture ;
- les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date des transactions ;

Toutefois pour des raisons pratiques l'utilisation d'un cours de change moyen ou approchant est autorisée.<sup>1</sup> (pour les charges et produits).

Les écarts de change qui résultent de ces traitements sont inscrits **dans les capitaux propres**<sup>2</sup> consolidés jusqu'à la sortie de l'investissement net.

---

#### Notes :

1. Il est évident que cette autorisation n'est valable que pour les fluctuations de faible amplitude. En cas de fortes variations, l'utilisateur avisé évitera naturellement cette méthode.
2. A comptabiliser dans le compte « écart de conversion » tel que préconisé par le § 137.7.



## Proposition de corrigé :

### 1. Calcul des variations

Compte		monnaie		cours		Montant		
N°	Intitulé	nature	Montant	initial	clôture	initial	clôture	Ecart
411	Clients	CAN	10 000	60	55	600 000	550 000	-50 000
411	Clients	EURO	15 000	90	98	1 350 000	1 470 000	120 000
261	Titres de filiales	CAN	40 000	60	55	2 400 000	2 200 000	-200 000
261	Titres de filiales	EURO	10 000	90	98	900 000	980 000	80 000

### 2. Comptabilisation

#### Traitement des créances commerciales

Pour les soldes affichés par ces comptes, il sera fait application des dispositions du paragraphe 137-4 du SCF : inscription des variations en charges et produits financiers.

666	411	Perte de change Clients	50.000	50.000
411	766	Clients Gains de change	120.000	120.000

Le SCF ne permettant pas la compensation entre charges et produits, chaque variation sera constatée séparément.

Il ne semble pas que la différence de la nature de la monnaie étrangère puisse influencer sur le modèle comptable (compensation ou pas). En effet, s'agissant d'opérations similaires réalisées avec un même partenaire (**AgroCan**), il ne semble pas y avoir de contredits pour comptabiliser sur une base nette.

411	766	Clients Gains de change	70.000	70.000
-----	-----	----------------------------	--------	--------

*Ultérieurement, des orientations seront certainement émises par les instances normalisatrices (CNC/CNO).*

### Traitement des participations

S'agissant d'éléments monétaires dont le règlement n'est ni planifié ni probable\* dans un avenir proche, les écarts seront traités selon que la créance soit libellée ou non dans l'une des monnaies de fonctionnement des entités concernées.

Il y a lieu de distinguer les opérations libellées :

- en dollars canadiens : monnaie de l'un des partenaires
- en euros : monnaie différente de celle de fonctionnement des deux partenaires (DA et dollar canadien)

#### 2.2.1 Eléments comptabilisés sur la base de dollars canadiens

Il sera fait application des dispositions des paragraphes 132-8, 137-6 et 137-7 du SCF :

1xx		Capitaux propres – Ecart de conversion	200.000	
	261	Titres de filiales		200.000

Tout en prescrivant l'inscription en capitaux propres, le SCF n'a pas identifié un compte particulier au sein de la nomenclature proposée.

Dans l'attente de directives des instances concernées et comme la position « 19 » du SCF est disponible, nous pouvons proposer l'utilisation d'un compte **19X-écart de conversion**

#### 2.2.2 Eléments comptabilisés sur la base d'euros

S'agissant d'une monnaie différente de celle de fonctionnement des deux entités, il sera fait application du second alinéa du paragraphe 136-6 qui renvoi au principe général contenu en le paragraphe 137-4

261		Titres de filiales	80.000	
	766	Gains de change		80.000

---

#### **Note :**

- (\*) les titres de filiales sont détenus non pas pour leur seul avantage financier immédiat (dividende), mais pour un avantage financier futur (augmentation de la valeur de l'action) et surtout pour l'exercice du contrôle de la filiale. Il est donc fort peu probable **Mondial Négoce** ait participé à la création d'AgroCan puis décider juste après de la cession des titres.

## COMPTE DE RESULTAT (Serrurerie Moderne)

La société « Serrurerie Moderne » vient de procéder à l'extension de son atelier principal. De ce fait la production nominale qui était de 110.000 pièces passe à 250.000.

Au 31 décembre 2010 la comptabilité générale fait ressortir :

RUBRIQUES	CALCULS	MONTANTS	
Matières premières		950 000	
Services		1 570 000	
Sous-traitance - usinage	350 000		
Maintenance permanentes des équipements (fixes)	420 000		*
Prestations externes sur ventes	450 000		
Services extérieurs (gardiennage, transport,)	350 000		
Salaires		3 350 000	
Main d'œuvre directe	1 650 000		
Service commercial	600 000		
autres salaires (Dtion, Adm, Moy Gx,...)	1 100 000		*
Frais financiers		42 500	
Indemnisation judiciaire d'un client		210 000	
Amortissements		250 000	*
Total des charges annuelles		6 372 500	

(\*) Il s'agit de frais fixes

Par ailleurs, le rapport de gestion indique que faute de moyens financiers, l'entreprise n'a pas pu atteindre la capacité nominale, elle n'a réalisé que 160.000 unités et que ses stocks à fin d'année sont de 12.500 serrures.

### **TAF :**

Sachant que son chiffre d'affaires est de 6.750.000 DA (au PU de 45 DA) et que l'IBS est au taux de 19%, il vous est demandé de présenter le compte de résultat :

- par fonction puis
- par nature

## CORRIGE - COMPTE DE RESULTAT (Serrurerie Moderne)

### Rappel des dispositions du SCF :

#### Modèle de compte de résultat à présenter<sup>1</sup>

##### *Compte de résultat par nature*

Le SCF rend **obligatoire** cette présentation par le § 230.2 ainsi rédigé :

Les informations **minimales** présentées au compte de résultat sont les suivantes :

1. Analyse des charges **par nature**, permettant de déterminer les principaux agrégats de gestion suivants : marge brute, valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation ;
2. ... (suite...)

##### *Compte de résultat par fonction*

Le paragraphe 230.3 stipule que les entités ont également **la possibilité** de présenter dans **l'annexe** un compte de **résultat par fonction**.

Elles utilisent alors

- en plus d'une nomenclature des comptes de charges et de produits par nature,
- une nomenclature des comptes par fonction adaptée à leur spécificité et à leur besoin

#### Résultat extraordinaire<sup>2</sup> :

Le résultat **extraordinaire**

- ☐ résulte de produits et charges correspondants
  - à des événements ou
  - à des transactionsclairement distincts de l'activité ordinaire de l'entité
- ☐ et présentant un caractère exceptionnel

(tels qu'expropriations, catastrophe naturelle et imprévisible).

#### Note :

1. En listant les informations minimales à inclure dans le compte de résultat, l'IAS une offre le choix de la présentation. Elle précise que l'entité choisi la méthode qui fournit des informations fiables et plus pertinentes.
2. A ce propos, beaucoup d'encre a coulé et l'accent a été mis sur le fait que le SCF (tout comme la normalisation internationale) ne reconnaissait pas les comptes « hors exploitation ». En fait, il s'agit d'une simple codification puisque durant son existence, une entreprise fait très souvent face à des événements imprévisibles et même non nécessaires à son exploitation (ou activité, si l'on veut changer de terminologie) qui présentent donc un caractère extraordinaire (idem en PCN)

## **Proposition de corrigé :**

### **A – Compte de Résultat par fonction :**

La présentation sous cette forme nécessite que l'entreprise dispose de la comptabilité analytique ; ou tout au moins d'un système intérimaire permettant de « dégrossir » autant que possible.

Les éléments du compte de résultat à déterminer sont essentiellement :

1. Le chiffre d'affaires
2. Le coût des ventes
3. Le coût de la sous activité
4. Les coûts commerciaux
5. Les charges administratives
6. Les autres charges opérationnelles
7. .... (le reste des éléments est à ignorer dans le cas présent)

Avant de procéder aux calculs et à la présentation du tableau, une première étape de ventilation des charges est pré-requise :

#### *1. Le chiffre d'affaires*

Celui-ci est donné dans l'énoncé : 6.750.000 DA

#### *2. Le coût des ventes*

Celui-ci est égal à la différence entre

- le coût de production de toutes les entrées (stock initial et production de la période) et
- le coût de production des quantités en stock en fin de période

Sachant la valeur du stock initial, il reste à déterminer celle de la production

- Les frais variables seront à considérer en entier ;
- Les frais fixes seront à incorporer au prorata du taux d'utilisation des capacités (TUC)

$$\text{TUC} = \text{Activité réelle} \times 100 / \text{capacité nominale}$$

ELEMENTS	CALCULS	MONTANTS
Total des frais fixes		1 770 000
Salaires	1 100 000	
Services	420 000	
Amortissements	250 000	
Niveau d'activité		64%
Capacité nominale	250 000	
Activité réelle	160 000	
Frais fixes imputables		1 132 800
Frais variables		2 950 000
Matières premières	950 000	
Main d'œuvre directe	1 650 000	
Sous traitante – usinage	350 000	
<b>Coût de production</b>		<b>4 082 800</b>

Le coût des ventes se détermine par différence, soit :

Stock	Té	Valeur
stock initial	2 500	55 000
Production	160 000	4 082 800
Total entrées	162 500	4 137 800
stock final *	12 500	318 969
Ventes	150 000	<b>3 818 831</b>

(\*) La valeur du stock final a ainsi été déterminée :

ELEMENTS	MONTANTS
Coût de production total	4 082 800
Quantités produites	160 000
Coût de production unitaire	25,52
Quantités en stock	12 500
<b>Valeur stock final</b>	<b>318 969</b>

3. Le coût de la sous activité

Celle-ci est la différence entre les frais fixes supportés par l'entreprise et ceux incorporés dans le coût de production :

ELEMENTS	MONTANTS
Frais fixes totaux	1 770 000
Frais fixes incorporés dans le coût de production	1 132 800
<b>Coût de la sous activité</b>	<b>637.200</b>

4. Les coûts commerciaux

Ceux-ci sont de deux natures :

- Externes ..... : 450.000
- Internes..... : 600.000

Soit 1.050.000 DA

5. Les charges administratives

Seules sont concernées, dans notre cas, les sommes relatives au gardiennage et au transport du personnel réalisés par des prestataires : 350.000 DA

6. Les autres charges opérationnelles

Toutes les autres charges non positionnées dans les chapitres précédents et non concernées par le caractère « extraordinaire » sont concernées. Dans notre cas, seule l'indemnisation versée à un client sera à inscrire dans ce chapitre : 210.000 DA.

Ces calculs préliminaires réalisés, le compte de résultat se présente comme suit :

**COMPTE DE RESULTAT**  
**(Par fonction)**  
**Période du 01/01/10 au 31/12/10**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Not e</b>	<b>N</b>	<b>N - 1</b>
Chiffres d'affaires		6 750 000	
Coût des ventes		3 818 831	
<b>MARGE BRUTE</b>		2 931 169	
Frais de la sous activité		637 200	
Autres produits opérationnels			
Coûts commerciaux		1 050 000	
Charges administratives		350 000	
Autres charges opérationnelles		210 000	
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		683 969	
Fournir le détail des charges par nature (frais de personnel, dotations aux amortissements)			
Produits financiers			
Charges financières		42 500	
<b>RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT</b>		641 469	
Impôts exigibles sur les résultats ordinaires...		121 879	
Impôts différés sur résultats ordinaires (variations)...			
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		519 590	
Charges extraordinaires.....			
Produits extraordinaires.....			
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		519 590	
<b>Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)</b>			
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)</b>			
<b>Dont part des minoritaires (1)</b>			
<b>Part du groupe (1)</b>			



**B – Compte de Résultat par nature :**

Sa présentation ne soulève pas de remarques particulières

**COMPTE DE RESULTAT (par nature)**

Période du 01/01/10 au 31/12/10

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Note</b>	<b>N</b>	<b>N - 1</b>
Chiffre d'affaires		6 750 000	
Variation stocks produits finis et en cours		263 969	
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
<b>I - Production de l'exercice</b>		<b>7 013 969</b>	
Achats consommés		950 000	
Services extérieurs et autres consommations		1 570 000	
<b>II - Consommation de l'exercice</b>		<b>2 520 000</b>	
<b>III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>4 493 969</b>	
Charges de personnel		3 350 000	
Impôts, taxes et versements assimilés			
<b>IV- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 143 969</b>	
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles		210 000	
Dotations aux amortissements et aux provisions		250 000	
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
<b>V- RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>683 969</b>	
Produits financiers			
Charges financières		42 500	
<b>VI- RESULTAT FINANCIER</b>		<b>-42 500</b>	
<b>VII- RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V + VI)</b>		<b>641 469</b>	
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		121 879	
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires			
<b>TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>7 013 969</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>6 494 379</b>	
<b>VIII- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>519 590</b>	
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges)) (à préciser)			
<b>IX- RESULTAT EXTRAORDINAIRE</b>		<b>0</b>	
<b>X- RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>519 590</b>	
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence			
<b>XI- RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>			
Dont part des minoritaires			
Part du groupe			

## Exercice 37

### COMPTE DE RESULTAT « Confection d'aujourd'hui »

La société « Confection d'Aujourd'hui » est spécialisée dans la confection de pantalons en toile « mi-saison ». Au 31.12.2011, les comptes affichent les soldes suivants des comptes de charge :

u : DA

POSTES	MONTANTS
Frais du personnel administratif	250 000
Frais du personnel commercial	45 000
Services divers	180 000
Frais financiers	14 000
Amortissements autres équipements	150 000
Subvention équipe de football	50 000
Moins value de cession	18 000
Charges extraordinaires	1 000
Impôts et taxes	15 600
Impôts différés	5 600
<b>TOTAL</b>	<b>729 200</b>

Sur les 6.000 pantalons confectionnés, elle a écoulé 4.800 au prix unitaire de 582 DA.

Unitairement, ceux-ci ont consommé en charges directes :

u : DA

ELEMENTS	MONTANT UNITAIRE
Tissus, fils, boutons...	250
Amortissements des machines à coudre	38
Main d'œuvre directe (à la pièce)	100
<b>Coût de production</b>	<b>388</b>

#### TAF :

Sachant que le taux d'IBS est de 19 % et que l'entreprise ne disposait pas de stocks de produits finis en début d'exercice, il vous est demandé de présenter le compte de résultat sous les deux variantes prévues par le SCF.

## COMPTE DE RESULTAT « Confection d'aujourd'hui »

### Proposition de corrigé :

#### A – Compte de Résultat par fonction :

La présentation sous cette forme nécessite que l'entreprise dispose de la comptabilité analytique ; ou tout au moins d'un système intérimaire permettant de « dégrossir » autant que possible.

Les éléments du compte de résultat à déterminer sont essentiellement :

1. Le chiffre d'affaires
2. Le coût des ventes
3. Les coûts commerciaux
4. Les charges administratives
5. Les autres charges opérationnelles
6. .... (le reste des éléments est à ignorer dans le cas présent)

1. Le chiffre d'affaires

ELEMENTS	MONTANTS
Quantités vendues	4 800
Prix de vente	582
<b>Chiffre d'affaires HT</b>	<b>2 793 600</b>

2. Le coût des ventes

Celui-ci est égal à la différence entre

- le coût de production de toutes les entrées (stock initial et production de la période) et
- le coût de production des quantités en stock en fin de période

Charges directes de production	MONTANT	
	UNITAIRE	TOTAL
Tissus, fils, boutons...	250	1 500 000
Amortissements des machines à coudre	38	228 000
Main d'œuvre directe (à la pièce)	100	600 000
<b>Coût de production</b>	<b>388</b>	<b>2 328 000</b>

Sachant qu'il n'existait pas de stock de produits finis en début de période, le coût unitaire du stock final sera égal au coût de production.

Le coût des ventes sera donc égal au coût unitaire multiplié par les quantités vendues ; soit :  $4.800 \times 388 = \mathbf{1.862.400}$  DA

3. Les coûts commerciaux

Seuls **45.000** DA sont identifiés en tant que tel et concernent du personnel de l'entreprise qui n'a pas fait appel aux services extérieurs.

4. Les charges administratives

POSTES	MONTANTS
Frais du personnel administratif	250 000
Services divers	180 000
Amortissements autres équipements	150 000
Impôts et taxes	15 600
<b>TOTAL</b>	<b>595 600</b>

5. Les autres charges opérationnelles

POSTES	MONTANTS
Subvention équipe de football	50 000
Moins value de cession	18 000
<b>TOTAL</b>	<b>68 000</b>

Ces calculs préliminaires réalisés, le compte de résultat par fonction se présente comme suit :

**COMPTE DE RESULTAT PAR FONCTION**  
période du 01/01/11 au 31/12/11

Unité monétaire : DA Notes

Produit des activités ordinaires	2 793 600	<b>1</b>
Coût des ventes	1 862 400	<b>2</b>
<b>MARGE BRUTE</b>	931 200	
	0	
Autres produits opérationnels		
Coûts commerciaux	45 000	<b>3</b>
Charges administratives	595 600	<b>4</b>
Autres charges opérationnelles	68 000	<b>5</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	222 600	
Fournir le détail des charges par nature (1)		
Produits financiers		
Charges financières	14 000	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	208 600	
Impôts exigibles sur les résultats	39 444	
Impôts différés	5 600	
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		
Charges extraordinaires (à préciser)	1 000	
Produits extraordinaires (à préciser)		
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>162 556</b>	

(notes 1 à 5 : renvoi aux calculs en pages précédentes)

**B – Compte de Résultat par nature :**

**COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE**  
**période du 01/01/11 au 31/12/11**

**unité monétaire : DA**

Chiffre d'affaires	2 793 600
Production stockée	465 600
Production immobilisée	
<b>I – Production de l'exercice</b>	<b>3 259 200</b>
Achats consommés	1 500 000
Services extérieurs et autres consommations	180 000
<b>II - Consommation de l'exercice</b>	<b>1 680 000</b>
<b>III VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>1 579 200</b>
Charges de personnel (A)	895 000
Impôts, taxes et versements assimilés	15 600
<b>IV EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>668 600</b>
Autres charges opérationnelles	68 000
Dotations aux amortissements, aux provisions et pertes de valeur	378 000
<b>V RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>222 600</b>
Charges financières	14 000
<b>VI RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-14 000</b>
<b>VII RESULTAT AVANT IMPOTS (V + VI)</b>	<b>208 600</b>
Impôts exigibles sur résultats	39 444
Impôts différés (Variations)	5 600
<b>TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>3 259 200</b>
<b>TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>3 096 644</b>
<b>VIII RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>162 556</b>
Eléments extraordinaires (charges)	1 000
<b>IX RESULTAT EXTRAORDINAIRE</b>	<b>-1 000</b>
<b>X RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>162 556</b>

# **APPENDICE**

PREAMBULE

GENERALITES SUR LA NORMALISATION INTERNATIONALE

PREMIERE APPLICATION DU SCF

SUR LE TERRAIN

## PREAMBULE

Si pour des considérations propres à la société humaine

- Ethnie
- Identité culturelle,
- Frontières politiques, ...

le langage universel « espéranto » n'a pu être adopté par l'humanité,

les exigences de la mondialisation ont contraint l'Homme à opter pour une **solution universelle** pour ce qui est des réalités économiques.

C'est ainsi que des normes ou standards internationaux ont été élaborés et sont en constante évolution.

**Le monde de l'économie dispose désormais de son « espéranto »**

## En Algérie ?

- Intensifiant ses échanges avec le Monde
- Ayant conclu des accords internationaux (Union Européenne, Zone Arabe de Libre Echange, ...)
- Projetant d'adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce,
- ...

Notre pays ne pouvait pas « rester hors course ».

La LOI 07-11 du 25 novembre 2007 portant *système comptable financier* (fortement inspiré des IAS/IFRS\*), contribue à faire adhérer l'Algérie à cette mouvance mondiale.

---

(\*) L'Algérie N'AS PAS adhéré à l'IASB et N'A donc PAS adopté les IFRS

Elaboré dans la perspective d'améliorer la qualité de l'information financière, ce système devrait être à même de garantir

- une meilleure transparence et, partant,
- assurer la prise de décision.

Ce changement aura une incidence sur

- tout aussi bien l'approche philosophique
- que sur les aspects techniques et pratiques



## GENERALITES SUR LA NORMALISATION INTERNATIONALE

### POURQUOI LES IAS / IFRS ?

internationalisation  
croissante  
des marchés des capitaux

29 juin 1973

création de l'IASC  
(composé initialement de  
bénévoles)

### QUI EN EST A L'ORIGINE ?

Les initiateurs sont les  
**organismes professionnels comptables \***  
de 10 pays

Allemagne, Australie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Japon,  
Mexique, Pays-Bas, et Royaume Uni.

(\*) le rapprochement des distances, l'intensification des relations entre les humains, le besoin de communication ont été au-delà des frontières politiques.

Dans le cadre de leurs missions (étude des dossiers de partenariat, création de filiales, analyse des états financiers des relations commerciales de leurs clients,...) les techniciens de la comptabilité devaient pouvoir se comprendre.

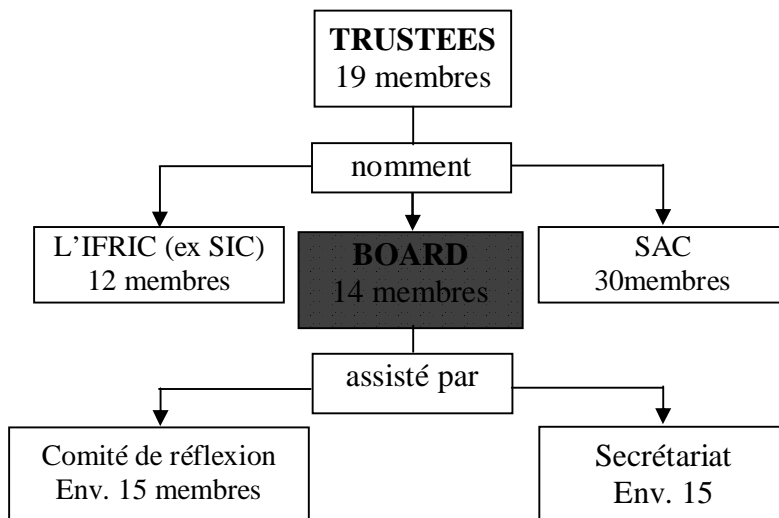
### BREF HISTORIQUE

- **Création en 1973, de l'IASB** (sous le nom IASC)
- **1973- 1995** : Recherche d'un consensus international
- **1989** : Publication du cadre conceptuel
- **1995** : Accord avec l'OICV-IOSCO
- **2000** : Validation des normes IAS par l'OICV-IOSCO
- **2000** : La commission Européenne présente un plan selon lequel toutes les entreprises européennes cotées devront commencer à utiliser les IAS au plus tard à partir de 2005.
- **2001** : Réforme de l'IASB et création de l'IASCF les normes appelées « IAS » seront maintenant appelées normes « IFRS »
- **2002** : Publication du règlement CE n°1606/2002 qui impose aux sociétés européennes cotées l'application des IAS/IFRS à partir du 1er janvier 2005

IOSCO : International Organization of Securities Commission

OICV : Organisation Internationale des Commissions de Valeurs

## ORGANISATION



**IFRIC** : international Financial Reporting Interpretations Committee

**SAC** : Standard Advisory Council

## ELABORATION DES IFRS

(Normes comptables)

- 1) Consultation du SAC
- 2) Publication d'un « *discussion document* » pour appel à commentaires
- 3) Publication d'un « *exposure draft* » qui présente également les opinions différentes et les « basis for conclusions »
- 4) Analyse des données, réunions publiques sur le thème et réalisation de tests sur le terrain
- 5) Approbation de la norme

## ELABORATION DES IFRIC

(Normes d'interprétation des normes comptables)

1. Echange d'informations et questions des utilisateurs à l'IFRIC
2. L'IFRIC peut émettre une « *rejections* » motivée
  - si le sujet n'est pas significatif ou
  - si la norme (IAS ou IFRS concernée) est suffisamment précise sur le point
3. L'IFRIC publie un projet d'interprétation pour appel à commentaires
4. L'IFRIC approuve l'interprétation définitive
5. L'IASB approuve cette interprétation

## **AUTRES NORMES**

Outre les normes internationales (IFRS) établies par l'IASB  
(International Accounting Standards Board),

un autre organisme privé  
(composé d'experts indépendants de diverses nationalités)  
intervient dans l'établissement des normes  
concernant les professions comptables

### **l'IFAC (créée en 1977)**

(International Federation of Accountants)

(association internationale d'experts comptables)  
pour la normalisation des **standards d'audit**.

A ce jour, l'IFAC a élaboré les normes portant sur

- ☐ L'audit (**I**nternational **S**tandards **A**udit – **ISA**)
- ☐ Le contrôle qualité (**I**nternational **S**tandards **Q**uality **C**ontroll – **ISQC 1**)
- ☐ L'enseignement et la formation permanente (**I**nternational **E**ducation **S**tandards – **IES**)
- ☐ La comptabilité publique (**I**nternational **P**ublic **S**ector **A**ccounting **S**tandards – **IPSAS**)
- ☐ Les obligations des organisations professionnelles comptables membres de l'IFAC (**S**tatements of **M**embership **O**bligation – **SMO**)
- ☐ L'Éthique

## PREMIERE APPLICATION DU SCF

L'observance des règles du SCF a pour préalable une phase de transition devant assurer un basculement ne provoquant pas de « coupures ».

La toute première règle est celle concernant le passage de l'ancien système au nouveau.

L'instruction N° 02\* du 29 octobre 2009 du ministère des finances portant « première application du système comptable financier 2010 » contient les modalités relatives à la transition.

OBLIGATION	IMPLICATION
Présentation des premiers états financiers nés de la transition (arrêtés au 31.12.2010) comme si l'entité s'était toujours conformée au nouveau dispositif (§ II.1).	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Appliquer les nouvelles dispositions de manière <b>rétrospective</b></li><li>➤ Sauf <b>impossibilité</b> de <u>déterminer raisonnablement</u> le montant des ajustements</li></ul>

La rétrospectivité est nécessaire en vue d'assurer la comparabilité des informations financières figurant

- aux états de 2010 (découlant des règles édictées par le SCF)
- avec celles de 2009 (élaborées avec les anciennes règles)

### COMMENT FAIRE ?

Lors de rencontres professionnelles, beaucoup de chefs d'entreprises m'ont assuré « être prêts ». En effet, leurs entreprises ont réalisé, acquis (ou comptent acquérir) des logiciels permettant un transvasement de l'ancienne nomenclature à la nouvelle ; et « le tour est joué » !

Si l'on devait penser que la transition se limite à la translation d'un compte à un autre, alors en 2005, lors de la mise en œuvre des IFRS en Europe (comme les Etats de l'Union Européenne ont maintenu leurs nomenclatures en usage antérieurement) **AUCUNE** entreprise n'a adopté les IFRS !

Qu'en aurait-il été si le SCF

- n'avait pas proposé, tout comme les IFRS, de nomenclature ?
- avait maintenu l'ancienne nomenclature quelque peu remodelée ?

N'y aurait-il pas eu de changement de système ?

Tout comme pour l'être humain dont l'enveloppe charnelle est un simple contenant et l'âme constituant sa réalité,

- Une nomenclature est un (simple) **CONTENANT**.
- Les règles d'évaluation et de comptabilisation du SCF sont un **CONTENU** (constituant l'âme du système)

---

(\*) élaborée dans le schéma de l'IFRS 1 – première application des IFRS

Tout en attachant un intérêt certain à la révision des plans comptables sectoriels et particuliers,

- nous devons éviter d'accorder toute notre attention à la forme
- en occultant le fonds !

D'autres personnes, conscientes des bouleversements que vont subir leurs entreprises, baissent les bras devant les courts délais. Leur attitude est compréhensible au regard des délais dont ont bénéficié les européens et les canadiens pour la transition aux IFRS.

Pour la mise en œuvre des IFRS, les délais de préparation à la transition ont été de

- 10 années pour l'Europe : 1995 – 2005 (depuis les accords avec l'OICV - Organisation Internationale des Commissions de Valeurs)
- 05 années pour le Canada : 2007-2011 (période retenue en 2006)

Pour la transition au SCF, en Algérie nous n'avons bénéficié que de **10 MOIS** (depuis la publication de l'arrêté de mars 2009 : principal outil de formation et de préparation) qui sont **DÉJÀ** consommés.

Enfin les plus téméraires se sentent en mesure de relever le défi « accomplir les 12 travaux d'Hercule » vaille que vaille. Il s'agit d'une option nationale pour l'intégration dans la mondialisation !

Nous partageons leur attitude. Avec une touche de pragmatisme, un calendrier peut être conçu sur des délais plus ou moins longs (en fonction des particularités propres à chaque entreprise).

Chaque entité devra élaborer un plan de transition contenant une échelle des priorités en tenant compte des impacts les plus significatifs. Il serait inefficace de consacrer beaucoup de temps et d'efforts pour des aspects présentant peu de significativité.

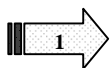
Une entreprise de transport ne va pas se focaliser sur les opérations de location des locaux abritant son siège social. Elle concentrera ses efforts sur :

- l'opportunité de l'approche par composants de sa flotte
- l'établissement de ses plans d'affaires pour apprécier la valeur d'utilité

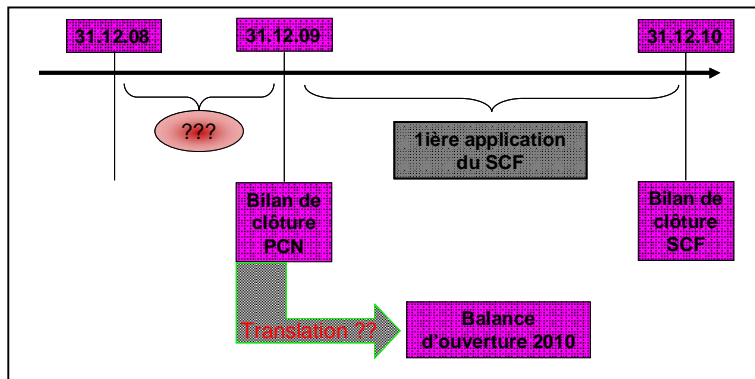
Par contre une entreprise de gestion immobilière agira inversement : privilégier les retraitements relatifs aux constructions et s'occuper des véhicules de service dans un second temps (si cela s'avère utile et pertinent).

Bien sûr si l'entité est en mesure de TOUT prendre en charge, elle devra le faire. Mais, sans trop verser dans le scepticisme, il est plus probable qu'une revue à la baisse des prétentions permettra de mieux réaliser ce qui doit l'être en priorité

## L'INSTRUCTION N° 02 A CONSACRE QUATRE ETAPES



### Etablissement du bilan d'ouverture 2010



L'accent est mis sur la translation de l'ancienne à la nouvelle nomenclature avec insistance sur l'égalité des totaux des balances

- De clôture 2009 et
- D'ouverture 2010

**En fait, il n'est pas évident d'assurer cette égalité.**

Dans le cas où la balance de clôture 2009 contiendrait des valeurs ne répondant plus à la définition des éléments d'actif et de passif (exemple frais préliminaires), l'égalité demandée peut être obtenue par la création (dans la balance d'ouverture 2010) d'un compte « de transition » qui, cependant, ne sera PLUS JAMAIS utilisé (car créé pour les besoins de la translation).

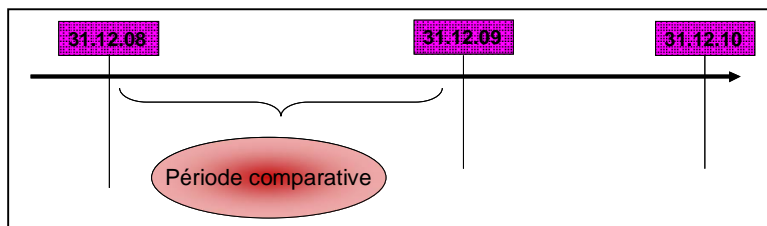
Par contre, dans le cas inverse, où l'entité sera amenée à comptabiliser des éléments répondant aux conditions nouvelles (exemple des locations financement), cette égalité sera tout simplement impossible à établir.

Cela d'autant plus que, dans les deux cas, la comparabilité des bilans de clôture et d'ouverture 2010 se trouvera altérée.

En attendant des clarifications techniques, il ne nous semble pas impossible de procéder aux retraitements de manière extracomptable ; les écarts découlant des retraitements liés à la transition seront tout naturellement su au niveau des explications fournies par les organes de gestion au sein de l'annexe.

De là, nous comprenons le peu d'utilité des logiciels destinés à assurer un basculement d'une nomenclature à l'autre du fait que **TOUS les retraitements dépendent exclusivement l'intervention humaine.**

## Retraitement des données comparatives 2009



Lors de l'arrêté des comptes, les premiers états financiers à présenter sont ceux préconisés par le nouveau système. En nous limitant aux états les plus connus (bilans et comptes de résultat), nous observons que désormais ils contiennent une colonne « n-1 ».

Ainsi, la comparabilité est donc assurée pour peu que les bases d'évaluation et de comptabilisation soient identiques

### Comparabilité des bilans :

Le montant global généré par les retraitements (positifs ou négatifs) est inscrit dans un compte de capitaux propres spécifique à la transition.

Tous les autres postes du bilan sont comparables car arrêtés selon les mêmes méthodes.

### Comparabilité des comptes de résultat :

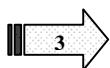
Pour l'assurer, il s'agira de retraiter (éventuellement) les comptes de gestion (produits et charges) de 2009. Cela est possible pour la quasi-totalité des comptes.

MAIS pourra-t-on affirmer l'existence d'une possible comparabilité des comptes de dotations aux amortissements, provisions et perte de valeur ?

- Les dotations aux amortissements
  - sont pratiquées selon un mode différent (si par exemple l'entreprise opte pour un amortissement par unités – inexistant antérieurement) et
  - sont assises sur des bases différentes (si l'entreprise modifié la base amortissable : valeur à fin de durée d'amortissement, perte de valeur, réévaluation, ...)
- Pour ce qui est des dotations pour perte de valeur, **aucune comparabilité** n'est possible (même pas erronée) du fait que celle constatée, éventuellement, lors de la première application (retraitement des comptes au 31.12.2009) soit inscrite dans les capitaux propres à l'ouverture 2010 et non dans le compte 68 de la clôture 2009.

Il faut donc retraiter les comptes d'immobilisation affichés à la clôture de **2008** afin de disposer d'un résultat retraité 2009.

Les données comparatives concernant les comptes de résultat nécessitent un **point de départ** : bilan au 1er janvier 2008 (comptes proforma)



### **Retraitements à imputer aux capitaux propres (à l'ouverture 2010)**

- ☐ Comptabilisation d'éléments d'actif et de passif non pris en compte par le PCN (opérations de leasing<sup>1</sup>, concession, ...)
- ☐ Décomptabilisation d'éléments d'actif et de passif ne répondant plus aux conditions de comptabilisation (frais préliminaires<sup>2</sup>, provisions pour grosses réparations, ...)
- ☐ **Evaluation des éléments d'actif et de passif selon les nouvelles règles**

#### **Notes :**

- (1) Comprendre par là **TOUTES** opérations de location financement pas uniquement celles définies en tant que leasing – également dénommé crédit bail ou location vente (voir les deux premiers exercices y relatifs).
- (2) Une attention particulière est à accorder aux intérêts intercalaires figurant au débit du poste « 20 – frais préliminaires » qui constituent des coûts d'emprunt



### **Explications de l'impact sur les capitaux propres dans l'annexe**

#### **Point de vue :**

La séquence de ces étapes est	1, 2, 3 et 4
Pour permettre une migration aisée, une révision de la séquence nous apparaît plus seyante	3, 2 puis 4

La première étape sera confondue dans la présentation de la balance d'ouverture 2010 (en extracomptable)

Des clarifications seront certainement fournies par les institutions normalisatrices.

**Telles sont les principales mesures**

**éditées par l'instruction ministérielle**

**EN AVONS-NOUS FINI DE LA TRANSITION ?**

Revenons au point 3 ci-dessus



## EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF SELON LES NOUVELLES REGLES

C'EST A CE MOMENT QUE  
DEBUTE REELLEMENT LA TRANSITION

---

### EXEMPLE D'ACTION A MENER

En ne considérant que le seul cas des immobilisations corporelles (essentiellement en Algérie) et incorporelles (plus rarement) un train de mesures est à envisager

ICI, L'ATTITUDE DES STRUCTURES **TECHNICO-COMMERCIALES** EST

- **PREPONDERANTE ET**
- **CONDITIONNE LE NIVEAU D'INFORMATION VEHICULE PAR LES ETATS FINANCIERS**

Leur principale contribution est relative au choix de la méthode d'évaluation des immobilisations

- À partir du 01/01/2009 et pour tous les exercices ultérieurs (pour chaque catégorie d'immobilisations corporelles)
- Lors de la transition au SCF (pour toute immobilisation)

Il s'agit également du choix de la méthode d'évaluation :

- coût amorti ou
- réévaluation (si existence d'un marché actif)

## CALCUL DU PREMIER COUT AMORTI

=

### COUT HISTORIQUE

Prix d'achat + coûts attribuables + coûts d'emprunts

**PLUS** dépenses ultérieures (de l'origine au 31.12.08)

Si elles ont augmenté les avantages futurs

1

**MOINS** Amortissements au 31.12.08

Si elles ont augmenté les avantages futurs

**MOINS** dépréciation au 01.01.09

(test de dépréciation)

2

### 1 – DEPENSES ULTERIEURES

Depuis leur acquisition (disons plutôt leur contrôle), les immobilisations ont certainement dû avoir fait l'objet de révisions.

Maintien du niveau de performance initial

RIEN  
A FAIRE

Augmentation d'avantages futurs

A  
ACTIVER

A ce stade,  
les structures techniques (production et maintenance)  
**devront déjà se prononcer**

### 2 – TEST DE DEPRECIATION

Dans la mesure où l'entité opte pour la méthode du coût, le SCF préconise à ce qu'elle procède **A CHAQUE** arrêté\* de comptes à un impairment test.

VALEUR NETTE  
COMPTABLE

?

< = >

VALEUR  
RECOUVRABLE

(\*) à plus forte raison lors de la transition.

Un test de dépréciation est à effectuer dès lors qu'un indice de perte de valeur existe.

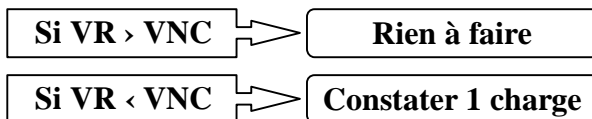
### Qui doit apprécier la nature de ces indices et le niveau d'alerte à fixer ?

L'on peut citer à titre d'exemple :

Nature de l'indice	Structure en mesure d'apprécier
Obsolescence	Développement Fabrication, production
Etat physique	Fabrication, production Maintenance (ou ressources matérielles)
Pertes de parts de marché	Commerciale, marketing

Si les niveaux d'indices sont dans les limites (fourchettes) que s'est fixé l'entreprise, AUCUN test n'est à effectuer.

Dans le cas contraire, il faut déterminer la valeur recouvrable (VR).

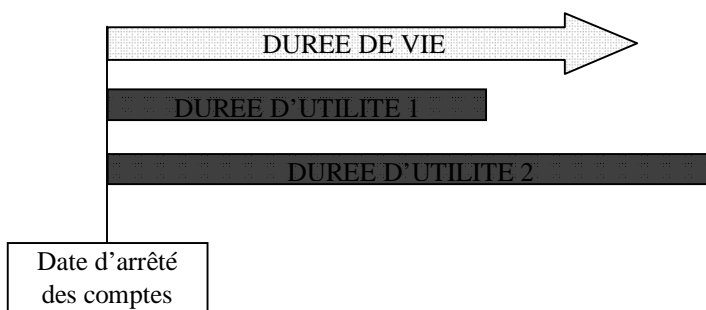


### Détermination la valeur recouvrable

Elle est égale à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

$$\mathbf{VR = \max [VU, PVN]}$$

- Le prix de vente net (PVN) est égal à la juste valeur diminuée des frais de sortie. Cela suppose une parfaite connaissance du marché de l'occasion, s'il existe. Le simple fait de faire appel à un spécialiste (s'il existe) du négoce ne peut valablement renseigner. En effet, ce dernier serait plus intéressé par une opération commerciale qu'une mission de conseil d'où le risque de disposer de niveaux de valeurs non réalistes.
- La valeur d'utilité (VU) constituerait un meilleur repère mais son calcul nécessite plus de travaux :
  - Les structures techniques (production/maintenance) devront estimer la durée de vie.
  - En parallèle la structure commerciale appréciera la durée d'utilité



### Durée d'utilité 1 :

À son terme, l'entreprise devra prévoir sa sortie d'actif (sauf estimations ultérieures plus favorables).

### Durée d'utilité 2 :

Ce cas de figure ne peut être convenablement envisagé. Un outil quelconque ne peut être utilisé au-delà de ses capacités physiques. Avant l'atteinte de la durée de vie maximale, l'entité songera à :

- Rénover l'outil de manière à ce qu'il puisse être productif, ou
- Son remplacement par un nouvel équipement

### Calcul de la valeur d'utilité

Elle est égale à la somme des flux nets de trésorerie (FNT) générés pendant la durée d'utilité.

$$\sum \text{FNT} = \text{FNT1} (1+i)^{-1} + \text{FNT2} (1+i)^{-2} + \dots + \text{FNTn} (1+i)^{-n}$$

#### **Cette estimation est réalisée pour CHAQUE UGT**

Une Unité Génératrice de Trésorerie est :

- ☐ un actif considéré individuellement ou
- ☐ ensemble d'actifs interdépendants

Utilisé (s) en vue de :

- ☐ de permettre des rentrées de ressource ou
- ☐ d'éviter des sorties de ressources

## ILLUSTRATION

De la balance après inventaire l'on extrait les valeurs suivantes d'une UGT donnée amortissable sur 10 ans :

Valeurs	Montants
Brute	20 000 000
Amortissements	12 000 000
<b>Nette</b>	<b>8 000 000</b>

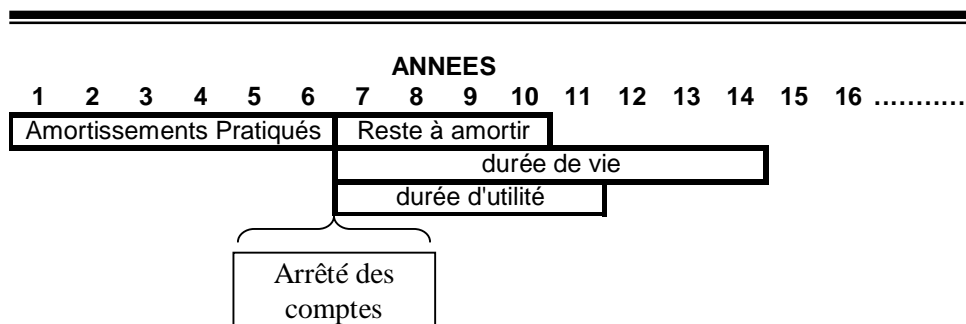
Les travaux de la structure « gestion des immobilisations » ont permis d'évaluer un prix de vente net (juste valeur – frais de sortie) de 5.000.000 DA.

Les services techniques ont estimé une durée de vie supplémentaire de 8 ans.

Cependant, les commerciaux estiment que le marché ne sera favorable que pendant 5 années (soit une année de plus que la durée restant à amortir).

Le business plan fait permet d'estimer les flux nets de trésorerie suivants :

Année	n+1	n+2	n+3	n+4	n+5
FNT	1 500 000	1 250 000	1 320 000	1 200 000	900 000



La valeur d'utilité sera égale à la somme des FNT prévus pour les années n+1 à n+5. Le taux du marché financier étant de 6 %, il y a lieu d'actualiser les FNT attendus

Années	Flux nets prévisionnel	$(1,06)^{-n}$	Valeur actuelle
1	1 500 000	0,94339623	1 415 094
2	1 250 000	0,88999644	1 112 496
3	1 320 000	0,83961928	1 108 297
4	1 200 000	0,79209366	950 512
5	900 000	0,74725817	672 532
<b>Somme des valeurs actuelles</b>			<b>5 258 932</b>

Le **PVN** (5.000.000) étant inférieur à la **VU** (5.258.932),

c'est cette dernière qui sera retenue en tant que **valeur recouvrable** à rapprocher à la VNC

La valeur recouvrable étant **inférieure** à la VNC, une **perte de valeur** de 2 741 068 DA est à constater (8.000.000 – 5.258.932)

La **valeur d'utilité** sera amortie sur..... les **5 ans** d'utilité (ne pas rester sur 4 ans).

Si le petit transporteur qui détient une autorisation d'exploitation d'une ligne Blida – Alger et qui dispose de deux autocars ne sera pas perturbé par le changement de système, il n'en est pas de même pour des entreprises plus importantes.

Le petit aperçu ci-dessus ne se veut pas être un cours sur le test de dépréciation, MAIS un exposé

- des mesures à prendre
- de leur consistance et ampleur

La simple translation d'une nomenclature des comptes à une autre ne veut NULLEMENT dire transition d'un système à un autre

- l'identification des intervenants.

Ce n'est pas parce-que le nouveau système s'intitule « système COMPTABLE FINANCIER » qu'il ne concerne QUE les seuls COMPTABLES et FINANCIERS.

**La plupart (pour ne pas dire tous) les autres postes sont concernés !  
(CQFD)**

## CONCLUSION

La concrétisation de la stratégie d'entreprise nécessite une optimisation des facteurs exogènes et **endogènes**.

Hormis le principal facteur (humain) dont la gestion obéit à des règles spécifiques, l'un des non moindres est l'outil de production (équipements).

Soumis à forte évolution technologique les entités sont contraintes de se soucier particulièrement de son renouvellement pour s'assurer sinon une expansion, du moins une mise à niveau technique

Ce renouvellement dépend presqu'exclusivement de la capacité de l'entreprise à générer des cashs flows. Ceux-ci résultent de la simple sommation des résultats nets et des amortissements.

De là l'on comprend l'intérêt particulier qui doit être porté au plan d'amortissement (qui n'est pas un simple calcul soustractif jusqu'à obtention d'une valeur nette nulle) mais dont

- ☐ **le mode** : linéaire, dégressif, par unités de production
- ☐ **et la durée d'utilité** : période pendant laquelle l'entité espère recevoir des avantages économiques futurs de l'utilisation de l'actif

dépendent **GRANDEMENT** du plan d'affaires (business plan) « **REALISTE** » élaboré par les structures **technico-commerciales**.

La comptabilité **N'EST PLUS** l'affaire du **SEUL** comptable\* (d'ailleurs, elle ne l'a jamais été, nous nous sommes complus dans la situation en lui confiant la manipulation des chiffres qui pour la plupart du temps étaient savamment compilés mais souvent muets sur la réalité).

Il s'est presque toujours retrouvé **seul** pour arrêter des situations qui sont présentées sous la responsabilité des ... **organes de gestion**

**MAIS elle est également et ...SURTOUT** l'affaire des personnes à la **source** des informations

- ☐ Juridiques,
- ☐ sociales, et
- ☐ Économiques

que le comptable traduira par les chiffres. Bien sûr, il ne manquera pas l'occasion d'être pointilleux. Il est là pour ça ! Traduire par les chiffres mais surtout : « veiller au grain »

---

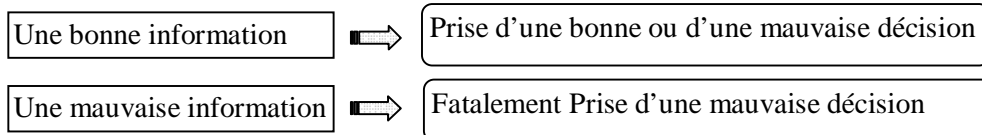
(\*) Lors de nouvelles rencontres, l'on me questionne sur mon métier. Souvent lorsque mon vis-à-vis apprend que je suis expert comptable il s'exclame : « Ah vous monsieur, vous devez jongler avec les chiffres ! » En fait, sans ma calculette de poche, j'arrive péniblement à totaliser le montant de mes courses chez l'épicier.

## MESURES ORGANISATIONNELLES

Une organisation non parfaite ou le non respect de celle-ci altère considérablement la qualité de l'information

### De la qualité de l'information dépend celle de la décision

*« un général qui prépare minutieusement sa campagne a de fortes chances de remporter la bataille. Celui qui occulte cet aspect, ou basé son plan de bataille sur des informations non fiables, ferait mieux de ne pas engager de bataille car vouée à l'échec »*



Cette préparation est « dévoreuse » d'informations fiables.

Célérité et rigueur dans la production et la transmission de l'information

- ne sont pas un luxe mais
- une nécessité dans la bataille économique

Les personnels des fonctions

commercial  
temps et méthodes  
comptabilité matière  
Fabrication  
gestion des moyens et des infrastructures - logistique  
Maintenance  
Approvisionnements  
Ressources humaines  
.....

sont les VERITABLES générateurs de l'information.....financière

**Qui a dit que la comptabilité était l'affaire des seuls comptables !!!?**

La léthargie due à l'incompréhension du PCN 75 est énergiquement secouée par l'avènement du SCF 07.

**La mise en œuvre des dispositions du SCF n'est pas une sinécure.  
Mais en y allant du « bon pied », on devrait pouvoir en profiter pour**

**nous repenser,  
réviser nos procédures,  
redéfinir nos perspectives d'avenir,**

...

L'auteur espère que ce petit appendice aura permis « d'y voir un peu plus clair ».



## **Bibliographie**

La confection de cet ouvrage a nécessité le recours à divers sources documentaires.

### **Pour la réglementation algérienne :**

- les textes relatifs au PCN et au SCF
- différents codes (code de commerce, codes fiscaux, code civil,...)
- une batterie d'autres textes (règlements, journaux officiels, avis du Conseil d'Etat,...) contenus dans la base de données « PACK économique » et « PACK juridique » créée par ALIANE INFO.
- Et bien évidemment des sites officiels ont été visités
  - Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)
  - Direction Générale des Impôts (DGI)
  - Journal Officiel (JORADP)

### **Pour les repères internationaux**

Tellement d'ouvrages, de revues, de sites WEB, de lexiques, ont été consultés qu'il n'est pas possible d'en faire un inventaire. Citons toutefois les sites WEB des institutions, cabinets et bureaux conseils les plus visités :

- IASB
- Focus IFRS
- Institut des Comptables Agréés du Canada
- Experts Comptables de Tunisie
- Experts Comptables du Maroc
- Ordre des Experts Comptables de France
- Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes – France
- Haut Conseil au Commissariat au Comptes – France
- KPMG
- DELOITTE
- PwC

Je vous invite à y rendre visite.....bonjour les nuits blanches !

Ils offrent beaucoup de documents en téléchargement libre ; mais.....attention :

« trop d'informations tue l'information ! »

**Il est recommandé de cibler les recherches et d'être très sélectifs.**

Attention aussi aux «vagabondages» : l'on cherche une information technique et quelque 60 % du temps de recherche est consacré à savourer une recette de cuisine ou à soigner la maladie du cousin.

Pour contacter l'auteur

Email : medjoubia@yahoo.com

---

Compte yahoo en hibernation

Courriel : medjoubi16@gmail.com

DEPOT LEGAL  
Second trimestre 2010

ISBN : 9999999

La confection et la mise en page du présent ouvrage ont été réalisées avec les outils de l'office  
Windows 1997 – 2003 de Microsoft

Achevé d'imprimer en avril 2010  
sous les presses de

**L'imprimerie HPS**

99, Rue XXXXXXXXX - Sétif

A l'avènement du SCF, l'auteur entrepris un labeur fondé sur les mêmes motivations que celles qui l'ont amené à réaliser son premier ouvrage : « 10 cas de comptabilité » (1989).

L'objectif n'est pas d'offrir un cours de comptabilité, mais de traiter de certaines particularités marquantes du nouveau système (approche par composants, impôts différés, compte de résultat par nature, taux d'intérêt effectif, location financement, provision pour indemnité de départ à la retraite,...).

Etant établi à titre libéral en qualité d'expert-comptable et commissaire aux comptes, l'auteur a vu sa vie professionnelle très liée à celle des entreprises économiques. Il est donc conscient de l'utilité de cibler les thèmes qui seront le plus d'actualité lors de la transition du PCN 75 au SCF 07.

Né en 1958, l'auteur a obtenu en 1982 le Diplôme des Etudes Comptables Supérieures (France).

Après avoir occupé des postes de responsabilité dans le secteur public, il s'est établi en cabinet en avril 1987. Il s'est activement versé dans la formation (séminaires et ateliers pratiques)